

MINISTERE DE L'EDUCATION
NATIONALE, DE
L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

TASK FORCE

REPUBLIQUE DE COTE
D'IVOIRE



Union-Discipline-Travail

PERFORMANCE DU SECTEUR ÉDUCATION/FORMATION

Rapport de suivi au titre de l'année 2018

SOMMAIRE

SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	3
RESUME EXECUTIF	8
INTRODUCTION.....	12
I. ANALYSE DES RESULTATS ATTEINTS.....	13
I.1. Enseignement préscolaire	13
I.2. Enseignement primaire.....	14
I.3. Alphabétisation	17
I.4. Enseignement secondaire 1	18
I.5. Enseignement secondaire 2.....	19
I.6. Enseignement technique et formation professionnelle	20
I.7. Enseignement supérieur	24
I.8. Recherche scientifique et Innovation technologique	25
I.9. Cadre institutionnel et suivi évaluation du PSE.....	26
I.10. Analyse des progrès vers l'atteinte des engagements de l'État.....	28
II. EXECUTION FINANCIERE.....	32
2.1 Rappel du cadrage financier	32
2.2 Financement du secteur Éducation/Formation.....	32
2.3 Dépenses d'éducation Hors du secteur.....	34
2.4 Dépense totale	35
2.5 Récapitulatif par bailleurs.....	36
III. COORDINATION, SYNERGIE ET PARTENARIAT DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PSE.....	37
3.1. Coordination	37
3.2. Synergie	37
3.3. Partenariats.....	37
IV. ANALYSE DES RISQUES ET HYPOTHESES	42
V. RECOMMANDATIONS	49
V.1. Mémoire de suivi des recommandations de la dernière revue sectorielle.....	49
V.2. Recommandations pour la suite de la mise en œuvre du PSE.....	56
ANNEXES.....	57
ANNEXE I : MATRICE DE SUIVI DES INDICATEURS DE RESULTATS (MASIR).....	58
ANNEXE II : RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS NOUVELLEMENT GÉNÉRÉS PAR LE SYSTÈME.....	84
ANNEXE III : MATRICE DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES (MASMO).....	86
ANNEXE IV : COMITE DE REDACTION.....	179

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

2AC	Agent Administratif et Comptable
AFD	Agence Française de Développement
AGETFP	Agence de Gestion des Établissements Techniques et de la Formation Professionnelle
ARDCI	Assemblée de Régions et Districts de Côte d'Ivoire
ARSTM	Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
BGF	Budget Général de Fonctionnement
BID	Banque Islamique de Développement
C2D3	Contrat de Désendettement et de Développement
CAMES	Conseil Africain pour l'Enseignement Supérieur
CAP	Certificat d'Aptitude Professionnel
CAPP	Centre d'Apprentissage, de Perfectionnement et de Production
CAPP	Centre d'Apprentissage, de Perfectionnement et de Production
CCEN	Conseil Consultatif de l'Éducation Nationale
CDP	Contrats De Performance
CE1	Cours élémentaire première année
CE2	Cours élémentaire deuxième année
CEA	Centre d'Excellence Africain CEA
CET	Centre d'Enseignement Technique
CICSEF	Comité Interministériel de Coordination du Secteur Éducation/Formation
CIE	Compagnie Ivoirienne d'Électricité
CM2	Cours moyen deuxième année
CMEF	Clubs de mères d'élèves filles
CNACI	Centre National d'Analyse de Côte d'Ivoire
CNAECI	Commission nationale d'accompagnement des établissements confessionnels islamiques
CNCCI	Centre National de Calcul de Côte d'Ivoire
CNEC	Coordination Nationale des Enseignants du supérieur et des Chercheurs de Côte d'Ivoire
CNRES	Commission Nationale de Recrutement des Enseignants-Chercheurs
CNTA	Commission Nationale Technique d'Agrément
COGES	Comités de Gestion dans les établissements primaires et secondaires
CP1	Cours préparatoire première année
CP2	Cours préparatoire deuxième année

CROU	Centre régional des œuvres universitaires
DAAF	Direction Administrative des Affaires Financières
DAENF	Direction de l'Alphabétisation et de l'Éducation Non Formelle
DAF	Direction des affaires financières
DARH	Direction Administrative des Ressources Humaines
DELC	Direction des Écoles Lycées et Collèges
DESUP	Direction de l'Enseignement Supérieur
DFAM	Data For All Monitoring
DGRI	Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation
DIJE	Développement intégré du jeune enfant
DP	Direction de la Planification
DPE	Direction du Patrimoine de l'État
DPS	Direction de la Planification et des Statistiques
DSPS	Direction des stratégies, de la planification et des statistiques
DVI	Direction de la Valorisation et de l'Innovation
DVSP	Direction de la Veille et du Suivi des Programmes
EDHC	Éducation aux Droits de l'Homme et à la Citoyenneté
EHSS	Enfants hors du système scolaire
EMPT	École militaire préparatoire technique
EMSP	École Multinationale Supérieure des Postes
ENA	École nationale d'administration
ENSEA	École Nationale Supérieure de Statistiques et d'Économie Appliquée
ENV	Enquête sur le niveau de vie des ménages
ESATIC	École Supérieure Africaine des Technologies de l'Information et de la Communication
ESRS	Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique
ET	Enseignement technique
ETFP	Enseignement technique et de la formation professionnelle
FASTEF	Facultés des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
FONARI	Fond d'Appui à la Recherche et l'Innovation
FONSTI	Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation
FP	Formation Professionnelle
FPT	Formation Professionnelle et Technique
GAR	Gestion Axée sur les Résultats

GLPE	Groupe Local des Partenaires pour l'Éducation et l'Emploi des jeunes
GP	Groupe pédagogique
GTOE	Groupe de Travail des ONG pour l'Éducation
IDA	Association internationale de développement
IEPP	Inspection de l'enseignement préscolaire et primaire
IESRS	Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche Scientifique
IFEF	Institut de Formation et d'Éducation Féminine
INFAS	Institut national de formation des agents de la santé
INFJ	Institut National de Formation Judiciaire
INFS	Institut National de Formation Sociale
INJS	Institut National de la Jeunesse et des Sports
INP-HB	Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny
INS	Institut national de la statistique
INSAAC	Institut national supérieur des arts et de l'action culturelle
MASIR	Matrice de suivi des indicateurs de résultats
MASMO	Matrice de suivi de la mise en œuvre des activités
MCC	Millennium Challenge Corporation
MEN	Ministère de l'Éducation Nationale
MENETFP	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
MESRS	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
MGD	<i>Mc Govern-Dole</i>
MICS 5	Enquête par grappe à Indicateurs Multiples de 2016
ODD 4	Objectifs de développement durable
OFID	Opec Fund for International Development
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
ORSEC	Organisation des Secours
PADES	Projet d'Appui au Développement de l'Enseignement Supérieur
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAMT	Plan d'action à moyen terme
PAPSE	Projet d'Amélioration de la Prestation des Services Éducatifs
PASEC	Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN
PATB	Plan d'action de travail budgétisé

PDC	Développement des Compétences PDC.
PDU	Politique de Décentralisation des Universités
PEC	Prise En Charge
PEJEDEC	Projet emploi Jeune Et Développement des Compétences
PIB	Produit intérieur brut
PIFED	Programme international de formation en évaluation du développement
PIP	Programme d'Investissements Publics
PME	Partenariat Mondial pour l'Éducation
PMNDPE	Projet Multisectoriel de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance
PNR	Programme National de Recherche
POSE	Plan opérationnelle de suivi et évaluation
PSE	Plan sectoriel éducation/formation
PSGSE	Politiques sectorielle et gestion des systèmes éducatifs
PSO	Politique de scolarisation obligatoire
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PUAEB	Projet d'urgence d'appui à l'éducation de Base
RCI	République de Côte d'ivoire
REC LPO	Projet de reconstruction post conflit du lycée professionnel d'Odienné
RESEN	Rapport sur l'état du système éducatif national
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RIP EPT	Réseau Ivoirien pour l'Éducation Pour Tous
SCAC	Service de coopération et d'action culturelle
SDC	Salle de classe
SEPRI	Semaine de promotion de la recherche et de l'innovation
SERFE	Secrétaire Exécutif aux relations Formation – Emploi
SISEF	Système Intégré de Suivi et d'Évaluation du PSE
SNIEPSE	Système National Intégré de Planification et de suivi-évaluation du secteur éducation
SODECI	Société de Distribution Eau de la Côte d'Ivoire
STI	Sciences, de la Technologie et de l'Innovation.
TBA	Taux Brut d'Admission
TBS	Taux brut de scolarisation
TD	Travaux dirigés
TNA	Taux Net d'Admission
TNS	Taux net de scolarisation

TRECC	Transformer l'Éducation dans les Communautés productrices de Cacao
UCED	Université Cheick Anta Diop de Dakar
UFHB	Université Félix Houphouët-Boigny
UFR	Unité de Formation et de Recherche
UJLoG	Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa
UMAN	Université de Man
UNESCO CFIT	UNESCO-China Funds In Trust (UNESCO FONDS EN DEPOT DE CHINE)
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UPA	Unités de Production Agropastorale
UPGC	Université Péléforo-Gbon-Coulibaly de Korhogo
URI	Unité de Recherche Industrielle
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
UVCI	Université Virtuelle de Côte d'Ivoire

RESUME EXECUTIF

○ *Accès et équité au préscolaire et au primaire*

Le TBS connaît une légère hausse passant de 8,80% en 2017 à 9,0% en 2018 au préscolaire et de 105,0% en 2017 à 100,6% en 2018 au primaire ; tandis que le TNS dépasse les prévisions de 2018 (89,8%) pour atteindre la valeur de 91,06%. Ces progrès sont dus à la disponibilité de l'offre éducative résultant de l'accroissement du nombre de salles de classe fonctionnelles qui a progressé de 68 810 en 2017 à 73 170 en 2018.

Les disparités persistent au niveau du genre et des régions. En effet, l'indice de parité progresse en faveur des filles pour les deux ordres d'enseignement, mais la valeur du Taux Brut de préscolarisation entre les deux régions extrêmes est de 14,8 points de pourcentage au préscolaire. De même, cette progression est perceptible en milieu rural où la proportion d'enfants parmi ceux inscrits dans les structures d'enseignement préscolaire connaît un dépassement de cible de 0,56 point de pourcentage.

Spécifiquement au primaire, parmi les enfants admis au CP1, ceux de 6 ans sont de plus en plus nombreux parce que le taux net d'admission est de 72,1% au-delà des prévisions de 2018 (70,0%). Cette évolution tend à rapprocher les valeurs des deux indicateurs (TBS et TNA) de 100%, traduisant ainsi, la réduction du nombre d'enfants en retard de scolarisation et/ou de celui des enfants précocement scolarisés.

○ *L'insertion et la réinsertion des EHS*

Les offres alternatives d'éducation contribuent à l'insertion ou à la réinsertion des enfants en dehors de l'école. En effet, en 2018, 88% des enfants ayant fréquenté les classes passerelles ont été intégrés au système formel contre 82% en 2017 ; pendant que les initiatives communautaires assurent la scolarisation à 2% des élèves du primaire en 2018, et que le nombre d'apprenants des centres d'alphabétisation est passé de 57 299 en 2017 à 59 111 en 2018.

Par ailleurs, 101 890 enfants sont scolarisés dans les écoles confessionnelles islamiques reconnues, soit 23,73% des 429 366 enfants qui fréquentent les structures islamiques d'éducation. Une stratégie nationale en cours d'élaboration, permettra d'accélérer le processus d'intégration des enfants accueillis dans ces structures.

○ *Qualité au préscolaire et au primaire*

La valeur de la proportion afférente à la qualité des services au titre de 2018 (73,36%) est non seulement en progression de 1,36 point par rapport à 2017, mais mieux, elle a dépassé sa cible attendue (72,20%). Quant au primaire, le taux d'achèvement en 2018 dépasse sa cible estimée à 77%, en progressant de 0,7 point par rapport à sa valeur de 2017 (77%). Ces performances s'expliquent par le recrutement d'enseignants qualifiés qui a amélioré le ratio élèves/encadreur et le ratio élèves/enseignant, la dotation des élèves en kits scolaires, la lutte contre la violence en milieu scolaire et la mise en place dans les écoles des commodités requises.

○ *Accès et équité au secondaire*

L'accès au premier cycle du secondaire enregistre une hausse de 1,09 point par rapport à l'année précédente (83%). De même, le taux de transition 3^{ème} /2^{nde} générale est passé de 46,41% en 2017 à 55,62% en 2018, pour une valeur cible fixée à 43,40%. Les taux bruts de scolarisation sont aussi en hausse au premier et second cycle respectivement de trois points et de 6,6 points de pourcentage.

Au nombre des facteurs qui pourraient expliquer l'amélioration de l'accès en général, figure l'accroissement des capacités d'accueils du système avec un nombre de salles de classe fonctionnelles qui passe de 7 229 à 8 283 entre 2017 et 2018 au collège ainsi que la réhabilitation de salles de classe, l'extension de lycées existants et l'érection de certains collèges en lycées. Ces initiatives sont renforcées par un taux d'utilisation des salles de classe qui est en hausse.

La capacité d'accueil au secondaire est renforcée par l'offre privée qui demeure relativement importante. En effet, 47,73% de l'effectif des élèves du premier cycle de l'enseignement secondaire sont inscrits dans les établissements privés en 2018 contre 48,19 % en 2017.

En général au secondaire, l'indice de parité entre les sexes évolue en faveur des filles. En effet, en 2018, le système éducatif ivoirien enregistre 86 collégiennes pour 100 collégiens contre 81 filles pour 100 garçons en 2017. Quant aux lycées, 77 filles sont scolarisées pour 100 garçons en 2018. Cette valeur de l'indice de parité entre les sexes a progressé par rapport à l'année 2017 où 72 filles y étaient scolarisées pour 100 garçons.

Il existe ainsi une bonne dynamique d'accroissement de l'effectif des filles au secondaire grâce à plusieurs campagnes de sensibilisation en faveur de la scolarisation de la jeune fille et de la réduction des grossesses précoces ainsi qu'à une large diffusion des différentes réglementations en matière de sanction des auteurs de grossesses et de violence de genre en milieu scolaire.

○ *Qualité au secondaire*

Le taux d'achèvement est en progrès au secondaire. Il est passé de 49,3% en 2017 à 54,6% en 2018 au premier cycle et a gagné 4,4 points de pourcentage au second cycle. Les filles du collège accèdent beaucoup moins à la dernière classe du premier cycle du secondaire que les garçons parce que le taux d'achèvement des filles est de 49,2% contre 59,4% pour les garçons en 2018. Concernant le redoublement, la proportion dans le premier cycle est passée à 11,5% en 2018, soit une dégradation de 0,5 point alors qu'il décroît de 2 points de pourcentage en second cycle passant de 15% à 13% en 2018.

Au premier cycle, ces indicateurs sont significativement influencés par les conditions difficiles d'apprentissage. Car bien que le nombre d'enseignants recrutés pendant la même période se soit accru, le ratio nombre d'élèves/groupe pédagogique est passé de 59 en 2017 à 75 élèves en moyenne par groupe pédagogique en 2018. Il est de 76 en milieu urbain contre 62 en milieu rural. Au secondaire 2, la taille moyenne des groupes pédagogiques s'est accrue entre 2017 (42) et 2018 (55), parce que sur la même période, le nombre de salles de classe fonctionnelles a baissé de 258 salles allant de 3142 à 2884.

Relativement à l'environnement scolaire, la proportion de lycées ayant les commodités requises est passée de 43% à 46% entre 2017 et 2018, soit une augmentation de 3 points. Ceux disposant de mécanisme de résolution des conflits représentent une part également en hausse de 28 points en 2018, avec un taux de 38% contre 10% en 2017.

○ *Accès et équité à l'ETFP*

Le nombre d'apprenants pour 100 000 habitants connaît une régression. En effet, pour une valeur cible de 440 en 2018, cet indicateur est passé de 439 en 2017 à 391 en 2018, du fait d'une baisse de la population scolaire de l'ETFP qui a régressé de 107 060 en 2017 à 98 521 en 2018, et de la fermeture de 76 établissements privés qui offraient des formations professionnelles. En outre, la proportion d'élèves dans le privé à l'ETFP est passée de 63,40% en 2017 à 38,79% en 2018.

Concernant la transition du secondaire général à l'Enseignement technique, le taux a baissé quasiment de moitié en évoluant de 8,7% en 2017 à 4,8% en 2018, soit une perte de 3,13 points de pourcentage. Pour remédier à cette situation, des actions d'envergure ont été menées (28% de l'ensemble des établissements ont été réhabilités et cinq sont construits) ou **sont** en cours (onze établissements sont en construction)

L'indice de parité des sexes est en défaveur des filles. Elles sont très faiblement présentes dans les filières industrielles (21 filles pour 100 garçons) à cause de l'absence de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement de la politique du genre.

○ *Qualité de l'ETFP*

Le dispositif d'enseignement Technique retient de plus en plus les apprenants, car le taux de survie dans cet ordre d'enseignement/formation est passé de 61,0% en 2017 à 86,6% en 2018. De même le taux d'insertion des diplômés a connu une progression de 22,62 points par rapport à sa valeur de 2017 (14,43%). Cette augmentation est liée au renforcement de capacités des responsables des placements des formés en stage dans les entreprises et à l'insertion prioritaire des diplômés de l'ETFP dans les différents programmes et projets d'insertion des jeunes.

○ *Accès et équité à l'Enseignement Supérieur*

La politique d'orientation systématique de tous les bacheliers, de plus en plus nombreux, qui en font la demande et la non mise en œuvre des stratégies de régulation des flux font accroître le nombre d'étudiants pour 100 000 habitants en 2018. Cet indicateur est de 941 contre 850 en 2017, en dépassement de sa cible fixée à 849. Pour faire face à cette forte demande, des actions de réhabilitation de salles de TD et d'amphithéâtres ont été menées pour porter, de 2017 à 2018, leurs nombres respectifs de 363 à 504 et de 106 à 136.

Le système d'enseignement supérieur encadre 72 femmes pour 100 hommes en 2018. Leur proportion parmi les étudiants des filières scientifiques a connu une hausse de 2,5 points passant de 26,69% en 2017 à 29,19% en 2018, grâce à la promotion du genre et de l'excellence dans le domaine des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation (STI). Les femmes occupent 37,36% des lits disponibles dans les résidences universitaires, tandis que tous les étudiants en situation de handicap qui formulent une demande de chambre sont systématiquement admis en résidence universitaire.

○ *Qualité et employabilité à l'Enseignement Supérieur*

En 2018, 62,4% des 108 784 étudiants inscrits dans les Universités et Grandes écoles publiques ont réussi leurs examens de fin d'année, et près des 3/4 des UFR des Universités publiques ont terminé l'année précédente à temps avant le démarrage de l'année 2017-2018.

L'encadrement pédagogique des étudiants s'est renforcé avec un ratio étudiants/Enseignants-chercheurs des établissements publics sous tutelle du MESRS à 26, bien que le nombre d'enseignants-chercheurs ait régressé de 55% à 34% entre 2017 et 2018. Une attention est portée sur l'évolution ratio étudiants/groupe de TD ou de TP dans le cadre de l'encadrement pédagogique.

○ *Offre et qualité en recherche scientifique et innovation technologique*

En 2018, seul le nombre d'Unités de Recherche Industrielle (URI) a doublé de 2017 à 2018 suite à la création de l'URI phytomédicament au Pôle Scientifique et d'Innovation (PSI) de l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB).

La masse critique du Personnel de recherche s'est accrue avec 483 Enseignants-chercheurs promus au CAMES dont 159 sont passés au rang A en 2018.

○ *Partenariat et financement de la Recherche scientifique*

La dotation d'un montant de 3 milliards de FCFA du Fonds d'Appui à la Recherche et à l'Innovation (FONARI) avec la création du Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI), vise à combler la régression des dépenses liées à la recherche dans le PIB dont le montant est passée de 0,12%¹ en 2017 à 0,09% en 2018. Dans cette dynamique, trois CDP ont été signés en faveur de la mise en œuvre des Centres d'Excellence Africains (INP-HB, ENSEA et UFHB). Ce résultat porte la proportion de CDP liant l'État aux structures de recherche à 4% en 2018 contre 0% en 2017. Ce bon est manifestement loin des 25% prévus en 2018.

○ *Suivi du PSE*

La proportion de cibles d'indicateurs prioritaires du Plan Décennal atteintes est de 35.75%. Cette performance est en régression par rapport à la cible de 75% et à la valeur réalisée de cet indicateur l'année précédente (43%). Le niveau de renseignement des indicateurs de suivi s'est amélioré avec 20 nouveaux indicateurs dont les valeurs ont été générées par les systèmes de collecte de routine. Les 27 autres indicateurs non générés restant relèvent de données d'enquêtes spécifiques

Des lignes budgétaires spécifiques pour la production des statistiques scolaires sont inscrites dans le BGF pour les trois sous-secteurs.

Par ailleurs, les faiblesses connues dans le suivi-évaluation sont dues au sous financement du POSE. Aucune visite programmatique, ni évaluation n'a pu se réaliser par manque de moyens financiers.

¹Cette valeur a été ajustée par rapport à celle communiquée dans le rapport de performance 2017, sur la base des données plus exhaustives

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise à disposition de ressources humaines compétentes à même de soutenir la Côte d'Ivoire dans la transformation structurelle de son économie fondée sur son industrialisation, le Gouvernement Ivoirien a adopté en 2016, le plan sectoriel Éducation /Formation (PSE) 2016 – 2025.

Ainsi, le Gouvernement assure la communauté éducative et les partenaires, de son engagement à mettre en œuvre les réformes envisagées et à financer le plan sectoriel éducation/formation 2016-2025 dans les limites du cadrage financier opéré à l'issue des arbitrages intra-sectoriels.

Cet engagement induisant une obligation de rendre compte de l'état de mise en œuvre du PSE, conformément aux principes de la gestion axée sur les résultats, le PSE, dans son mécanisme de suivi et d'évaluation, prévoit la production périodique de rapports de performance sur la base des résultats obtenus.

Il faut noter, à toutes fins utiles qu'en 2018, le système éducatif ivoirien a évolué dans un contexte général avec des caractéristiques démographique, politique, social, économique et financier. (i) **Au plan démographique**, la population ivoirienne est estimée à 25,196 millions d'habitants dont une forte proportion (60,03%) de jeunes de moins de 25 ans présentant, avec acuité, les défis de scolarisation, d'emploi, de santé et de loisirs, etc. (ii) **Au plan politique et social**, l'environnement sécuritaire a continué de s'améliorer (l'indice de sécurité est passé de 3 à 1), une ordonnance a été prise pour amnistier 800 détenus pour des délits liés à la crise postélectorale; des élections municipales et régionales couplées ont été organisées avec quelques remous localisés liés à la campagne et à la proclamation des résultats; un sénat a été installé pour la 1^{ère} fois dans le pays marquant ainsi la poursuite de la consolidation des Institutions de la 3^{ème} république; et des grèves des élèves du secondaire publique, des enseignants du primaire publique et du Supérieur ont été observées pour revendiquer respectivement la suppression des frais d'inscription annexes et l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. (iii) sur le **plan économique et des finances publiques**, la croissance du PIB est de 7,7% et l'État a consacré 22% du Budget Général, hors dette au secteur de l'Éducation/Formation.

Le rapport de performance 2018, élaboré par une équipe comprenant l'ensemble des acteurs du secteur de l'éducation, est adossé au cadre de résultats et de ressources renseignés sur la base des données de terrains relatifs à l'exécution du plan d'action budgétisé 2018. Il est rédigé en prenant en compte les relations causales entre les résultats d'effet et de produit et les différentes actions menées au cours de l'exercice 2018. Il apprécie les progrès entre les deux années consécutives (2017 et 2018) et la performance par rapport à l'atteinte des résultats escomptés en 2018.

Le rapport s'attache à : (i) présenter et analyser les résultats obtenus dans tous les sous-secteurs du système Éducation / Formation au cours de l'année 2018; (ii) analyser l'utilisation des ressources financières; (iii) faire le point sur dispositif de coordination sectorielle pour l'appui à la mise en œuvre et au Plan Opérationnel de Suivi & Évaluation du PSE; (iv) rendre compte des actions mises en œuvre pour mitiger les risques et lever les potentiels freins à la mise en œuvre du PSE; (v) rapporter les difficultés, les contraintes et les leçons apprises et (vi) faire des recommandations nécessaires à l'endroits des parties prenantes pour une meilleure mise en œuvre du PSE.

I. ANALYSE DES RESULTATS ATTEINTS

I.1. Enseignement préscolaire

I.1.1 Accès et équité

Conformément au contenu du cadre de résultats révisé à l'issu de la revue conjointe de 2018, l'accès et l'équité seront analysés sur la base des indicateurs d'effet suivants : (i) Taux brut de préscolarisation, (ii) Proportion d'enfants du milieu rural parmi les enfants inscrits dans les structures d'enseignement préscolaire, (iii) Indice de parité entre les sexes dans le préscolaire.

o *L'accès*

Le TBS connaît une légère hausse passant de 8,80% (2017) à 9,0% (2018) sans toutefois atteindre la cible fixée à 12,40%. Cette progression a été induite par l'accroissement du nombre de classes fonctionnelles qui est passé de 5 892 en 2017 à 6 421 en 2018. La dotation de tous les enfants (100%) des centres préscolaires communautaires en kits scolaires y a aussi fortement contribué.

L'évolution de ces indicateurs découle d'actions concertées de construction et de réhabilitation de structures préscolaires. En effet, en 2018, 10 classes pré-primaires ont été ouvertes et fonctionnent dans des écoles primaires publiques. De même, 33 salles de classe du préscolaire ont été ouvertes dans 17 écoles communautaires (DSPS 2017-2018). L'application des directives sur l'intégration systématique des classes pré-primaire dans les projets de construction et de réhabilitation des écoles a contribué à accroître le nombre de salles de classes du préscolaire.

La proportion d'enfants du milieu rural parmi les enfants inscrits dans les structures d'enseignement préscolaire est passée de 22% en 2017 à 23% en 2018, soit un dépassement de cible (22,44%) de 0,56 point.

L'amélioration de l'accès au préscolaire en milieu rural sera renforcée par la construction et l'ouverture de 117 centres communautaires préscolaires et la formation de 234 éducateurs préscolaires communautaires dans le cadre du Projet d'Amélioration des Prestations de Services Éducatifs (PAPSE 2019-2022). Toutes ces initiatives devront trouver un ancrage institutionnel et opérationnel dans la politique de la préscolarisation en cours d'élaboration ainsi que dans la stratégie nationale y afférente.

Au niveau du préscolaire, la persistance des disparités de genre dans l'accès se traduit par un déséquilibre en défaveur des garçons. En effet, la valeur de l'indice de parité entre les sexes au préscolaire, bien qu'ayant évolué dans le sens souhaité, est passée de 1,083 en 2017 à 1,080 en 2018 contre une cible attendue de 1,054. Cela traduit qu'en état actuel, dans l'ensemble, pour 108 filles préscolarisées il y a 100 garçons. Ce déséquilibre diffère selon le milieu de résidence. Ainsi, tandis qu'en milieu rural la situation se présente dans le même sens qu'au niveau national (104 filles pour 100 garçons), en milieu urbain le déséquilibre est légèrement en faveur des garçons (99 filles pour 100 garçons)².

Au vu des données présentées plus haut, il apparaît nécessaire de renforcer les compétences des Clubs de Mères d'Élèves Filles (CMEF) en matière de promotion de la préscolarisation des garçons en milieu rural. En plus, la nouvelle Direction de l'Égalité et de l'Équité du Genre devrait s'atteler à apporter des réponses à toutes les inégalités constatées dans l'accès à l'éducation de base, qu'elles soient en défaveur des filles ou des garçons.

² Estimation sur la base du rapport des effectifs en absence des TBS filles et garçons par milieu de résidence

Au niveau régional, les disparités persistent. En effet, en 2018, l'écart entre le Taux Brut de préscolarisation entre les deux régions extrêmes est de 14,8 points de pourcentage. Il s'agit d'Abidjan, avec 16,74 % et du Béré (Mankono), avec 1,94%. Toutefois, l'écart s'est amenuisé par rapport à 2017 où il était de 16,59 points du fait des actions conjuguées en faveur du développement du préscolaire.

I.1.2 Qualité

La proportion de structures fournissant des services intégrés conformes aux normes nationales continue d'évoluer dans le bon sens. Sa valeur au titre de 2018 (73,36%) est non seulement en progression de 1,36 point par rapport à 2017, mieux, elle a dépassé sa cible attendue (72,20%). Cette performance s'explique, entre autres, par l'amélioration du ratio élèves/enseignant qualifié dans le public qui est passé de 24/1 en 2017 à 21/1 en 2018. Tout ceci traduit les efforts constants faits par le Gouvernement pour assurer la disponibilité d'enseignants qualifiés à même d'encadrer, de façon efficace les plus jeunes enfants. En effet, bien que n'ayant pas évolué comme souhaité, le nombre d'enseignants recrutés (250) en 2018 reste significatif dans la mesure où il représente 70% de la cible attendue (358).

Malgré cet état de fait, l'effort doit être renforcé pour améliorer la qualité de l'offre de préscolarisation notamment par la mise en place de commodités requises. En effet, bien qu'ayant connu une progression par rapport à 2017 en passant de 32% à 35,2% en 2018, la proportion d'écoles préscolaires ayant les commodités requises reste de loin de la cible attendue (58,69%). Cette situation s'explique surtout par la non disponibilité de clôture et de l'électricité dans les structures préscolaires, notamment dans les centres communautaires développés en milieu rural. Pour preuve, la proportion d'écoles préscolaire disposant de points d'eaux, de lave-mains et de latrines séparées fonctionnelles est de 35,18%.

Il s'agit de finaliser la définition des normes du préscolaire et le programme d'éducation parentale dans une approche synergique et multisectorielle. Ainsi, la politique de la préscolarisation devrait capitaliser les acquis du document de politique de Développement intégré du jeune enfant (DIJE).

Elle devrait aussi saisir les opportunités offertes par le Projet Multisectoriel de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance (PMNDPE), en ce qui concerne l'éducation parentale et l'offre de services intégrés de santé, de nutrition et de protection.

I.2. Enseignement primaire

I.2.1 Accès et équité

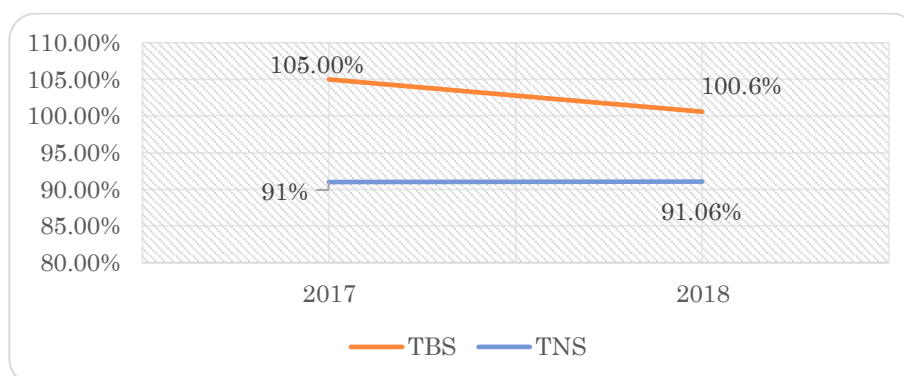
L'accès et l'équité seront analysés sur la base des indicateurs d'effet suivants : (i) le Taux Brut d'Admission (TBA) au CP1, (ii) le Taux Net d'Admission (TNA) au CP1, (iii) le Taux Brut de Scolarisation (TBS), (iv) le Taux Net de Scolarisation (TNS), (v) le Nombre d'enfants hors du système scolaire (EHSS) inscrits dans les classes passerelles, (vi) la proportion d'élèves inscrit dans les écoles communautaires, (vii) la Proportion d'élèves sans extraits d'actes de naissance et (viii) l'indice de parité entre les sexes.

○ L'accès

La proportion de nouveaux entrants de tous âges au CP1 évolue dans le bon sens en passant de 109,0% en 2017 à 100,4% en 2018. Parmi ces enfants qui sont admis au CP1, ceux de 6 ans (âge officiel d'accès au CP1 en Côte d'Ivoire) sont de plus en plus nombreux parce que le taux net d'admission est estimé à 72,1% au-delà des prévisions de 2018 (70,0%). La valeur du TNA au CP1 reste constante entre 2017 (72,0%) et 2018 (72,1%).

L'évolution ainsi décrite de ces deux indicateurs signifierait la normalisation progressive de l'entrée à l'école des enfants à l'âge requis (6 ans). Elle traduirait aussi la réduction du nombre d'enfants en retard de scolarisation et/ou de celui des enfants en scolarisation précoce.

Dans la même dynamique, le TBS connaît une baisse entre 2017 (105,0%) et 2018 (100,6%) tandis que le TNS dépasse les prévisions de 2018 (89,8%) pour atteindre la valeur de 91,06%. Cette évolution tend à rapprocher les valeurs des deux indicateurs de 100%, bien que le progrès du TNS soit plus lent que celui du TBS ainsi qu'illustré par le graphique ci-dessous.



L'amélioration des indicateurs d'accès est due, en majeure partie, à la disponibilité de l'offre éducative qui résulte de l'accroissement du nombre de salles de classe fonctionnelles qui a progressé de 68 810 en 2017 à 73 170 en 2018. La réalisation de 2018 est en deçà de la cible attendue (75 408). Cependant, elle porte la proportion de classes fonctionnelles de 92% en 2017 à 95% en 2018.

Elle est influencée par la disponibilité spatiale des écoles. Malheureusement, la proportion d'enfants parcourant plus de 3 km demeure encore élevée malgré une légère régression entre 2017 (9,75%) et 2018 (9,14%). Il est à craindre que le taux de scolarisation soit pour longtemps encore, négativement influencé par l'abandon de l'école du fait de la distance à parcourir parce que la performance dans la résolution du problème est quasi nulle. En effet, la cible planifiée en 2018 était 5,23% pour une réalisation de 9,75%.

○ *L'équité*

En matière de scolarisation, l'indice de parité entre sexes progresse en faveur des filles. En effet, il est passé de 97 filles pour 100 garçons en 2017 à 99 filles pour 100 garçons en 2018. Toutefois, cette progression cache des disparités régionales. En 2018, en dehors du District d'Abidjan (103 filles scolarisées pour 100 garçons) et de la région du Poro (101 filles scolarisées pour 100 garçons), le déséquilibre est en défaveur des filles dans les autres régions. Les niveaux extrêmes sont observés dans les régions du Folon (82 filles pour 100 garçons) et de la Marahoué (84 filles pour 100 garçons).

Les disparités régionales s'observent aussi en matière d'accès (cf. Tableau ci-dessous). En effet, l'écart entre les régions extrêmes relatif à l'admission au CP1 est de 71,4 points de pourcentage alors qu'il était prévu d'être réduit à 62,6 points.

Tableau de quelques valeurs régionales du TBA

REGIONS	TBA		
	ENSEMBLE	Garçons	Filles
YAMOOUSSOUKRO	134,38%	134,84%	133,91%
AGNEBY-TIASSA	125,82%	124,05%	127,74%
GUEMON	80,24%	80,77%	79,63%
BAGOUE	62,98%	60,64%	65,61%

En dehors du système formel, des offres alternatives d'éducation contribuent à l'amélioration des indicateurs d'équité dans l'accès à l'école, notamment les classes passerelles et les écoles communautaires.

En effet, le nombre d'enfants de 10 à 13 ans hors de l'école inscrits dans les classes passerelles est passé de 4762 en 2017 à 5318 en 2018 pour une prévision de 5486. En 2018, 88% de ces enfants ont été admis à intégrer le système formel contre 82% en 2017.

Quant à l'offre communautaire d'éducation, elle accueille 2% des élèves du primaire en 2018. Notons qu'en 2017, 2,10% des élèves étaient scolarisés dans ce type d'écoles. Cette tendance régressive demeure faible par rapport à la prévision de 1,4%.

Par ailleurs, 101 890 enfants sont scolarisés dans les écoles confessionnelles islamiques reconnues, soit 23,73% des 429 366 enfants qui fréquentent les structures islamiques d'éducation. Une stratégie nationale en cours d'élaboration permettra d'accélérer le processus d'intégration des enfants accueillis dans ces structures.

En outre, l'admission des enfants sans extraits de naissance au CP1 continue d'être tolérée. En effet, 2018, 27,7% des élèves sont sans extraits de naissance contre 30,90% en 2017. Malgré la régression de cette proportion, l'effort à fournir reste important pour lever toutes les incohérences liées à l'existence de ces enfants sans extraits de naissance dans le système éducatif.

I.2.2. Qualité

La qualité sera analysée à travers les indicateurs d'effet suivants : (i) le Taux d'achèvement du primaire, (ii) le nombre d'heures de cours perdues du fait des grèves, (iii) la Proportion d'élèves se sentant en insécurité en milieu scolaire et (iv) la Proportion d'élèves victimes de violence.

Le taux d'achèvement est de 77,7% en 2018, dépassant ainsi sa cible estimée à 77%. Il a progressé de 0,7 point par rapport à sa valeur de 2017 (77%).

Le ratio élèves/maître est un facteur déterminant de l'achèvement. Il progresse de 43 en 2017 à 42,6 en 2018 traduisant ainsi les efforts pour l'amélioration de l'encadrement des élèves à travers le recrutement d'enseignants qualifiés. Le nombre d'enseignants recrutés s'est accru en passant de 6 844 en 2017 à 7 000 en 2018.

Un autre facteur de l'achèvement est la mise à disposition des élèves de kits et manuels scolaires. La proportion d'élèves du primaire bénéficiant d'un kit scolaire a progressé de 11 points de pourcentage, passant de 86% en 2017 à 97% en 2018. Quant aux manuels scolaires, ils sont en nombre insuffisant dans les écoles. Les ratios livre de français/élève et livre de mathématique/élève connaissent une régression de 0,5 (1 livre pour 2 élèves) en 2017 à 0,38 (1 livre pour 3 élèves) en 2018.

Pour la rétention des élèves dans le système éducatif, des dispositions sont prises afin que le cadre scolaire accueille tous les enfants filles et garçons sans exclusion, y compris les enfants à besoins spécifiques. La proportion d'écoles équipées ou aménagées pour accueillir les enfants à besoins spécifiques évolue progressivement vers sa cible fixée à 3,5%. Sa valeur en 2018 est de 3,1%. Cependant, la couverture des écoles en cantines scolaires ne satisfait pas les besoins des élèves en alimentation. En effet, la proportion d'écoles publiques disposant de cantines fonctionnelles en 2018 est de 41% contre 45% en 2017. Il est à noter que seules 4 766 écoles bénéficient de cantines sur un ensemble de 13 784 écoles primaires publiques ouvertes en 2018. En plus, pour les élèves rationnaires de ces écoles, l'État n'assure que 18 jours sur les 100 jours de ration que compte l'année scolaire.

Pour ce qui concerne le temps scolaire, le nombre d'heures moyen de cours perdu du fait des grèves s'est sensiblement amélioré passant de 90 heures en 2017 à 56 heures en 2018. Cette valeur est toutefois largement en deçà de la cible fixée à 37 heures. Cette relative baisse se justifie par le fait que l'année 2018 n'a pas connu de grèves généralisées comme ce fut le cas en 2017 (grève générale des fonctionnaires de Côte d'Ivoire). Mais des mouvements isolés ont été observés dans certaines écoles.

Au niveau des conditions d'apprentissage, la proportion d'écoles ayant les commodités requises (électricité, clôture, point d'eau, lave-main et latrines séparées fonctionnelles) a sensiblement baissé passant de 16% en 2017 à 4% en 2018 alors que la valeur cible était fixée à 25%. Cette contreperformance pourrait s'expliquer par (i) l'ouverture, en 2018, de 103 nouvelles écoles primaires publiques qui n'intègrent pas systématiquement les commodités et (ii) la dégradation des commodités dans les écoles existantes.

Pour juguler la violence en milieu scolaire, des dispositions institutionnelles instaurent des clubs messagers de la paix dans les écoles. L'on note une proportion de 3,33% d'écoles disposant de mécanisme de résolution des conflits contre une cible attendue de 5% en 2018. Par ailleurs, 1% des écoles (140) disposent de cellule d'alerte précoce contre une valeur cible de 3%.

I.3. Alphabétisation

I.3.1 Accès

L'accès à l'alphabétisation s'est accru en 2018. En effet, le nombre d'apprenants est passé de 57 299 en 2017 à 59 111 en 2018. Quant au nombre de centres d'alphabétisation encadrés par la DAENF, il a régressé en passant de 3 273 en 2017 à 2 275 en 2018. Il en est de même pour le nombre d'IEPP disposant d'au moins un centre d'alphabétisation qui a régressé de 100% en 2017 à 90% en 2018. Cela s'expliquerait par la création de nouvelles inspections de l'enseignement primaire.

Par ailleurs d'autres programmes d'alphabétisation fonctionnelle tel que celui exécuté par le Ministère de la famille, de la femme et de l'enfant, existent. Mais les données les concernant n'ont pas pu être mobilisées, en dehors de quelques données budgétaires (Cf. tableau sur les dépenses consacrées à l'éducation/formation hors du secteur).

I.2.3 Qualité

Les centres d'alphabétisation sont animés par 2 275 formateurs dont 12% de femmes. Ces animateurs sont essentiellement des bénévoles. Pour se faire, la DAENF a instauré un programme de renforcement de leurs capacités dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Stratégique d'Alphabétisation. Le nombre d'animateurs d'alphabétisation formés à l'exécution des programmes nationaux d'alphabétisation est resté constant entre 2017 et 2018, soit 713 animateurs. Cette valeur est largement en deçà de sa cible de 2018 qui est de 1 330 animateurs à former.

I.4. Enseignement secondaire 1

1.4.1. Accès et équité

L'accès et l'équité seront analysés à travers les indicateurs d'effet suivants : (i) le taux de transition CM2/6^{ème}, (ii) le taux brut de scolarisation, (iii) l'indice de parité entre les sexes et (iv) la proportion d'élèves du privé.

○ *L'accès*

L'accès au premier cycle de l'enseignement secondaire s'est globalement amélioré eu égard au taux brut de scolarisation (TBS) qui est passé de 64 % en 2017 à 67 % en 2018. En outre, une proportion plus ou moins importante d'élèves en âge de fréquenter ce cycle pourrait se retrouver à la formation professionnelle qui accueille chaque année sur le segment 6^{ème} – 3^{ème} des élèves ayant changé d'orientation pour diverses raisons.

En ce qui concerne la transition entre le cycle primaire et le collège, la réalisation en 2018 (84,09%) n'est pas très éloignée de la valeur cible fixée à 85%. Elle enregistre une hausse de 1,09 point par rapport à l'année précédente (83%).

Au nombre des facteurs qui pourraient expliquer l'amélioration de l'accès en général, figure l'accroissement des capacités d'accueils du système avec un nombre de salles de classe fonctionnelles qui passe de 7 229 à 8 283 entre 2017 et 2018.

Il convient également de noter que l'offre privée d'éducation reste relativement importante. En effet, 47,73% de l'effectif des élèves du premier cycle de l'enseignement secondaire sont inscrits dans les établissements privés en 2018 contre 48,19 % en 2017. La baisse constatée est marginale par rapport à la cible de 46,92%.

○ *L'équité*

En 2018, le système éducatif ivoirien enregistre 86 collégiennes pour 100 collégiens contre 81 filles pour 100 garçons en 2017. Cependant, il existe une bonne dynamique d'accroissement de l'effectif des filles dans le premier cycle sur la même période. Cette performance est le résultat de plusieurs campagnes de sensibilisation en faveur de la scolarisation de la jeune fille, de la réduction des grossesses précoces ainsi que la large diffusion des différentes réglementations en matière de sanction des auteurs de ces grossesses.

Concernant les disparités géographiques, l'écart entre les régions extrêmes au niveau de la scolarisation et de la couverture se sont accrus entre les deux années. Pour l'achèvement, cet écart est passé de 52,10 en 2017 à 59 en 2018. Quant au taux brut de scolarisation, l'écart entre les régions extrêmes est passé de 65,4 points en 2017 à 71,1 en 2018. Les régions extrêmes sont le district autonome de Yamoussoukro (99,6%) et la région du Folon (23,7%). Par ailleurs, on dénombre en moyenne 14 élèves de plus dans les groupes pédagogiques en milieu urbain que ceux du milieu rural du secondaire public.

1.4.2. Qualité

La qualité au secondaire 1 sera analysée à travers les indicateurs d'effet suivants : (i) le taux d'achèvement, (ii) la proportion de redoublants et (iii) le taux transversal de survie.

Le taux d'achèvement est passé de 49,3% en 2017 à 54,6% en 2018. L'analyse par sexe indique un taux d'achèvement des filles de 49,2% contre 59,4% pour les garçons. Ce qui laisse transparaître que les filles accèdent beaucoup moins à la dernière classe du premier cycle du secondaire que les garçons.

S'agissant du redoublement, de 11% en 2017, la proportion dans le premier cycle est passée à 11,5% en 2018, soit une dégradation de 0,5 point.

Au niveau de la rétention, le taux transversal de survie dans le collège connaît une baisse, passant de 70% en 2017 à 63% en 2018 relativement loin de la cible attendue (70%).

Ces évolutions pourraient résulter de plusieurs facteurs dont notamment les conditions d'encadrement des élèves du premier cycle. En effet, bien que le nombre d'enseignants recrutés pendant la même période se soit accru en passant de 1 090 à 1 590, le flux important d'élèves dans le collège engendre une hausse du nombre d'élèves par groupe pédagogique dans l'ensemble des établissements publics. Ce ratio est passé de 59 en 2017 à 75 élèves en moyenne par groupe pédagogique en 2018. Il est de 76 en milieu urbain contre 62 en milieu rural. Cet écart traduit un avantage des conditions d'apprentissage en milieu rural en termes de concentration d'élèves par groupe pédagogique.

I.5. Enseignement secondaire 2

1.5.1. Accès et Équité

L'accès et l'équité seront analysés à travers les indicateurs d'effet suivants : (i) le Taux de transition 3^{ème}/2^{nde} général, (ii) l'indice de parité entre les sexes et (iii) la proportion d'élèves du privé.

○ *L'accès*

La scolarisation dans le second cycle du secondaire général a une tendance à la hausse contrairement à la tendance souhaitée dans le cadre de la régulation des flux dans ce cycle.

En effet, le taux de transition 3^{ème} /2^{nde} générale est passé de 46,41% en 2017 à 55,62% en 2018, pour une valeur cible fixée à 43,40%. Ainsi, les effectifs d'élèves dans ce cycle qui étaient de 424 202 en 2017, sont passés à 467 854 en 2018, enregistrant ainsi une hausse de 43 652 élèves.

Cette tendance à la hausse pourrait s'expliquer par le fait que les mesures de régulation des flux prévues dans le plan sectoriel n'ont pas encore connu un début de mise en œuvre. Il s'agit notamment de (i) la mise en place d'une commission nationale interministérielle d'orientation et de gestion des flux, (ii) la restructuration du dispositif de formation professionnelle et technique pour accueillir plus de jeunes.

○ *L'équité*

Le second cycle général scolarise 77 filles pour 100 garçons en 2018. Cette valeur de l'indice de parité entre les sexes a progressé par rapport à l'année 2017 où 72 filles y étaient scolarisées pour 100 garçons. Cette performance résulte des efforts conjugués de l'ensemble des acteurs du système éducatif qui mettent un accent particulier sur la scolarisation de la jeune fille à travers (i) les séances de sensibilisation et de promotion de modèle de femme qui occupent aujourd'hui une place importante dans la société ivoirienne, (ii) les prix d'excellence dédiés aux filles, (iii) le concours miss mathématique et (iv) le renforcement du nombre de lycées de filles dotés d'internats fonctionnel.

Concernant les disparités géographiques, l'écart entre les régions extrêmes en matière d'accès est de 51,8 points de pourcentage. Ces régions sont le District d'Abidjan (54, 1%) et le Folon (2,3%). Du point de vue de la participation, le déséquilibre est toujours en défaveur du Folon (2%), avec un écart de 52, 6 points par rapport au District Autonome de Yamoussoukro (54,6%).

1.5.2. Qualité

La qualité au secondaire 2 sera analysée à travers les indicateurs d'effet suivants : (i) le Taux d'achèvement, (ii) la Proportion de redoublants, (iii) le Taux transversal de survie et (iv) la Proportion d'élèves dans les séries scientifiques C.

De 23,30% en 2017, le Taux d'achèvement a connu un progrès substantiel de 4,4 points pour se situer à 27,70% en 2018.

Quant au redoublement, la baisse de la proportion de redoublants entre 2017 et 2018 est de 2 points de pourcentage, passant de 15% à 13%.

Pour la promotion de l'enseignement des sciences, la proportion des élèves dans les séries scientifiques C progresse dans le bon sens entre 2017 (17%) et 2018 (20,4%). Cette proportion n'a pas atteint sa valeur cible fixée à 21,7%.

Concernant la rétention, bien qu'ayant enregistré un progrès par rapport à l'année précédente (74,33%), sa valeur de 2018 (84%) est en deçà de la cible fixée à 92%. Il convient toutefois de noter que durant les deux premières années de mise en œuvre du PSE, la rétention s'est dégradée par rapport au niveau de base de 2016 (91%).

Les facteurs explicatifs de l'amélioration de la qualité de l'enseignement dans ce cycle sont essentiellement liés aux conditions d'apprentissage.

Pour l'encadrement des élèves, 1 648 Professeurs de Lycée ont été recrutés en 2018 contre un rythme annuel prévu de 187 Professeurs par an. Ce recrutement massif vise à combler le besoin en personnels de cet ordre d'enseignement dont le recrutement, arrêté depuis 2011, n'a repris qu'en 2017, avec 584 enseignants. Malgré cet effort, la taille moyenne des groupes pédagogiques dans les Lycées publics s'est accrue entre 2017 (42) et 2018 (55), surtout que, sur la même période, le nombre de salles de classe fonctionnelles au Lycée général est passé de 3 142 à 2 884, soit une baisse de 258 salles.

Relativement à l'environnement scolaire, les lycées ayant les commodités requises (électricité, point d'eau, clôture, latrines fonctionnelles) représentent une proportion qui est passée de 43% à 46% entre 2017 et 2018, soit une augmentation de 3 points. Ceux disposant de mécanisme de résolution des conflits représentent une part également en hausse de 28 points en 2018, avec un taux de 38% contre 10% en 2017.

Par ailleurs, le niveau d'équipement des lycées publics en salle multimédia a pratiquement doublé, allant de 15% en 2017 à 28% en 2018.

I.6. Enseignement technique et formation professionnelle

1.6.1. Accès et Équité

L'accès et l'équité seront analysés sur la base des indicateurs d'effet suivants : (i) le nombre d'apprenants pour 100 000 habitants, (ii) le Taux de transition premier cycle du secondaire à l'Enseignement Technique, (iii) la proportion d'élèves du privé et (iv) l'indice de parité entre les sexes dans l'ETFP

○ *L'accès*

S'agissant de la participation et la couverture de l'ETFP, le nombre d'apprenants pour 100 000 habitants connaît une régression. Pour une valeur cible de 440 en 2018, cet indicateur est passé de 439 en 2017 à 391 en 2018. La non-atteinte de cette valeur cible pourrait s'expliquer par plusieurs raisons : (i) une baisse de la population scolaire de l'ETFP

qui est passée 107 060 en 2017 à 98 521 en 2018. (ii) la fermeture de 76 établissements privés qui offraient des formations professionnelles.

Concernant la transition du secondaire général à l'Enseignement technique, le taux est passé d'une valeur de 8,7% en 2017 à 4,8% en 2018, soit une régression de 3,13 points de pourcentage.

Pour ce qui est de la présence d'élèves dans le privé à l'ETFP, l'on note une régression assez notable des effectifs. En effet, la proportion est passée de 63,40% en 2017 à 38,79% en 2018. Par ailleurs, dans le cadre de la Réforme engagée, l'option d'encourager les promoteurs privés qui ouvriraient des formations dans le domaine industriel a réduit de manière substantielle les nouvelles autorisations d'ouverture de filières tertiaires; réduisant ainsi les affectations d'apprenants dans les filières tertiaires du privé. Pour 383 établissements qui offraient des formations professionnelles en 2017 l'on dénote 307 en 2018.

Pour accroître l'accès à l'ETFP, des efforts sont consentis. En effet, 20 établissements ont été réhabilités et équipés en 2018; soit 28% du dispositif existant. Des études d'avant-projet sommaires de réhabilitation ont été réalisées pour 26 établissements sur les 48 non réhabilités,

Pour ce qui est des constructions nouvelles, (i) un établissement (Centre Multisectoriel de Formation Professionnelle Mohammed VI de Yopougon) a ouvert ses portes en début d'année scolaire 2017- 2018 ; (ii) quatre établissements (CET Issia et Bouaflé, LPH Yamoussoukro, CSMMA Yopougon) dont la construction est achevée en 2018 sont en cours d'équipement et (iii) onze établissements dont les constructions sont en phase de démarrage.

Une autre mesure prise pour accroître l'accès est aussi le développement de la Formation Professionnelle par Apprentissage dont l'objectif est de donner la chance à un plus grand nombre de jeunes, quels que soit leurs niveaux d'instruction, d'avoir des formations à des métiers en lien avec les entreprises et adaptées à leurs situations. A ce niveau, un comité interministériel de suivi-évaluation de l'Apprentissage a été installé le 17 avril 2018 ; un avant-projet de décret relatif à la formation professionnelle par apprentissage a été élaboré avec l'ensemble des partenaires et transmis au Gouvernement pour examen et signature ; une phase expérimentale de la formation professionnelle par apprentissage a démarré en octobre 2018 dans quatre établissements pilotes ; la formation des comités de gestions des quatre établissements pilotes sur les outils de management de l'apprentissage.

L'introduction des passerelles avec les autres ordres d'enseignement notamment le cycle primaire, constitue un des éléments majeurs pour contribuer à une meilleure régulation des flux, une plus grande cohérence et complémentarité du système éducatif dans le cadre de la politique de scolarisation obligatoire des enfants de 06 à 16 ans. En effet, la scolarisation primaire universelle reste un défi : 4 enfants sur 10 ne terminent pas le cycle primaire (2013/2014), quand 20% de ceux qui finissent ce cycle de base n'ont pas accès au cycle secondaire. L'instauration des classes préparatoires au sein du dispositif d'ETFP se présentent comme une parade à cette déperdition scolaire. A cet effet un projet pilote d'expérimentation des classes préparatoires au CAP, prévue sur la période 2017-2019, a démarré dans 10 établissements pilotes et concerne 300 apprenants au titre de l'année 2018. La deuxième promotion sera intégrée au cours de l'année scolaire 2018-2019 et La généralisation est prévue à partir de 2020 après une évaluation du projet pilote.

○ *L'équité*

Dans l'ensemble, le dispositif d'ETFP enregistre 96 filles pour 100 garçons en 2018 alors qu'en 2017 le rapport était de 98 filles pour 100 garçons. Cependant l'on note une plus faible présence des filles dans les formations offertes dans le secteur industriel. En effet, dans ces filières, 21 filles sont comptées pour 100 garçons en 2018. Cette relative baisse pourrait être due au fait que les mesures d'accompagnement de la politique du genre n'ont pas été mises en œuvre. Il s'agit notamment de l'octroi des bourses et aides aux filles inscrites dans les filières industrielles.

1.6.2. Qualité et Employabilité

La qualité et l'employabilité des formés de l'ETFP sera abordé à travers les indicateurs d'effet suivant : (i) le taux d'insertion des formés, (ii) le taux de survie à l'ET.

La capacité de rétention du dispositif d'enseignement Technique s'est accrue. En effet, le taux de survie à l'enseignement Technique est passé de 61,0% en 2017 à 86,6% en 2018.

Concernant l'insertion des formés sur le marché de l'emploi, le dispositif de suivi a permis de situer le taux d'insertion des diplômés de 2017 des établissements publics, neuf (09) mois après l'obtention des diplômes, à 37,05 % pour une cible fixée à 20 % .Ce taux a connu une progression de 22, 62 points par rapport à sa valeur publiée en 2017 (14,43%) Cette augmentation est liée à plusieurs activités réalisées notamment (i) le renforcement de capacité des SERFE (Secrétaire Exécutif aux relations Formation – Emploi), responsables des placements des formés en stage dans les entreprises et (ii) la signature de conventions de partenariat avec les structures étatiques chargées d'insertion des jeunes qui priorise les diplômés de l'ETFP dans les différents programmes et projets mis en œuvre.

Pour l'année 2019, le dispositif de suivi prendra également en compte les diplômés des établissements privés de formation professionnelle.

S'agissant du financement, la part du budget de l'ETFP dans le budget du secteur Éducation/Formation, au titre de l'année 2018, se situe à 5,41% contre 6% en 2017. Cette baisse s'explique, en partie, par le fait qu'en 2017, d'importantes activités de réhabilitation et de rééquipement ont été réalisées et n'ont pas été reconduites en 2018. Toutefois, le taux d'absorption du budget d'investissement a connu une forte progression entre 2017 et 2018, passant de 3% à 82.23% Cette importante absorption du budget est due au démarrage effectif des travaux de construction de 15 nouveaux établissements en 2018, avec des taux de décaissement assez importants en ce qui concerne les infrastructures lourdes.

La qualité de l'offre de formation et l'employabilité des formés sont tributaires de plusieurs facteurs dont (i) des programmes de formation de bonne qualité, (ii) des enseignants qualifiés, (iii) des plateaux techniques adaptés à l'évolution technologique et à l'environnement de travail du secteur productif.

En ce qui concerne les programmes de formation, la proportion de filières dont le curricula a été révisé en réponse aux besoins de l'économie est passée de 26% en 2017 à 57% en 2018. Aussi, de 2017 à 2018, 92 formateurs ont bénéficié d'une immersion dans les entreprises du secteur de leur spécialité. Cela leur a permis de percevoir les différentes évolutions dans leurs métiers et d'ajuster leurs enseignements.

En 2018, sept (07) autres actions majeures ont été initiées en vue d'accroître la qualité de l'offre de formation et l'employabilité des sortants du dispositif, il s'agit de (i) l'adaptation des programmes de formation en lien avec les Branches Professionnelles; (ii) l'implication

des professionnels du secteur privé dans tout le processus de formation et de certification; (iii) la réforme des examens, concours et certification des formations professionnelles; (iv) l'instauration d'une nouvelle gouvernance des établissements de formation professionnelle; (v) la relance de la formation professionnelle continue; (vi) la réforme de la gestion des Bourses de la Formation Professionnelle et (vii) la prise d'une nouvelle loi d'orientation spécifique à la formation professionnelle. Dans ce cadre, les résultats suivants ont été obtenus :

En ce qui concerne l'implication des professionnels dans la formation, le processus est engagé avec la mise en place du Conseil National des Branche Professionnelles (CNBP) et des Comités de Branches Professionnelles (CBP) qui sont des instances partenariales d'identification des besoins réels des secteurs économiques. Au niveau de ces branches, les travaux engagés ont permis d'amorcer la rénovation de l'offre de formation professionnelle. La proportion de filières dont le curricula a été révisé en réponse aux besoins de l'économie est passée de 26% en 2017 à 57% en 2018. Aussi 92 formateurs ont bénéficié d'une immersion dans les entreprises du secteur de leur spécialité de 2017 à 2018. Cela leur a permis de percevoir les différentes évolutions dans leurs métiers et d'ajuster leurs enseignements.

Toujours avec l'avis du Secteur productif, de nouvelles filières de formation ont été ouvertes dans les établissements de formation professionnelle : ce sont : La Menuiserie Aluminium au CPMME de Koumassi, l'Energie Solaire et la Biomasse au CPMBAT de Koumassi, la Domotique au Lycée Professionnel de Daoukro, la Mécatronique au CELIA Treichville et la Chocolaterie et Confiserie au Centre multisectoriel Mohamed VI de Yopougon.

Pour ce qui est de l'efficacité dans la gestion des structures de formation professionnelle, un décret portant attribution organisation et fonctionnement des établissements de Formation professionnelle a été pris par l'Etat le 22 novembre 2018, pour mettre l'accent sur la gestion en partenariat et en autonomie. Ce décret qui institue des comités de gestion composés de manière paritaire entre l'Etat et le secteur privé, prend en compte les besoins des entreprises afin d'améliorer l'employabilité des formés. Une phase pilote a démarré en septembre 2018 dans huit (08) établissements. La généralisation à l'ensemble des structures de formation est prévue à partir de 2020 après évaluation du projet.

Toutes fois, il faut noter que des difficultés demeurent dans la mise en œuvre du partenariat entre l'État et le Secteur privé. En effet, les arrêtés d'application du décret n°2016-1101 du 07 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement du Comité Paritaire de Pilotage du partenariat en matière de formation professionnelle et technique, n'ont toujours pas été pris, faute d'un accord des parties sur le modèle économique et des modalités des gestion de finances des structures opérationnelles. Ce blocage risque de créer un découragement au niveau des équipes de travail des branches professionnelles qui continuent de travailler dans des conditions pas du tout favorables.

En termes de bonne gouvernance, la réforme des examens, concours et certification des formations professionnelles et celle des bourses de la Formation Professionnelle ont été élaborées en 2018 et soumise au Gouvernement en vue de leur mise en œuvre dès l'année scolaire 2018-2019. Elles permettront la réduction du nombre d'épreuves de 968 à 606, soit 37,39%; la réduction du coût d'organisation des examens de 2,7 milliards Fcfa à 1,9 milliard, soit un gain financier d'environ 800 millions de Fcfa (gain de 30%); l'orientation de l'évaluation vers les filières-cœur du métier, et la rationalisation du nombre d'intervenants dans l'organisation.

I.7. Enseignement supérieur

1.7.1. Accès et équité

L'accès et l'équité seront analysés sur la base des indicateurs d'effet suivants : (i) le nombre d'étudiants pour 100 000 habitants et (ii) la proportion de filles parmi les étudiants des filières scientifiques.

○ *L'accès*

En 2018, le nombre d'étudiants pour 100 000 habitants est de 941 contre 850 en 2017. Cette tendance à la hausse est contraire à l'évolution souhaitée (cible 2018 fixée à 849). Cette situation pourrait s'expliquer par (i) la politique d'orientation systématique de tous les bacheliers, de plus en plus nombreux, qui en font la demande et (ii) la non mise en œuvre des stratégies de régulation des flux. En effet, en 2018, sur 100 nouveaux bacheliers 73 sont inscrits dans les établissements sous tutelle du MESRS.

Pour faire face à la demande croissante, les efforts réalisés s'expriment à travers (i) l'achèvement de la construction des infrastructures académiques de l'Université de Man, (ii) la construction de nouvelles salles de TD à l'PUFHB, l'UPGC, l'UJLoG et l'UAO et, (iii) la réhabilitation des amphithéâtres et salles de TD de l'INP-HB.

Ainsi, entre 2017 et 2018, le nombre de salles de TD et le nombre d'amphithéâtres fonctionnels sont respectivement passés de 363 à 504 et de 106 à 136. Les valeurs réalisées pour ces deux indicateurs sont au-delà des prévisions qui sont de 351 salles de TD fonctionnelles et 85 Amphithéâtres.

○ *L'équité*

En termes de disparité de genre, le système d'enseignement supérieur encadre 72 femmes pour 100 hommes en 2018. Elles occupent 37,36% des lits disponibles dans les résidences universitaires. En outre, tous les étudiants en situation de handicap qui formulent une demande de chambre sont systématiquement admis en résidence universitaire. Ce sont 255 chambres sur les 8260 chambres disponibles dans les résidences universitaires publiques qu'ils ont occupées en 2018. Par ailleurs, l'on note que la proportion de filles parmi les étudiants des filières scientifiques a connu une hausse de 2,5 points passant de 26,69% en 2017 à 29,19% en 2018, grâce aux nombreuses actions initiées dans le cadre de la promotion du genre et de l'excellence dans le domaine des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation (STI).

En termes de disparités géographiques, 06 régions sur les 31 que compte le pays disposent d'au moins un établissement d'enseignement supérieur placé sous la tutelle du MESRS. Cette proportion (19,35%) est conforme à la cible prévue en 2018.

1.7.2. Qualité et employabilité

La qualité et l'employabilité à l'enseignement supérieur seront analysées à travers les indicateurs suivants : (i) le Taux de promotion, (ii) le ratio étudiants/enseignants chercheurs, (iii) le ratio étudiants/salles de TD et (iv) le ratio étudiants/salles de TP dans les filières scientifiques.

Concernant l'efficacité interne du système, 62,4% des 108 784 étudiants inscrits dans les Universités et Grandes écoles publiques ont réussi leurs examens de fin d'année. En outre, pour ce qui concerne la normalisation des années académiques, près de 3/4 des UFR des Universités publiques (73,17%) ont terminé l'année précédente à temps avant le démarrage de l'année 2017-2018.

En matière de renforcement de l'encadrement pédagogique des étudiants, 498 Assistants ont été recrutés en 2018, portant ainsi le ratio étudiants/Enseignants-chercheurs des établissements publics sous tutelle du MESRS à 26. Cependant l'on note que (i) la proportion d'enseignants-chercheurs de spécialités scientifiques parmi les recrutés a régressé de 55% à 34% entre 2017 et 2018, (ii) le ratio étudiants/ salle de TD est de 471 et (iii) le ratio étudiants/salle de TP dans les filières scientifiques est de 174 bien que la proportion d'étudiants inscrits dans ces filières connaisse une hausse, passant de 31,35% en 2017 à 32,35% en 2018.

Pour ce qui concerne le suivi des diplômés de l'enseignement supérieur, le système d'information ne permet pas actuellement de capter le taux d'insertion sur le marché du travail. Toutefois, ce système d'information a bénéficié d'un appui important qui lui a permis de calculer les valeurs de 80% des indicateurs de suivi non générés en 2017 (Cf. annexe 2).

I.8. Recherche scientifique et Innovation technologique

1.8.1. Offre et qualité

L'offre et la qualité seront analysées à travers les indicateurs suivants : (i) le nombre d'écoles doctorales fonctionnelles, (ii) le nombre d'unités de recherche industrielle fonctionnelles, (iii) le nombre d'unités de production agropastorales fonctionnelles, (iv) le nombre d'Enseignants-chercheurs promus au CAMES et (v) la proportion de structures de recherche fonctionnelles.

Au titre de l'année 2018, le sous-secteur de la Recherche Scientifique compte à l'instar de 2017, deux (02) écoles doctorales et deux (02) unités de production agropastorale. En ce qui concerne les écoles doctorales, la situation statique s'explique par l'élaboration en cours d'une réforme pour l'encadrement de l'ouverture de nouvelles écoles à formation doctorale. Pour ce qui est des Unités de Production Agropastorale (UPA), l'accent a été mis sur le renforcement des infrastructures des UPA existantes, notamment à l'UAO et à l'UPGC.

Le nombre d'Unités de Recherche Industrielle (URI) est passé de 1 en 2017 à 2 en 2018. Sur les deux nouvelles URI prévues, seule l'URI de phytomédicament a été créée au Pôle Scientifique et d'Innovation (PSI) de l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB).

En ce qui concerne le renforcement de la masse critique du Personnel de recherche, 483 Enseignants-chercheurs ont été promus au CAMES dont 159 sont passés au rang A. Ces derniers sont habilités à encadrer les travaux de recherche des Doctorants.

S'agissant de la dynamique de la recherche, l'ensemble des structures de recherche sont fonctionnelles. Toutefois, il convient d'indiquer qu'aucun Programme National de Recherche (PNR) sur les sept (07) planifiés n'a été mis en œuvre. La loi portant orientation de la Recherche et de l'Innovation n'ayant pas été adoptée, les organes de mise en œuvre des 14 PNR n'ont pu être installés.

1.8.2. Partenariat et financement

Le partenariat et le financement de la recherche seront analysés à travers les indicateurs suivants : (i) la part des dépenses liée à la recherche et (ii) le fonds d'appui à la recherche et à l'innovation.

Concernant la part des dépenses liées à la recherche dans le PIB, elle est passée de 0,12%³ en 2017 à 0,09% en 2018. Cette régression est, entre autres, la conséquence de la baisse du

³ Cette valeur a été ajustée par rapport à celle communiquée dans le rapport de performance 2017, sur la base des données plus exhaustives

montant alloué à la recherche dans le budget du MESRS. Cependant, force est de constater que l'État s'est engagé à renforcer le Fonds d'Appui à la Recherche et à l'Innovation (FONARI) avec la création du Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI) doté d'un montant de 3 milliards de FCFA pour 2019.

Dans l'optique de diversifier les sources de financement de la Recherche Scientifique d'une part, et d'améliorer la gouvernance des structures de recherche d'autre part, le MESRS a amorcé l'élaboration et la signature de Contrats De Performance (CDP) avec les Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche Scientifique (IESRS). Dans ce cadre, trois CDP ont été signés en faveur de la mise en œuvre des Centres d'Excellence Africains (INP-HB, ENSEA et UFHB). Ce résultat porte la proportion de CDP liant l'État aux structures de recherche à 4% en 2018 contre 0% en 2017. Ce bon est manifestement loin des 25% prévus en 2018.

I.9. Cadre institutionnel et suivi évaluation du PSE

1.9.1. Suivi des principales reformes

Le Plan sectoriel Éducation/Formation 2016-2025 a été approuvé par le Gouvernement en mai 2017. La lettre de son endossement par les PTF avait souligné que le succès du PSE reposera sur la mise en œuvre d'un certain nombre d'activités critiques et de réforme pour assurer une véritable coordination du secteur de l'éducation dans une perspective holistique.

Dans la planification de la mise en œuvre des activités, l'application des réformes clés liées à la gouvernance du secteur (i) révision de la loi sur l'enseignement de 1995, (ii) Commission nationale interministérielle d'orientation et de gestion des flux fonctionnelle, (iii) Cellule intersectorielle d'alphabétisation fonctionnelle et (iv) Loi portant orientation et programmation de la recherche adoptée et mise en œuvre) n'était pas attendue en cette deuxième année de mise œuvre du plan. Elles sont en cours d'élaboration pour la plupart. Toutefois, un regard sur les phases préparatoires permet de présager que les démarches ne puissent pas garantir une meilleure synergie entre les différents ordres de l'éducation. Ce constat part des faits suivants :

- des avant-projets de loi spécifiques aux sous-secteurs ont été soumis séparément à l'appréciation du Secrétariat Général du Gouvernement par le MESRS et l'ETFP;
- l'objectif de la commission unique d'orientation ne saurait être atteint si les acteurs du système restent pour la plus part réfractaires au changement.

Ce bilan non satisfaisant découle certainement de l'état d'avancement des douze (12) indicateurs de processus qui se présente comme suit : (i) 7 indicateurs non applicables, (ii) 2 indicateurs affichant un retard dans la mise en œuvre (fonctionnement du CICSEF et de l'AGTFP), (iii) 2 indicateurs dont les objectifs sont réalisés à temps (texte instituant les sous-cycles au primaire et le fonctionnement de la Commission Nationale Technique d'Agrément (CNTA)) et (iv) le seul indicateur réalisé en avance porte sur le Décret et les arrêtés subséquents relatifs aux primes des enseignants chercheurs (accélééré certainement sous la pression des syndicats d'enseignants dont le plus actif est la CNEC).

1.9.2. Suivi du Plan Opérationnel de Suivi et Évaluation (POSE)

La proportion de cibles d'indicateurs prioritaires du Plan Décennal atteintes est de 35.75%. Cette performance est en régression par rapport à la cible de 75% et à la valeur réalisée de cet indicateur l'année précédente (43%). La mesure de cette performance a été rendu possible grâce au système de suivi et évaluation qui se met en place progressivement.

Sur les 6 indicateurs qui mesurent la mise en œuvre du POSE, 3 ont atteint leurs cibles de 2018 et les 3 autres sont en régression.

Concernant les facteurs de succès, il y a :

- (i) la Base de données de suivi en ligne du plan décennal (Système National Intégré de Planification et de suivi-évaluation du secteur éducation (SNIEPSE)) qui est fonctionnelle (<http://edu.planningcotedivoire.com/>). Elle a été présentée (fonctionnalités et usages) à la dernière revue conjointe du secteur;
- (ii) les Indicateurs du Plan Décennal qui ont été intégrés dans les systèmes d'information sectoriels. Le niveau de renseignement des indicateurs de suivi s'est amélioré avec 20 nouveaux indicateurs dont les valeurs ont été générées par les systèmes de collecte de routine. Les 27 autres indicateurs non générés restant relèvent de données d'enquêtes spécifiques. Cette performance découle des efforts du Gouvernement et des PTF à appuyer le processus de production des statistiques dans les sous-secteurs de l'éducation. Des lignes budgétaires spécifiques pour la production des statistiques scolaires sont inscrites dans le BGF (pour le MEN : 413 4606 01Direction de la Planification/Production des statistiques scolaires; pour l'ETFP : 441 4601 01DPS/Production annuaire statistique formation professionnelle et le MESRS : 416 2206 01Direction de la Planification). Des efforts restent à faire pour la décentralisation complète du processus de production des statistiques scolaires au niveau local d'une part, et d'autre part le processus de collecte des données à l'enseignement supérieur souffre de l'irrégularité des années universitaires dans les UFR, la non exhaustivité des bases de données étudiants dans les scolarités des universités publiques et d'un problème de financement avec son budget confondu dans celui de la Direction de la Planification;
- (iii) Vingt-cinq cadres nationaux ont été formés en Gestion Axée sur les Résultats (GAR). Ce renforcement des capacités concernait une cible de 25 personnes et s'est fait ressentir dans la qualité du rapport de performance 2017. L'aide-mémoire de la mission du PME qui a participé à la revue fait ressortir que ce rapport répond au niveau de détails et de transparence attendu.

Pour ce qui concerne les points faibles dans le suivi et évaluation :

- (i) Vingt-quatre pourcent des recommandations des réunions de suivi, des visites programmatiques, des missions d'assurance qualité des données, des revues et des évaluations ont été mises en œuvre en 2018 contre une attente de 60%.
- (ii) Aucune des évaluations et études prioritaires n'a pu être réalisées. Il était prévu en 2018, la réalisation de l'évaluation standardisée des apprentissages au CE1 et CM, elle n'a pas été réalisée.
- (iii) Comme en 2017, une seule publication (rapports annuels, rapports d'évaluation, rapports d'études, documents de bonnes pratiques) a été élaborée et diffusée. Il s'agit du rapport de performance 2017. Il était prévu la publication de 3 documents.

Ces faiblesses découlent du sous financement du POSE. Aucune visite programmatique, ni évaluation n'a pu se réaliser par manque de moyens financiers.

Par ailleurs, l'un des points d'attention lors de l'endossement du PSE était « Le renforcement de la Task Force sectorielle en ressources humaines et financières pour assurer un suivi efficace du secteur éducation-formation ». Le processus de mise en place de la Task-Force n'est pas encore achevé. L'arrêté interministériel de nomination des coordonnateurs est toujours attendu. Il en est de même pour les locaux et le recrutement des spécialistes prévus pour permettre à la Task-Force de disposer des capacités techniques et opérationnelles nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

I.10. Analyse des progrès vers l'atteinte des engagements de l'État

1.10.1. Analyse des progrès vers l'atteinte des cibles de l'ODD 4

Cible 4.1 – Enseignements primaire et secondaire

○ Accès et participation à l'enseignement primaire

	Réalisation 2017	Valeur attendue 2018	Valeur réalisée 2018	Autres détails
Taux brut de scolarisation (TBS) de l'enseignement primaire (%)	100,6%	22%	23%	-Effectif primaire 3 900 222 -Effectif des filles : 1 868 388 -Nombre de garçons : 2 031 834 -TBS des filles : 99,9% - TBS des garçons : 101,2%
Taux d'achèvement du primaire	71,6%	67%	77,70%	- TAP filles : 75,0% - TAP Garçons : 80,2%
Pourcentage d'élèves du cours élémentaire 1 ayant atteint le « seuil de compétences suffisant » de maîtrise de mathématiques	19	22%	NA	Évaluation prévue en 2019
Pourcentage d'élèves du cours élémentaire 1 ayant atteint le « seuil de compétences suffisant » de maîtrise de lecture	23	25%	NA	Évaluation prévue en 2019

○ Accès et participation à l'enseignement secondaire

	Réalisation 2017	Valeur attendue 2018	Valeur réalisée 2018	Autres détails
Taux de transition de l'enseignement primaire au premier cycle de l'enseignement secondaire général (CM2-6ème)	82,6%	85%	84,09%	-Effectif CM2 (2017) : 481 265 -Effectif nouveaux entrants 6ème : 404 696
Taux Brut de Scolarisation (TBS) du 1 ^{er} cycle du secondaire général	63,5%	64%	66,9%	- Effectif total : 1 923 763 - Effectif des filles : 830 853 (43,2%) - TBS filles : 61,4% - TBS Garçons : 71,5%
Taux d'achèvement premier cycle	49,3%	48%	54,6%	- TAS filles : 49,2% - TAS Garçons : 59,4%
Taux d'achèvement second cycle	23,3%	23,7%	27,7%	- TAS filles : 24,4% - TAS Garçons : 30,7%

Cible 4.2 – Petite enfance

○ Accès universel à un enseignement préscolaire

	Réalisation 2017	Valeur attendue 2018	Valeur réalisée 2018	Autres détails
Taux Brut de préscolarisation	8,8%	12,40%	9,0%	- Effectif total : 180 176 - Effectif des filles : 90 409 (50,2%) - TBS filles : 9,4% - TBS Garçons : 8,7%

○ *Accès universel aux programmes de développement et de protection*

	Réalisation 2017	Valeur attendue 2018	Valeur réalisée 2018	Autres détails
Proportion d'enfants de moins de 5 ans dont le développement est en bonne voie en matière de santé, d'apprentissage et de bien-être psychosocial	62%	66,4%	62,8%	

Cible 4.3 : Enseignement technique, professionnel et supérieur et éducation des adultes

○ *Participation des jeunes et des adultes à un programme d'éducation et de formation scolaire ou non scolaire*

	Réalisation 2017	Valeur attendue 2018	Valeur réalisée 2018	Autres détails
Proportion d'élèves inscrits dans les écoles communautaires	2,10%	1,40%	2,0%	- Effectif total : 79 653 - Effectif des filles : 35 985 (45,2%) - Nombre d'écoles communautaires : 972 - Nombre de groupes pédagogiques : 3 832
Proportion d'enfants issus des classes passerelles intégrés au système formel	82%	84%	88%	- Effectif classes passerelles : 5 318 - Effectif des filles : 2 083 - Nombre d'enfants intégrés : 4 681

Cible 4.5 : Équité

○ *Égalité de genre dans l'éducation*

	Réalisation 2017	Valeur attendue 2018	Valeur réalisée 2018	Autres détails
Indice de parité selon le sexe, en termes de participation au préscolaire	1,083	1,054	1,80	
Indice de parité selon le sexe, en termes de participation au primaire	0,96	0,96	0,987	
Indice de parité selon le sexe, en termes de participation au premier cycle du secondaire général	0,81	0,83	0,86	
Indice de parité selon le sexe, en termes de participation au second cycle du secondaire général	0,72	0,77	0,773	
Proportion de filles dans les filières industrielles	22%	24%	20,89%	
Proportion de filles parmi les étudiants des filières scientifiques c	26,69%	29,72	29,19%	

Cible 4.6 : Alphabétisme et numératie

	Réalisation 2017	Valeur attendue 2018	Valeur réalisée 2018	Autres détails
Taux d'alphabétisation des jeunes et des adultes (âgés de 15-24 ans)	55%	57%	55,1%	

Cible 4.a : Établissements scolaires et cadres de vie

o Amélioration du cadre de vie

	Réalisation 2017	Valeur attendue 2018	Valeur réalisée 2018	Autres détails
Proportion d'écoles disposant de commodités requises (électricité, clôture, point d'eau potable, lave-main et latrines séparées fonctionnelles) au préscolaire	57%	58,69%	35,18%	
Proportion d'écoles disposant de commodités requises (électricité, clôture, point d'eau potable, lave-main et latrines séparées fonctionnelles) au primaire	16%	25%	4%	
Proportion d'écoles disposant de commodités requises (électricité, clôture, point d'eau potable, lave-main et latrines séparées fonctionnelles) au premier cycle de l'enseignement secondaire général	30,81%	44,4%	33%	
Proportion d'écoles disposant de commodités requises (électricité, clôture, point d'eau potable, lave-main et latrines séparées fonctionnelles) au second cycle de l'enseignement secondaire général	43%	51%	46%	

1.10.2. Indicateurs pour les engagements au Partenariat Mondial pour l'Éducation

Dans le cadre de l'accord de financement pour la mise en œuvre du programme du Partenariat mondial pour l'éducation en Côte d'Ivoire, un certain nombre d'indicateurs de suivi du PSE ont été retenus pour déclencher la part variable qui représente 30% du montant global alloué au pays. Le Comité d'approbation du PME a aussi recommandé que le groupe local des partenaires de l'éducation assure le suivi de l'indicateur de la parité entre les sexes au niveau préscolaire du plan sectoriel de l'éducation, en fournissant des données ventilées pour les zones urbaines et rurales qui viendront compléter les progrès attendus du côté de l'indicateur lié à la part variable mesurant l'amélioration de l'accès obtenue grâce aux établissements préscolaires communautaires. Le tableau ci-dessous résume les informations attendues.

	Base 2016	Valeur attendue 2018	Valeur réalisée 2018	Éléments de calcul & autres détails
Équité 1 : Proportion d'enfants du milieu rural parmi les enfants inscrits dans les structures préscolaires (%)	21%	22%	23%	-Effectif préscolaire : 180 176 -Effectif en milieu rural : 41 440 -Effectif en milieu urbain : 138 390 -Nombre de filles : 90 409 -Nombre de garçons : 89 767 -IPS préscolaire : 1.08
Efficienc 2.1 : Heures d'enseignement hebdomadaires des enseignants du premier cycle du secondaire (heures)	15.6	16.6	16.63	-Nombre de grpe pédago : 9 651 -Nombre de prof. de collège : 11 601
Efficienc 2.2 : Taux d'achèvement / Part de l'enseignement primaire dans les dépenses courantes d'éducation	1,42*	1,56	1.61	-Taux d'achèvement : 77.70% -% primaire dans les dépenses courantes d'éducation : 48,3%
Efficacité 3.1 : Pourcentage d'élèves du cours élémentaire 1 ayant atteint le « seuil de compétences suffisant » de maîtrise de mathématiques	19	X	NA	
Efficacité 3.2 : Pourcentage d'élèves du cours élémentaire 1 ayant atteint le « seuil de compétences suffisant » de maîtrise de lecture	23	X	NA	
Efficacité 3.3 : Nombre d'enseignants primaire recrutés	6 000	6102	7 000	

1.10.3. Indicateurs pour les engagements pour l'appui budgétaire de l'Agence Française de Développement

Dans le cadre de l'appui budgétaire sectoriel de l'AFD, les indicateurs retenus et leurs niveaux de réalisation sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

○ *Indicateur de déclenchement*

CODE PSE	INDICATEUR	Valeur attendue 2018	Valeur réalisée 2018	Cible Atteinte (oui/non)
P3.1.2	Nombre moyen d'heures de service effectif hebdomadaire des enseignants de collège	16,60	16,63	Oui

○ *Suivi de la scolarisation dans l'éducation de base*

CODE PSE	INDICATEUR	Valeur attendue 2018	Valeur réalisée 2018	Cible Atteinte (oui/non)
E2.3	Taux d'achèvement du primaire	77,00%	77,70%	Oui
E3.1	Taux de transition CM2-6 ^{ème}	85%	84%	Non
E3.2	Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire par genre	T=48%	T=54,6% G=59,4% F=49,2%	Oui
E3.11	Indice de parité entre les sexes au premier cycle du secondaire	0.83	0.86	Oui

○ *Suivi des parcours de l'apprentissage après la fin de l'éducation de base*

CODE PSE	INDICATEUR	Valeur attendue 2018	Valeur réalisée 2018	Cible Atteinte (oui/non)
E4.1	Taux de transition 3 ^{ème} /2 ^{nde} général	43,40%	55,62%	Non
E4.7	Proportion d'élèves dans les séries scientifiques C	21,7%	20,40%	Non
E5.2	Taux de transition vers la formation professionnelle et l'enseignement technique en 2019 et 2020	NA	NA	NA
E8.2	Commission nationale interministérielle d'orientation et de gestion des flux fonctionnelle	NON	NON	NA

II. EXECUTION FINANCIERE

2.1 Rappel du cadrage financier

Sur la base des hypothèses macroéconomiques utilisées dans le modèle de simulation financière du secteur éducation/ formation de 2015 ayant servi de référence à la préparation des documents de politique et stratégie prévoyaient un taux de croissance du PIB de 8,8% sur la période 2015-2020.

Ce modèle anticipe l'augmentation progressive des dépenses courantes nécessaires à la mise en œuvre de la scolarisation obligatoire et des réformes de la formation professionnelle. Plus de 70% des ressources consacrées au secteur Éducateur/Formation y sont prévues.

Concernant la progression vers la scolarisation primaire universelle, le modèle de simulation prévoyait aussi que la part du primaire dans les dépenses courantes (41,2 % en début de période) atteigne 49,9 % en 2017 et diminue légèrement jusqu'à 48,6 % en 2025.

Sur la base de ce modèle de simulation, un Plan d'Action du Plan Sectoriel Éducation-Formation 2017-2020 a été élaboré. Le budget estimé dans ce plan devrait être couvert à 90% par les ressources de l'État. Les 10% restant sont attendus des appuis des partenaires du système éducatif.

2.2 Financement du secteur Éducation/Formation

2.2.1 Dépenses courantes

Au titre de l'année 2018, les dépenses courantes du secteur de l'Éducation/Formation représentent 41% du Budget de fonctionnement de l'État hors dette (*cf. Lois des finances 2018 et 2019*). Cela dénote de l'importance que le pays accorde à ce secteur dans la répartition des ressources publiques.

En outre, la part des dépenses courantes de l'Enseignement Préscolaire et Primaire représente plus de 46% des dépenses ordinaires totales du secteur justifiant ainsi l'engagement de l'État à progresser résolument vers la scolarisation primaire universelle. Cela traduit également, de façon manifeste, le soutien à la Politique de Scolarisation Obligatoire (PSO).

Tableau 1 : Répartition des dépenses courantes par sous-secteur

LIBELLE	MONTANT	POURCENTAGE
Affaires communes à plusieurs niveaux d'enseignement	109 733	9,6%
Enseignement Préscolaire et Primaire	523 779	46,0%
Enseignement Secondaire Général	312 265	27,4%
Enseignement Secondaire Technique et Professionnel	7 310	0,6%
Formation Professionnelle	2 791	0,2%
Enseignement Supérieur	174 091	15,3%
Recherche et Innovation Technologique	7 593	0,7%
Enseignements hors niveau	613	0,1%
Total enseignement, formation, recherche	1 138 173	100,0%

Source : Auteurs sur la base de la loi des finances de la RCI 2019

2.2.2 Dépenses d'investissement

Le budget consacré à l'investissement dans le secteur de l'Éducation/Formation est davantage orienté vers la Formation Professionnelle (26%) et l'Enseignement Supérieur (21,3%), avec près de la moitié (47,3%) des investissements dans le secteur.

Tableau 2 : Répartition des dépenses d'investissement par sous-secteur

LIBELLE	MONTANT	POURCENTAGE
Affaires communes à plusieurs niveaux d'enseignement	41 929	25,7%
Enseignement Préscolaire et Primaire	1 899	1,2%
Enseignement Secondaire Général	25 648	15,7%
Enseignement Secondaire Technique et Professionnel	2 317	1,4%
Formation Professionnelle	42 438	26,0%
Enseignement Supérieur	34 771	21,3%
Recherche et Innovation Technologique	13 583	8,3%
Enseignements hors niveau	390	0,2%
Total enseignement, formation, recherche	162 976	100,0%

Source : Auteurs sur la base de la loi des finances de la RCI 2019

2.3 DÉPENSES D'ÉDUCATION HORS DU SECTEUR

Au titre de l'exercice budgétaire 2018, l'État a consacré environ 167,6 milliards de francs CFA pour le financement de l'éducation et la formation dans des ministères autres que ceux du secteur Éducation/Formation, soit 4 fois plus que l'année précédente (40, 2 milliards de francs CFA) pour les mêmes structures de formation. Le montant du financement par Structure est reparti ainsi qu'il est indiqué dans le tableau 3.

Tableau 3 : Dépenses consacrées à l'Éducation/Formation Hors du secteur

Ligne budgétaire	Indications	Montant (millions de F CFA)
528	Formation artistique (INSAAC, Lycée art...)	131 987
818	École de Commerce et de Gestion	291
776/778	ARSTM	500
417	Direction IFEF	617
482	IFEF	401
484	Alphabétisation Ministère famille et Enfant	6
665	Centres Sociaux Petite Enfance	800
858	CAPP-Aquacole Jacquerville	3 763
664	Centre formation Personnes Vivant avec Handicap	28
668	INFS	1 595
548	Formation sportive (INJS...)	4 103
268	Écoles et centres de Formation de la Gendarmerie	2 464
788	Formation aux Métiers liés aux Postes et Télécommunication (ESATIC, EMSP)	1 276
228	Écoles et centres instruction (EMPT...)	378
462	Service étudiants Paris	61
628	Formation et Encadrement Technique de la Santé (INFAS)	8 545
664	Centres des handicapés, aveugles et sourds-muets	12
464	ENSEA	1 925
828	Formation Professionnelle agricole	375
138	Institut National de Formation Judiciaire (INFJ)	808
348	Formation agents État (ENA)	4 192
258	Écoles et centres de Formations de Police	3 469
Total		167 595

Source : Calcul des auteurs sur la base des lois des finances de la RCI 2018 et 2019

2.4 DÉPENSE TOTALE

La réalisation pour l'année 2018 s'élève 1 101,4 milliards de francs CFA contre une prévision de 1 299 milliards de francs CFA (cf. PATB 2017-2020), soit un taux de réalisation de 84,8%. Cette relative bonne performance résulte de la conjugaison des bonnes réalisations au niveau du sous-secteur de l'« Enseignement secondaire 2nd cycle » (environ 184%) et de l'« Enseignement Technique et Formation Professionnelle » (117,3%). Le plus faible taux d'exécution financière est observé dans le sous-secteur de la « Recherche Scientifique et Innovation Technologique », avec 19,5%. La répartition de l'exécution financière par sous-secteur (ou effet) se présente comme suit.

Tableau 4 : Prévision et exécution financière des charges courantes par sous-secteur

	Prévision 2018 (millions FCFA) PATB 2017-2020		Réalisation 218 (millions FCFA) Exécution financière		Taux d'exécution financière
	Coût	%	Coût	%	
Enseignement préscolaire	7 639	0,6%	4 833	0,4%	63,3%
Enseignement primaire et Alphabétisation	548 521	42,2%	467 266	42,4%	85,2%
Enseignement secondaire 1er cycle	338 534	26,1%	324 752	29,5%	95,9%
Enseignement secondaire 2eme cycle	27 838	2,1%	51 183	4,6%	183,9%
Enseignement Technique et Formation Professionnelle	97 466	7,5%	114 292	10,4%	117,3%
Enseignement supérieur	200 315	15,4%	98 494	8,9%	49,2%
Recherche Scientifique et Innovation Technologique	23 777	1,8%	6 663	0,6%	28,0%
Cadre institutionnel et organisationnel	54 914	4,2%	33 465	3,0%	60,9%
Dépenses courantes du secteur	1 299 004	100,0%	1 100 948	100,0%	84,8%

Source : Auteurs sur la base de la loi des finances de la RCI 2019 et de l'état des financements extérieurs dans le secteur de l'éducation de 2011 – 2018

Note méthodologique de la mobilisation des informations financières

Les données financières mobilisées, pour cette partie du rapport de performance, proviennent principalement de quatre (04) sources, à savoir :

- la matrice de suivi de la mise en œuvre des activités (MASMO) renseignée par les Directions Techniques des ministères du secteur Éducation/Formation ;
- les lois des finances 2018 et 2019 de la République de Côte d'Ivoire mises en ligne sur le site du Ministère en charge du budget ;
- l'état d'exécution de l'exercice budgétaire 2018 consolidé par les Directions des Affaires financières (DAF) du secteur ;
- la situation d'exécution des financements extérieurs dans le secteur de l'éducation de 2011 à 2018 transmise par le Ministère en charge du Budget.

Dans la majorité des cas, la MASMO est transmise par les structures responsables de mise en œuvre, avec l'exécution financière partiellement renseignée. Pour pallier ces insuffisances de données, l'Équipe technique de la Task-Force exploite les différentes sources mentionnées ci-dessus. Les informations complétées sont par la suite transmises aux Structures responsables de la mise en œuvre des activités et aux Partenaires Techniques et Financiers pour validation.

2.5 RÉCAPITULATIF PAR BAILLEURS

Avec une part très substantielle de plus de 91% de financement, l'État est le principal bailleur du secteur, soit 10 points de pourcentage de plus que la prévision de 2018 fixée à 81%.

Tableau 5 : Répartition du financement par bailleur.

Bailleurs	Financement (FCFA)	Part
État de Côte d'Ivoire	1 031 260	91,20%
Union Européenne	9 878	0,87%
Agence Française de Développement (AFD)	30 831	2,73%
Organisation Internationale pour la Francophonie (OIF)	22	0,002%
Gouvernement français	3 490	0,31%
Gouvernement Chinois	5 000	0,44%
Coopération israélienne MITRELLI	683	0,06%
Banque Africaine de Développement (BAD)	4	0,0003%
Banque Mondiale	1 054	0,09%
BADEA	3 556	0,31%
Banque Islamique de Développement (BID)	20 638	1,83%
Fonds OPEP pour le développement international (OFID)	3 000	0,27%
Partenariat Mondiale pour l'Éducation	1 200	0,11%
UNESCO	256	0,02%
UNICEF	1 411	0,12%
PAM	108	0,01%
Fondation Jacobs (TRECC)	1 669	0,15%
Fonds Saoudien pour le Développement	1 684	0,15%
Fonds Koweïtien	3 000	0,27%
Fondation Mohamed VI	11 700	1,03%
Fondation Orange	60	0,01%
Fondation MTN	76	0,01%
ONG internationales	125	0,01%
TOTAL	1 130 706	100%

Source : Auteurs sur la base de la loi des finances de la RCI 2019 et de l'état des financements extérieurs dans le secteur de l'éducation de 2011 - 2018

III. COORDINATION, SYNERGIE ET PARTENARIAT DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PSE

Ce chapitre traite du dispositif de coordination sectorielle pour l'appui à la mise en œuvre et sur le Plan Opérationnel de Suivi & Évaluation du PSE.

3.1. Coordination

Aucune réunion du Comité Interministériel de Coordination du Secteur Éducation/Formation n'a pu se tenir en 2018. Toutefois, la revue sectorielle tenue en fin d'année est revenue sur la nécessité de redynamisation de l'organe. Les textes qui encadrent la coordination sectorielle sont en cours de révision sous la responsabilité du Directeur de Cabinet du premier Ministre. Aussi les Ministres du secteur ont-ils été régulièrement consultés au sujet de la mise en œuvre du PSE. Toutefois, les réunions mensuelles avec les Directeurs de Cabinet du secteur n'ont pu se tenir en 2018.

Quant à la Task Force du secteur Éducation/Formation, elle a continué à assurer son rôle de coordination et d'orientation, avec l'appui financier et technique des Partenaires et sa dotation budgétaire de l'État de Côte d'Ivoire qui est maintenue. Elle a, entre autres, (i) finalisé le processus de constitution de la base de données en ligne (DFA Monitoring), (ii) poursuivi le Suivi & Évaluation du PSE, (iii) organisé la revue conjointe du secteur et (iv) appuyer la préparation de requête pour le financement de projets (PAPSE, PADES, C2D3, appuis budgétaires...) par les bailleurs dans le cadre de la mise en œuvre du PSE.

3.2. Synergie

Dans le cadre du dialogue sectoriel, le gouvernement de Côte d'Ivoire et les autres partenaires non étatiques du secteur ont créé un Groupe Local des Partenaires pour l'Éducation et l'Emploi des jeunes (GLPE) avec des termes de référence précis. Pour assurer la réflexion, la concertation, l'information et les échanges, les trois commissions mises en place sont fonctionnelles au sein du GLPE. Il s'agit de (i) la commission éducation de base et secondaire ; (ii) la commission enseignement technique-formation professionnelle et emploi des jeunes et (iii) la commission enseignement supérieur et recherche.

La fréquence mensuelle des rencontres a pu être respectée en 2018. À travers ces rencontres mensuelles, des synergies se dégagent entre les PTF dans les interventions sur les activités. Dans le cadre de la rotation pour assurer le rôle de chef de file, l'Agence Française de Développement et la Fondation Jacobs ont passé respectivement le rôle de chef de file et chef de file adjoint à l'UNICEF et l'Ambassade de France.

3.3. Partenariats

La mise en œuvre du PSE a bénéficié d'un appui important des partenaires au développement au nombre desquels figures UNICEF, AFD, BAD, Bm, BID, UNESCO, PME, Fondation Jacobs, PAM, ONUDI, MCC, Fondation Mohamed VI, Fonds Koweïtien, BADEA, FSD, République de CHINE....

Ce chapitre donne une description sommaire de la contribution de chacun des partenaires.

- 3.3.1. UNICEF :** Elle est le chef de file des PTF et agence de coordination des interventions du Partenariat Mondiale pour l'Éducation. À travers son programme Éducation, l'UNICEF Côte d'Ivoire se concentre sur (i) *le Soutien à la production régulière de statistiques scolaires prenant en compte l'analyse de l'équité ; (ii) l'intégration des mécanismes d'analyse et de réduction des conflits et catastrophes dans les politiques d'éducation ; (iii) la mise en place des mécanismes de détection et de prévention des conflits et catastrophes en milieu scolaire ; (iv) l'extension et l'accélération de l'encadrement de la petite enfance, (v) le Renforcement*

des capacités des acteurs de suivi et évaluation des politiques du secteur éducation et (vi) l'appui à l'organisation de la revue conjointe 2018.

- 3.3.2. Ambassade de France à Abidjan** Elle est le chef de file adjoint des PTF. À travers son Service de coopération et d'action culturelle (SCAC), elle participe au comité d'orientation et de suivi ainsi qu'au comité technique bilatéral du C2D ; le projet de « hub franco-ivoirien pour l'éducation » qui est un soutien à la société civile ivoirienne ; l'appui à la mobilité vers la France aux niveaux master et doctorat avec une enveloppe de bourses d'études.
- 3.3.3. AFD** : a assuré le rôle de chef de file des PTF avant de le transmettre à l'UNICEF en fin 2018. Son intervention s'est faite à travers, un appui budgétaire et la poursuite des activités du C2D/EF mis en œuvre en trois composantes couvrant l'éducation de base, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et l'appui à la Coordination sectorielle à travers le (i) Renforcement des capacités en ressources humaines par le recrutement d'un spécialiste en suivi et évaluation des politiques sectorielles en appui à la Task Force ; (ii) l'appui à l'organisation de la revue conjointe 2018.
- 3.3.4. Banque Mondiale**, est l'agence partenaire pour les financements du Partenariat Mondiale pour l'Éducation. Son intervention s'est faite à travers, (i) un appui budgétaire dont les objectifs liés au secteur de l'éducation, vise à augmenter la durée des enseignements et prendre en charge les élèves, en particulier ceux en difficulté scolaire, (ii) le Projet de Centre d'Excellence Africain (CEA) pour l'Enseignement Supérieur en Afrique, (iii) le Projet emploi Jeune Et Développement des Compétences (PEJEDEC) et (iv) l'appui à l'organisation de la revue conjointe 2018. Un autre Projet d'Appui au Développement de l'Enseignement Supérieur est en cours d'instruction.
- 3.3.5. Partenariat Mondiale pour l'Éducation** : appui l'amélioration des pratiques pédagogiques à travers le PAPSE et l'accès aux services préscolaires en zones défavorisées. En 2018, il a annoncé une enveloppe complémentaire au financement du PAPSE. Le processus de la requête suit parfaitement la feuille de route établie. Par ailleurs, il appuie aussi le renforcement des capacités de la société civile active du secteur de l'éducation et (ii) l'organisation de la revue conjointe 2018.
- 3.3.6. Union Européenne** à travers l'appui à la réforme de la formation professionnelle et à l'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif formel.
- 3.3.7. Fondation Jacobs** à travers le programme TRECC (Transformer l'Éducation dans les Communautés productrices de Cacao). Ce Programme a apporté en 2018 son appui pour (i) Construire des salles de classes pré-primaires avec latrine, (ii) Mettre en place des classes passerelles, (iii) Construire des écoles communautaires avec cantines et

former des animateurs ruraux et des superviseurs à l'approche pédagogique multigrade, (iv) Mettre en Projet d'alphabétisation fonctionnelle des femmes, (v) Prendre en charge Les élèves en difficulté d'apprentissage à travers le PEC et (vi) Améliorer la qualité des apprentissages dans les classes communautaires/formelles multigrades à travers le PEC/RIVERTIDE, (vii) l'appui à l'organisation de la revue conjointe 2018.

- 3.3.8. Programme Compact du Millennium Challenge Corporation** mis en œuvre couvre l'Enseignement Secondaire et la Formation Technique et Professionnelle. Il va traiter de (i) *Renforcement des systèmes/politiques de l'Éducation Nationale ; (ii) Renforcement de la Formation Initiale des Enseignants ; (iii) Appui à un accès équitable à l'éducation à travers la création des collèges de proximité (50 à 100 collèges) ; (iv) Renforcement des Systèmes de Redevabilité ; (v) Mise en place de Centres pilotes en Partenariat pour le Développement des Compétences (PDC).*

La mission résidente du Millennium Challenge Corporation (MCC) chargée de la mise en œuvre du programme Compact en Côte d'Ivoire a officiellement pris fonction.

- 3.3.9. UNESCO** a reçu le mandat de conduire le Programme mondial Éducation 2030 par l'intermédiaire de l'Objectif de développement durable 4. Les interventions visent à contribuer à l'édification de la paix, à l'élimination de la pauvreté, au développement durable et au dialogue interculturel par l'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information. À travers le projet UNESCO/CFIT dont 11 modules de formation ont été développés, elle assure le renforcement à distance des capacités des enseignants du primaire et du secondaire grâce par le numérique.

- 3.3.10. Banque africaine de développement**, en collaboration avec la République de Corée, a entamé l'appui stratégique au pilotage de l'offre privée de formation technique et professionnelle, conformément à l'axe stratégique AS.5.1.6 du PSE. Un projet multisectoriel d'appui au développement d'un pôle agro-industriel en est cours dans la région du Bélier et du District autonome de Yamoussoukro. Ce projet prévoit la construction et l'équipement de 80 salles de classes primaires et préscolaires, de 20 cantines scolaires, ainsi que l'appui à des centres de formation professionnelles et à l'école supérieure d'agronomie (INPHB) en vue d'améliorer l'employabilité des jeunes et soutenir l'écosystème pour l'entrepreneuriat agricole et les métiers connexes. Ces appuis se poursuivront en 2019.

- 3.3.11. PAM** apporte un Appui au programme intégré de pérennisation des cantines scolaires appuyé par le Gouvernement Américain à travers le financement Mc Govern-Dole (MGD). Ce programme des cantines scolaires est mis en œuvre dans les régions Ouest, Nord et Nord-Est de la Côte d'Ivoire et vise aussi à améliorer l'apprentissage de la lecture et de

l'écriture par les élèves de CPI, CP2 et CE1 à travers la formation continue des enseignants et l'équipement en matériel pédagogique.

- 3.3.12. Banque Islamique de Développement**, son intervention s'est faite à travers, (i) le projet de construction de 8 lycées d'excellence de jeunes filles, (ii) projet de reconstruction post conflit du lycée professionnel d'Odienné (REC LPO), et (iii) la Construction et l'équipement de deux lycées et trois centres de formation professionnelle

Notons par ailleurs que la BID est moins active au sein du GLPE du fait qu'elle n'a pas de représentation en Côte d'Ivoire.

- 3.3.13. Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA)**, son intervention s'est faite à travers (i) la réhabilitation de trois structures de formation professionnelle (LP Ferké, CELIA Abidjan et LP aux métiers du bois de Gagnoa) et (ii) la construction du Centre de formation Professionnelle de Bonoua.

- 3.3.14. Fonds Koweïtien de Développement (FKDEA)**, son intervention porte sur la construction et l'équipement du lycée professionnel et technique de Daloa.

- 3.3.15. Fonds Saoudien de Développement (FSD)**, son intervention porte sur la réhabilitation du CBCG de Bouaké et la prise en charge de la partie Génie civil dans la construction d'un lycée professionnel hôtelier et de deux collèges d'enseignement technique.

- 3.3.16. Les fondations privées** interviennent dans les domaines de l'éducation. On peut citer essentiellement : (i) **La Fondation Orange-Côte d'Ivoire Télécom** qui construit, réhabilite des écoles et équipe des salles numériques, (ii) **La Fondation MTN** qui offre des salles multimédias et des ordinateurs à des élèves et étudiants, (iii) **La fondation Magic System** qui appui l'équipement de bibliothèque, la construction et équipement d'écoles, (iv) **La fondation Children of Africa** qui équipe les écoles en bibliothèques, salles multimédia et distribue des kits scolaire, (iv) **La fondation Mohamed VI** qui a construit un centre multisectoriel de formation professionnelle...

- 3.3.17. Les mutuelles de développement en Côte d'Ivoire** qui sont des associations d'originaires des villages interviennent dans la réhabilitation, la construction, l'équipement et l'amélioration de l'environnement d'écoles partant du préscolaire au collège. Ces associations sont très attendues dans l'amélioration des conditions d'accueil du personnel des structures scolaires à travers la construction de logements et autres services sociaux de base.

- 3.3.18. Groupe de Travail des ONG pour l'Éducation (GTOE)**, composé de 18 ONG (dont 9 nationales et 9 internationales) a contribué à la mise en œuvre de la composante Éducation de Base du Programme C2D EF. Les différentes ONG membres du GTOE ont contribué à i.) à la construction et la réhabilitation de salles de classes dans le primaire et le préscolaire et la formation des enseignants; ii) le don de kits scolaires et l'appui à la

construction de cantines scolaires, la construction des points d'eau potable dans les écoles ; et iii) la mise en place de classes passerelles et l'appui à l'obtention d'extraits de naissance.

- 3.3.19. Réseau Ivoirien pour la Promotion de l'Éducation Pour Tous,** *organisation de la société civile regroupant des entités actives en Éducation (Parents d'élèves, ONG de terrain, Chercheurs, Syndicats, Activistes des droits de l'homme, hommes de média). L'une de ses missions est le suivi citoyen des politiques publiques en matière d'Éducation.*

IV. ANALYSE DES RISQUES ET HYPOTHESES

Effet	Facteurs exogènes			Situation par rapport (i) à l'occurrence du facteur, (ii) aux actions prises et (iii) aux effets sur l'atteinte des résultats attendus
	Libelle	Type de facteur		
		Hypothèse	Risque	
Effet 1 : Les enfants d'âge préscolaire accèdent à des services d'éducation préscolaire de qualité	1. Mobilisation effective des ressources attendues pour le sous-secteur	x		Les ressources financières attendues de l'État pour les activités non routinières ne sont pas à la hauteur des prévisions.
	2. Adhésion des communautés à la politique de mise en place et de fonctionnement des centres communautaires	x		Une évaluation des expériences pilotes n'est pas encore réalisée
	3. Compréhension par les communautés de l'apport de la préscolarisation au développement du jeune enfant	x		L'étude sur la perception de la qualité des services d'éducation et la satisfaction des bénéficiaires n'est pas encore réalisée
	4. Survenue de grèves des enseignants (Grèves contre les frais annexes)		x	Prise de mesures dans le cadre du programme social du Gouvernement (PSGouv)
	5. Prise de mesures pour prévenir les risques de violences, conflits, et catastrophes naturelles affectant les élèves		x	<p><i>Conflits</i> : Mise en place dans des écoles de mécanismes de résolution des conflits (CCEN et ses comités régionaux)</p> <p><i>Catastrophes naturelles</i> : Absence de plan de contingence pour le secteur mais un Plan ORSEC existe pour la gestion des risques de catastrophes en Côte d'Ivoire (cf. Stratégie Nationale de gestion des risques de catastrophes et plan d'action).</p> <p><i>Violence</i> : Cf. Arrêté portant code de bonne conduite et celui portant interdiction de sévices corporelles sur les élèves</p>

Effet	Facteurs exogènes			Situation par rapport (i) à l'occurrence du facteur, (ii) aux actions prises et (iii) aux effets sur l'atteinte des résultats attendus
	Libelle	Type de facteur		
		Hypothèse	Risque	
Effet 2 : Les enfants (filles et garçons) de 6 à 11 ans et les personnes de 10 ans et plus (y compris les femmes) non alphabétisées ou hors du système éducatif, accèdent respectivement à une éducation de qualité et achèvent le cycle primaire et accèdent à des prestations d'alphabétisation ou d'éducation non formelle de qualité	1. Mobilisation effective des ressources attendues pour le sous-secteur (Disponibilité des ressources humaines, Disponibilité des infrastructures, Disponibilité des ressources financières)	x		Les ressources financières attendues de l'État pour les activités non routinières ne sont pas à la hauteur des prévisions
	2. Adhésion des parents d'élèves à la politique de scolarisation obligatoire	x		Des campagnes d'explication ont été menées dans les grandes régions administratives et dans des communautés pour susciter l'adhésion des populations à la PSO Des comités régionaux pour la scolarisation obligatoire ont été mis en place sous la direction des préfets
	3. Les politiques de protection sociale des familles démunies accordent une priorité à l'éducation	x		Mise en vigueur du projet « Filets sociaux » qui accorde des bourses aux familles les plus pauvres pour les besoins de base (éducation, santé, nutrition) et du Programme social du Gouvernement
	4. Déclaration des élèves à l'état civil	x		la mesure prise par le gouvernement pour régulariser la situation les élèves sans extrait de naissance reste en vigueur ; Une loi instituant une procédure de déclaration de naissance, de rétablissement d'identité et de transcription d'acte de naissance a été adoptée (Loi N°2018-863 du 19 novembre 2018).
	5. Prise de mesures pour l'abolition de tous les frais non légaux supportés par les familles pour l'éducation primaire de leurs enfants	x		Les charges les plus importante supportées par les cotisations des parents (vacataires pour pallier le manque d'enseignants, intrants pédagogiques) sont désormais financées dans le cadre du PSGouv.

Effet	Facteurs exogènes		Situation par rapport (i) à l'occurrence du facteur, (ii) aux actions prises et (iii) aux effets sur l'atteinte des résultats attendus	
	Libelle	Type de facteur		
		Hypothèse	Risque	
Effet 2 : Les enfants (filles et garçons) de 6 à 11 ans et les personnes de 10 ans et plus (y compris les femmes) non alphabétisées ou hors du système éducatif, accèdent respectivement à une éducation de qualité et achèvent le cycle primaire et accèdent à des prestations d'alphabétisation ou d'éducation non formelle de qualité	6. Adhésion des parents des enfants hors du système éducatif à la stratégie des classes passerelles	x		De nouvelles classes passerelles ont été ouvertes avec l'appui du programme TRECC
	7. Survenue de grèves des enseignants et des animateurs d'alphabétisation		x	Mise en place de cadre de négociation avec les syndicats à travers le CCEN
	8. Prise de mesures pour prévenir les risques de violences, conflits, et catastrophes naturelles affectant les élèves		x	<i>Conflits</i> : Mise en place dans des écoles de mécanismes de résolution des conflits (CCEN, Clubs messagers de la paix) <i>Catastrophes naturelles</i> : Absence de plan de contingence pour le secteur mais un Plan ORSEC existe pour la gestion des risques de catastrophes en Côte d'Ivoire (cf. Stratégie Nationale de gestion des risques de catastrophes et plan d'action). <i>Violence</i> : Cf. Arrêté portant code de bonne conduite et celui portant interdiction de sévices corporelles sur les élèves
Effet 3 : Les élèves de 12 à 15 ans accèdent à une éducation de qualité et achèvent le cycle 1 du secondaire	1. Mise à disposition effective des ressources à mobiliser pour le sous-secteur	x		Les ressources financières attendues de l'état pour les activités non routinières ne sont pas à la hauteur des prévisions
	2. Adhésion des parents d'élèves à la politique de l'école obligatoire	x		Des campagnes d'explication ont été menées dans les grandes régions administratives et dans des communautés pour susciter l'adhésion des populations à la PSO Des comités régionaux pour la scolarisation obligatoire ont été mis en place sous la direction des préfets
	3. Survenue de grèves des enseignants et des élèves		x	Mise en place de cadre de négociation avec les syndicats à travers le CCEN

Effet	Facteurs exogènes			Situation par rapport (i) à l'occurrence du facteur, (ii) aux actions prises et (iii) aux effets sur l'atteinte des résultats attendus
	Libelle	Type de facteur		
		Hypothèse	Risque	
Effet 3 : Les élèves de 12 à 15 ans accèdent à une éducation de qualité et achèvent le cycle 1 du	4. Prise de mesures pour prévenir les risques de violences, conflits, et catastrophes naturelles affectant les élèves			<p><i>Conflits</i> : Mise en place dans des collèges de mécanismes de résolution des conflits (CCEN, Clubs messagers de la paix)</p> <p><i>Catastrophes naturelles</i> : Absence de plan de contingence pour le secteur mais un Plan ORSEC existe pour la gestion des risques de catastrophes en Côte d'Ivoire (cf. Stratégie Nationale de gestion des risques de catastrophes et plan d'action).</p> <p><i>Violence</i> : Cf. Arrêté portant code de bonne conduite et celui portant interdiction de sévices corporelles sur les élèves</p>
Effet 4 : Les élèves de 16 à 18 ans accèdent à une éducation secondaire générale de qualité	1. Mise à disposition effective des ressources à mobiliser pour le sous-secteur	x		Les ressources financières attendues de l'État pour les activités non routinières ne sont pas à la hauteur des prévisions
	2. Adhésion des parents d'élèves à la politique de l'école obligatoire	x		Des campagnes d'explication ont été menées dans les grandes régions administratives et dans des communautés pour susciter l'adhésion des populations à la PSO Des comités régionaux pour la scolarisation obligatoire ont été mis en place sous la direction des préfets
	3. Survenue de grèves des enseignants et des élèves		x	Mise en place de cadre de négociation avec les syndicats à travers le CCEN
	4. Prise de mesures pour prévenir les risques de violences, conflits, et catastrophes naturelles affectant les élèves		x	<p><i>Conflits</i> : Mise en place dans des Lycées de mécanismes de résolution des conflits (CECEN, Clubs messagers de la paix)</p> <p><i>Catastrophes naturelles</i> : Absence de plan de contingence pour le secteur mais un Plan ORSEC existe pour la gestion des risques de catastrophes en Côte d'Ivoire (cf. Stratégie Nationale de gestion des risques de catastrophes et plan d'action).</p>

Effet	Facteurs exogènes			Situation par rapport (i) à l'occurrence du facteur, (ii) aux actions prises et (iii) aux effets sur l'atteinte des résultats attendus
	Libelle	Type de facteur		
		Hypothèse	Risque	
Effet 5 : Les personnes de plus de 12 ans accèdent à un enseignement technique et une formation professionnelle de qualité.	1. Mise à disposition effective des ressources à mobiliser pour le sous-secteur	x		Les ressources financières attendues de l'État pour les activités non routinières ne sont pas à la hauteur des prévisions Des réflexions sont en cours pour une réallocation des ressources en fonction des aiguillages des flux de l'enseignement général vers l'ETFP
	2. Adhésion des parents d'élèves à la politique de l'école obligatoire	x		Des campagnes d'explication ont été menées dans les grandes régions administratives et dans des communautés pour susciter l'adhésion des populations à la PSO Des comités régionaux pour la scolarisation obligatoire ont été mis en place sous la direction des préfets
	3. Prise de mesures adéquates en faveur de l'insertion professionnelle des formés de l'ETFP	x		Le curriculum des filières professionnelles a été révisé en réponse aux besoins de l'économie
	4. Survenue de grèves des enseignants et des élèves		x	Prise de mesures par le Gouvernement pour le réaménagement du calendrier scolaire pour rattraper les heures de cours perdues du fait des grèves.
	5. Prise de mesures pour prévenir les risques de violences, conflits, et catastrophes naturelles affectant les élèves		x	<i>Catastrophes naturelles</i> : Absence de plan de contingence pour le secteur mais un Plan ORSEC existe pour la gestion des risques de catastrophes en Côte d'Ivoire (cf. Stratégie Nationale de gestion des risques de catastrophes et plan d'action).

Effet	Facteurs exogènes			Situation par rapport (i) à l'occurrence du facteur, (ii) aux actions prises et (iii) aux effets sur l'atteinte des résultats attendus
	Libelle	Type de facteur		
		Hypothèse	Risque	
Effet 6 : Les étudiants accèdent à un enseignement supérieur de qualité qui assure leur insertion professionnelle	1. Mise à disposition effective des ressources à mobiliser pour le sous-secteur			Les ressources financières attendues de l'État pour les activités non routinières ne sont pas à la hauteur des prévisions
	2. Prise de mesures pour renforcer de l'esprit civique et moral des étudiants		x	
	3. Adaptation des programmes d'enseignement et d'orientations scolaires des étudiants aux besoins de développement économique et social du pays	x		
	4. Survenue de grèves des enseignants et des étudiants		x	Un cadre de négociation avec les syndicats mis en place par le cabinet du Ministre et certains présidents d'Université
	5. Prise de mesures pour prévenir les risques de violences, conflits, et catastrophes naturelles affectant les étudiants		x	<i>Catastrophes naturelles</i> : Absence de plan de contingence pour le secteur mais un Plan ORSEC existe pour la gestion des risques de catastrophes en Côte d'Ivoire (cf. Stratégie Nationale de gestion des risques de catastrophes et plan d'action).
Effet 7 : Les résultats de la recherche et de l'innovation technologique sont valorisés et contribuent au développement social et économique de la Côte d'Ivoire.	1. Mise à disposition effective des ressources à mobiliser pour le sous-secteur	x		Les ressources financières attendues de l'État pour les activités non routinières ne sont pas à la hauteur des prévisions
	2. Vulgarisation des résultats de la recherche	x		Institution de la semaine de promotion de la recherche et de l'innovation (SEPRI)

Effet	Facteurs exogènes			Situation par rapport (i) à l'occurrence du facteur, (ii) aux actions prises et (iii) aux effets sur l'atteinte des résultats attendus
	Libelle	Type de facteur		
		Hypothèse	Risque	
Effet 8 : Le cadre institutionnel et organisationnel assure un système de gouvernance, de gestion, de planification et de suivi-évaluation qui soutient la qualité des services, l'efficacité interne et externe des interventions et l'efficience dans la gestion des ressources.	1. Mise en œuvre effective des réformes qui assurent la gouvernance et la gestion adéquate du secteur éducation-formation	x		La plupart des réformes sont encore en phase conceptuelle
	2. Mise à disposition effective des ressources à mobiliser	x		Les ressources financières attendues de l'État pour les activités non routinières ne sont pas à la hauteur des prévisions
	3. Mise en place d'un système de planification et de suivi-évaluation qui assure un pilotage efficace et efficient de la mise en œuvre du plan décennal	x		Des efforts sont faits pour le déploiement du plan opérationnel de suivi et évaluation du PSE piloté par la Task Force

V. RECOMMANDATIONS

V.1. Mémorandum de suivi des recommandations de la dernière revue sectorielle

Volet	Recommandations	Respon- sable	Échéance	Statut de mise en œuvre		Commentaires
				Réalisée	Non Réalisée	
Gouvernance	Renforcer le dialogue avec l'ensemble des Ministères sous-sectoriels	Primature	Court terme	X		Le GLPE est actif avec des réunions mensuelles régulières
Gouvernance	Prendre toutes les dispositions nécessaires pour activer le CICSEF	Primature	Court terme	X		Réunion des Directeurs de Cabinets des Ministères sectorielles le 07 mai 2019 à l'Hôtel Tiama
Gouvernance	Dynamiser, renforcer et formaliser la Task Force en la dotant des ressources humaines, matérielles et financières afin qu'elle puisse pleinement réaliser ses missions	Primature	Court terme		X	Le budget 2019 était déjà mis en place au moment de la revue qui fait la recommandation
Gouvernance	Mettre en place les dispositions pour la tenue d'une revue sectorielle en mai 2019	MENETFP MESRS	Court terme	X		Les dispositions techniques sont prises
Gouvernance	Améliorer le suivi statistique de l'ensemble des sous-secteurs	MENETFP MESRS	Moyen terme	X		Le nombre d'indicateurs non générés est en baisse
Gouvernance	Renforcer le dispositif de collecte de données	MENETFP MESRS	Moyen terme	X		Le nombre d'indicateurs non générés est en baisse
Gouvernance	Réviser le modèle d'intervention pour un préscolaire peu coûteux et analyser les expériences des différents Ministères impliqués dans le développement de la petite enfance pour mettre en place un modèle intégré du préscolaire	Primature	Moyen terme		X	L'expérimentation du modèle préscolaire communautaire est en cours dans le cadre du Projet d'Amélioration de la Prestation de Services Éducatifs
Gouvernance	Accompagner de moyens conséquents le processus de décentralisation	Ministère de l'intérieur Ministère du budget	Long terme		X	
Gouvernance	Finaliser le processus réglementaire pour permettre aux collectivités territoriales d'assurer pleinement leurs rôles dans le secteur éducation	Ministère de l'intérieur Ministère du budget	Moyen terme		X	
Gouvernance	Appliquer le plan d'action de Lagos qui prévoit de	MESRS	Long terme		X	Des efforts sont en cours pour le financement de la recherche avec la

Volet	Recommandations	Respon- sable	Échéance	Statut de mise en œuvre		Commentaires
				Réalisée	Non Réalisée	
	consacrer 1% du PIB à la recherche	Ministère du budget				mise en place du FONSTI en appui au FONARI
Gouvernance	Mettre en œuvre la politique de gestion des flux	MENETFP	Moyen terme		X	La commission unique d'orientation n'est pas encore mise en place
		MESRS				
Gouvernance	Obtenir auprès de tous les PTF et de l'État les données désagrégées annuelles/triennales des indicateurs d'activités du PSE 2016-2025 et les mettre à la disposition des DRENETFP	Task Force	Court terme		X	Le prochain PATB 2020-2022 compte prendre en compte cette dimension
Gouvernance	Appuyer l'organisation et la tenue d'une revue sectorielle au mois de mai ou de juin de chaque année afin d'instituer une régularité dans le suivi de la mise en œuvre du PSE et afin d'anticiper sur l'élaboration des projets de budgets par les différentes DAF (Direction des Affaires Financières)	Task Force	Court terme	X		Une communication en Conseil de Ministre est dans le circuit de signature des ministères techniques pour l'institutionnalisation et le financement de la revue du secteur Éducation Formation
Gouvernance	Précéder la tenue de chaque revue sectorielle d'une réunion du CICSEF pour que les discussions importantes du secteur soient exposées et que des décisions puissent être prises	Task Force	Court terme		X	Réunion des Directeurs de Cabinets des Ministères sectorielles le 07 mai 2019 à l'Hôtel Tiama
Gouvernance	Préparer psychologiquement les enseignants à leur possible affectation sur l'ensemble du territoire (zones urbaines mais aussi rurales et éloignées)	CAFOP MEN-DELC	Court terme	X		Recrutement régionalisé dans le cadre du Plan Social du Gouvernement
Gouvernance	Recruter des enseignants qualifiés et les affecter en fonction des besoins réels exprimés par les responsables régionaux et départementaux	DECO DRH /MEN	Court terme	X		Recrutement régionalisé

Volet	Recommandations	Respon- sable	Échéance	Statut de mise en œuvre		Commentaires
				Réalisée	Non Réalisée	
Qualité	Renforcer les capacités des enseignants (formation continue et formation initiale)	DELC DPFC	Moyen terme	X		Réforme de la formation initiale des enseignants et plusieurs projets de formation continue (DEFI2/CD2; Apprendre/AUF; CEFIT/UNESCO; Mc Govern dol de AVSI/PAM; PEC/TRECC; PALEC/TRECC; PAPSE...)
Qualité	Améliorer le suivi pédagogique des enseignements en suivant la création des IEP, des Secteurs pédagogiques et en dotant les CPS de moyens de mobilité	DAF DPFC	Moyen terme		X	Un recrutement exceptionnel de conseillers pédagogiques est en cours. Sur le terrain, des directeurs d'écoles chevronnées sont utilisés dans certains secteurs pour l'encadrement pédagogique
Qualité	Vulgariser les pratiques pédagogiques innovantes et ayant fait leurs preuves dans des régions/localités de la Côte d'Ivoire pour l'amélioration des acquis d'apprentissage	DPFC	Moyen terme	X		La DPFC est en cours de création d'un programme d'amélioration de la qualité des apprentissages
Gouvernance	Mettre à jour régulièrement les données relatives aux enfants hors du système scolaire	DSPS	Moyen terme		X	l'enquête sur les enfants hors du système n'est pas actualisée
Accès	Mettre un accent particulier sur la scolarisation des filles dans la stratégie de récupération des enfants en dehors de l'école	DELC	Moyen terme	X		la scolarisation des filles prise en compte dans la stratégie d'intégration des structures islamiques d'enseignement et dans la mise en place des classes passerelles
Accès	Adresser la question de scolarisation en tenant compte des profils de vulnérabilité des enfants en dehors de l'école	DELC	Moyen terme	X		Les plans type des établissements scolaires intègrent les rampes d'accès et les cabines de latrines spécialisées pour les personnes vivant avec handicap
Accès	Promouvoir l'inclusion éducative à travers la prise en compte des enfants en situation de handicap dans la réalisation des infrastructures scolaires	DELC	Moyen terme	X		
Accès	Encourager la construction de réfectoire pour l'ouverture ou la réouverture de cantines dans les écoles primaires	DELC	Moyen terme		X	le programme national des cantines est en action pour stimuler dans les régions une "alimentation scolaire basée sur la production locale"

Volet	Recommandations	Respon- sable	Échéance	Statut de mise en œuvre		Commentaires
				Réalisée	Non Réalisée	
Accès	Prendre des mesures pour faciliter l'intégration systématique de toutes les commodités requises (latrines, point d'eau potable, dispositifs de lavemains, électricité) dans les nouvelles constructions scolaires	DELC	Moyen terme		X	Les questions d'électrification et d'adduction en eau potable dépendent de la Direction Générale du Patrimoine de l'État (DGPE) qui dépend du Ministère des infrastructures
Gouvernance	Renforcer la lutte contre les conflits et les violences en milieu scolaire	DELC	Moyen terme	X		Vulgarisation du code de bonne conduite du MENETFP; Installation de comités régionaux du CCEN et redynamisation des clubs de paix
Qualité	Améliorer le contenu des kits scolaires en qualité et quantité et les distribuer en temps opportun	DPFC DAF	Moyen terme		X	
Qualité	Favoriser l'adéquation des contenus des Guides Maîtres et Mon Cahier quotidien au primaire	DPFC	Court terme		X	
Gouvernance	Fournir les données désagrégées du PSE 2016-2025 aux DRENETFP	Task Force	Court terme	X		Le prochain PATB 2020-2022 compte prendre en compte cette dimension
Qualité	Concernant les écoles islamiques : organiser une campagne de communication autour du processus national d'accompagnement et d'intégration de tous les types de structures islamiques, organiser des visites d'échanges d'expérience dans les pays avancés et d'élaborer la stratégie nationale d'accompagnement et d'intégration des écoles	DELC	Moyen terme	X		Des consultations des acteurs en région sur l'intégration des structures islamiques d'éducatives se sont déroulées à partir de juillet 2018
Gouvernance	Formaliser la commission nationale d'accompagnement des établissements confessionnels islamiques (CNAECI) et renforcer ses capacités opérationnelles (cadre d'exercice de la CNAECI, ancrage institutionnel, appui financier et matériel)	Cabinet du MEN	Court terme		X	la stratégie d'intégration des structures islamiques d'enseignement dans le système officiel en cours d'élaboration prend en compte cette question

Volet	Recommandations	Respon- sable	Échéance	Statut de mise en œuvre		Commentaires
				Réalisée	Non Réalisée	
Gouvernance	Mener une réflexion sur la nécessaire adéquation entre emploi, méthode de travail et mise en pratique des savoirs en entreprise pour faciliter l'accès à l'emploi de la jeunesse ivoirienne		Long terme		X	La réforme des branches professionnelles est en cours en lien avec le secteur privé et la mise en immersion en entreprise du corps enseignants
Gouvernance	Sensibiliser la communauté éducative sur l'importance de la carte scolaire	DSPTS	Moyen terme	X		Une Application du Système d'Information Géographique (SIG) de la carte scolaire mis en place et de plus en plus les sessions locales de la carte scolaire sont médiatisées
Gouvernance	Veiller à la disponibilité de données fiables et désagrégées au niveau des DRENETFP	DSPTS	Moyen terme	X		Dans les publications de la DSPTS (portail internet, statistiques de poches, annuaires), les indicateurs sont désagrégés par région
Gouvernance	Veiller à l'appropriation par tous les responsables régionaux, départementaux et locaux du contenu du PSE 2016-2025	DRENETFP	Court terme	X		Plusieurs présentations dans le cadre d'ateliers divers regroupant les acteurs locaux
Gouvernance	Mettre en place un système de gestion intégré de l'enseignement supérieur	DP	Moyen terme		X	ce système sera mis en place dans le cadre du Projet Appui au Développement de l'Enseignement Supérieur financé par la Bm, Il débute en 2019 avec une étude de faisabilité
Qualité	Réaliser des enquêtes régulières sur l'insertion des diplômés de l'enseignement supérieur	MESRS-DSUP	Court terme		X	Dans le cadre du PADES, le suivi des diplômés de l'ES est prévu
Qualité	Élargir les champs métiers des filières scientifiques	MESRS-DSUP	Moyen terme		X	
Qualité	Accélérer la transition vers le système LMD	MESRS-DSUP	Court terme	X		une étude bilan est en cours de réalisation
Qualité	Renforcer les capacités des enseignants	DARH	Court terme		X	
Gouvernance	Formaliser les activités de recherche entre partenaires	MESRS-DGRI	Moyen terme		X	
Gouvernance	Inciter les structures de recherche à soumettre des projets d'investissement public	MESRS-DGRI	Court terme	X		les centres: CRE, CRO, LAMTO-GEOPHYSIQUE, IPCI ont présenté des projets au PIP
Qualité	Vulgariser les résultats de la recherche	MESRS-DPVRIT	Court terme	X		semaine de promotion de la recherche et de l'innovation (SEPRI)

Volet	Recommandations	Respon- sable	Échéance	Statut de mise en œuvre		Commentaires
				Réalisée	Non Réalisée	
Qualité	Encourager les structures à créer des activités de recherche génératrices de ressources propres	MESRS-DPVRIT	Court terme		X	
Gouvernance	Accélérer le processus du projet de loi portant orientation de la recherche	MESRS-Cabinet	Moyen terme		X	Avant-Projet de loi élaboré
Gouvernance	Rendre opérationnel le FONSTI (Fonds National pour la Science, la Technologie et l'Innovation)	MESRS-Cabinet	Moyen terme	X		le Gouvernement a inscrit 3 milliards FCFA sur le budget de l'État pour les FONSTI
Accès	Multiplier l'organisation des fora de recherche et l'innovation technologique	MESRS-DPVRIT	Court terme		X	
Gouvernance	Rechercher des financements innovants exploitant le partenariat avec le secteur privé	MESRS-DGRI	Court terme		X	
Gouvernance	Mettre en place une concertation urgente entre les acteurs publics et privés pour trouver une solution au mécanisme de financement des instances de la réforme	MESRS-Cabinet	Court terme		X	
Gouvernance	Réfléchir à une réallocation des ressources en fonction des aiguillages des flux de l'enseignement général vers l'ETFP	DAAF	Moyen terme		X	
Gouvernance	Renforcer les capacités opérationnelles de la Direction de la Planification du MESRS en matière de production de données statistiques	MESRS-Cabinet	Court terme	X		Appui de l'UNICEF, une collecte de données a permis de renseigner l'ensemble des indicateurs de résultats du sous-secteur
Qualité	Mener une réflexion sur la nécessaire adéquation entre emploi, méthode de travail et mise en pratique des savoirs en entreprise pour faciliter l'accès à l'emploi de la jeunesse ivoirienne	MESRS-DSUP	Moyen terme		X	
Gouvernance	Se conformer à la carte scolaire	UVICOCI ARDCI	Court terme		X	
Accès	Susciter l'ouverture de 2 classes passerelles par an par les collectivités	DAF DAENF	Moyen terme		X	
Gouvernance	Présider les Assemblées Générales des Comités de Gestion (COGES) dans les	UVICOCI	Court terme		X	

Volet	Recommandations	Respon- sable	Échéance	Statut de mise en œuvre		Commentaires
				Réalisée	Non Réalisée	
	établissements primaires (Mairie) et secondaires (Conseil Régional ou District) afin de s'imprégner des réalités des établissements et d'agir en conséquence	ARDCI				
Gouvernance	Établir une collaboration étroite avec les responsables régionaux, départementaux et locaux des ministères en charge du secteur Éducation/Formation	MENETFP Cabinet	Moyen terme		X	
Gouvernance	Contribuer et faciliter la fourniture d'électricité et d'eau dans les établissements scolaires de leurs zones respectives	ARDCI		X		Les questions d'électrification et d'adduction en eau potable dépendent de la Direction Générale du Patrimoine de l'État (DGPE) qui dépend du Ministère des infrastructures
Organisation et relation avec la Task Force	Élargir le GLPE aux PTF des secteurs de la jeunesse et de l'emploi	Chef de file	Moyen terme	X		Le GLPE est élargie effectivement au secteur emploi
	Renforcer le dialogue sectoriel via le GLPE	Chef de file	Court terme	X		Les rencontres mensuelles du GLPE et les groupes de travail fonctionnels
	Communiquer les données désagrégées annuelles/triennales, par région, des indicateurs d'activités du PSE 2016-2025 à la Task Force Éducation/Formation	PTF	Court terme		X	Le prochain PATB 2020-2022 compte prendre en compte cette dimension
Actions menées par certains PTF	Poursuivre le soutien financier apporté à la politique d'implantation des collèges de proximité et d'implication des communautés dans sa mise en œuvre	AFD	Court terme	X		L'implantation des collèges de proximité est prise en compte par le 2ème C2D et le prêt souverain, de même que le programme Compact du MCC
		MCC				
		Bm				
	Poursuivre le soutien apporté aux élèves à travers la fourniture d'aliments aux cantines ;	PAM	Court terme	X		le programme McGovern-Dole d'une valeur de 18,6 milliards se poursuit
Encourager et soutenir des actions de suivi citoyen tout au long de la mise en œuvre du PSE 2016-2025	RIP EPT	Court terme	X		Le RIP EPT a organisé son suivi citoyen de janvier à juin 2018	

Volet	Recommandations	Respon- sable	Échéance	Statut de mise en œuvre		Commentaires
				Réalisée	Non Réalisée	
	Renseigner et remplir la matrice pour les activités menées chaque année afin de pouvoir établir l'état d'avancement des activités planifiées, des financements, des performances au regard des objectifs cibles et des résultats attendus	Chef de file	Court terme	X		les différentes Matrices de suivi de la mise en œuvre des activités ont été renseignées par les PTF
TOTAL				31	33	

V.2. Recommandations pour la suite de la mise en œuvre du PSE

Sous-secteur/ Domaine	Constats	Recommandations
Préscolaire	Taux de préscolarisation faible, notamment en milieu rural	Accroître les ressources dédiées à l'implantation des structures préscolaires
	Non disponibilité d'un programme d'éducation parentale	Assurer la synergie intersectorielle dans la prise en charge des enfants
Primaire et alphabétisation	Retards dans la distribution des kits scolaire	Prévoir les ressources suffisantes pour le contrôle et le suivi afin que la distribution des kits soit diligente et complète
	Insuffisance de Manuels scolaires dans les disciplines clés (lecture, Mathématiques)	Restaurer le système de prêt/location récemment connu au primaire à l'instar du projet BONAMAS au secondaire
	Dégradation de l'environnement des écoles	-Évaluer le projet d'implantation des normes des écoles amies des enfants et envisager le passage à échelle. - renforcer la collecte de données sur les violences en milieu scolaire par des données sur la prise en charge des victimes. -Actualiser l'étude sur le bien-être et la sécurité des enfants dans les écoles de Côte d'Ivoire
	La couverture des écoles en cantines scolaires ne satisfait pas les besoins des élèves en alimentation	Renforcer la participation des communautés au travers du programme de pérennisation des cantines en mettant l'accent sur la mobilisation des communautés et l'engagement des parents des élèves
	Baisse du nombre de centres d'alphabétisation fonctionnels	Soutenir les initiatives communautaires qui sont plus pérennes
	De fortes disparités entre les régions	Prendre des mesures d'amélioration de l'accès, de la couverture et de la rétention des élèves pour les régions en retard et en particulier pour la région du Folon

Sous-secteur/ Domaine	Constats	Recommandations
<i>Premier et second cycle du Secondaire</i>	Proportion des élèves affectées au privé encore relativement élevée	<i>Accélérer les programmes de constructions de collèges publics particulièrement les collèges de proximité</i>
	Faible proportion de collège en zone rurale disposant de cantines	<i>Vulgariser les expériences des collèges pour lesquels les cantines fonctionnent</i>
	Les groupes pédagogiques ont des effectifs pléthoriques	<i>Scinder les groupes pédagogiques en appliquant les mesures d'optimisation des salles de classes et des enseignants</i>
	Transition vers le lycée général reste élevée	<i>Appliquer les mesures de régulation des flux</i>
	Faible proportion d'élèves dans les séries scientifiques C	<i>Mettre en place des mesures d'incitation des élèves à s'orienter vers la série</i>
ETFP	Transition vers le lycée technique reste faible	<i>Mettre en place des mesures d'incitation des élèves à s'orienter vers les filières techniques et professionnelles</i>
	L'accès à l'ETFP reste faible	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Accélérer la mise en œuvre des projets de construction des quinze (15) établissements de formation professionnelle</i> - <i>Mettre en place un programme de réhabilitation des vingt-six (26) établissements existants restants</i> - <i>Généraliser les classes PREPA-CAP dans tout le dispositif, après l'évaluation l'expérience pilote.</i>
	Faible présence des filles dans les filières industrielles	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mettre en place une politique d'accompagnement des jeunes filles dans les filières industrielles à travers l'octroi de bourses, de kits scolaires.</i> - <i>Systématiser les internats dans les établissements offrant des formations dans le secteur industriel en priorisant les filles.</i>
	Faible insertion des diplômés dans le tissu économique	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mobiliser des ressources pour la révision et l'adaptation des programmes de formation existants.</i> - <i>Renouveler les plateaux techniques des structures de formation.</i> - <i>Poursuivre et accentuer les partenariats signés avec toutes les structures étatiques ou privées chargées de l'insertion des jeunes.</i>
	Insuffisance de renforcement de capacité des personnels de l'ETFP	<i>Mettre en place un programme de renforcement de capacité des personnels de l'ETFP tout en accordant une place de choix à l'immersion.</i>
MESRS	Faible proportion d'enseignants chercheurs de filières scientifiques parmi les recrutés	<i>Accorder davantage de postes budgétaires pour le recrutement d'enseignants des filières scientifiques</i>
	Existence de structures qui font des formations doctorales sans cadre formel	<i>Formaliser la création des écoles doctorales</i>
Cadre institutionnel	Révision de la loi sur l'Enseignement : le MESRS et l'ETFP ont soumis des avant-projets de loi à leurs sous-secteurs au Secrétariat Général du Gouvernement	<i>Élargir le champ de l'avant-projet de loi aux autres types de formation (formels et non formels)</i>

ANNEXE I : MATRICE DE SUIVI DES INDICATEURS DE RESULTATS (MASIR)

Annexe 1.1 : Résultat stratégique

MATRICE DE SUIVI DES INDICATEURS DE RESULTATS (MASIR) 2018

Résultat Stratégique

Théorie du Changement : (i) Si les enfants accèdent à des services d'éducation préscolaire de qualité, (ii) si les enfants (filles et garçons) de 6 à 11 ans et les personnes de 10 ans et plus (y compris les femmes) non alphabétisées ou hors du système éducatif, accèdent respectivement à une éducation de qualité et achèvent le cycle primaire et accèdent à des prestations d'alphabétisation ou d'éducation non formelle de qualité, (iii) si les élèves de 12 à 15 ans accèdent à une éducation de qualité et achèvent le premier cycle du secondaire général, (iv) si les élèves de 16 à 18 ans accèdent à une éducation secondaire générale de qualité, (v) si les personnes de plus de 12 ans accèdent à un enseignement technique et une formation professionnelle de qualité, (vi) si les étudiants accèdent à un enseignement supérieur de qualité qui assure leur insertion professionnelle, (vii) si les résultats de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique sont valorisés et contribuent au développement social et économique de la Côte d'Ivoire, (viii) si le cadre institutionnel et organisationnel assure un système de gouvernance, de gestion, de planification et de suivi-évaluation qui soutient la qualité des services, l'efficacité interne et externe des interventions et l'efficience dans la gestion des ressources du secteur Éducation/Formation, alors la Côte d'Ivoire disposera de ressources humaines de qualité et productives.

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)		Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B)	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre- performances	Recommandations /Propositions
		2016	2017	2018	2018	Numérateur	Dénominateur				
Résultat Stratégique Sectoriel :	La Côte d'Ivoire dispose de ressources humaines de qualité et productives.										
RS1	Proportion d'enfants de moins de 5 ans dont le développement est en bonne voie en matière de santé, d'apprentissage et de bien-être psychosocial	62,0	64,2	66,4	62,8	5 290	8 424	18%	Pas du tout en bonne voie	Données non actualisées (sources MICS 2016, Page 118 Tableau CD.)	
RS2	Taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans)	52%	55%	57%	55,1%	5 100	9 261	58%	Partiellement en bonne voie	Données non actualisées (sources MICS 2016, Page 120-121 Tableau ED.1)	
RS3	Taux de réussite au CEPE		81%	84%	83,6%	427 877	512 016	100%	Très bonne voie		

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)		Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre- performances	Recommandations /Propositions
			2016	2017	2018	2018	Numérateur				
RS4	Écart entre les taux de réussite des deux régions extrêmes au CEPE		0,43	0,41	0,33	93%	60%	101%	Cible dépassée	boundiali contre bouna	
RS5	Taux de réussite au BEPC		60,08 %	60,14 %	60,12 %	226 619	376 919	73%	Bonne voie		
RS6	Écart entre les taux de réussite des deux régions extrêmes au BEPC		43%	40%	0,52	80%	28%	-100%	En régression	abidjan3 contre issia	
RS7	Taux de réussite au BAC (General)		45%	46%	46,1%	112 297	243 633	100%	Cible dépassée		
RS8	Écart entre les taux de réussite des deux régions extrêmes au BAC		0,27	0,26	0,35	58%	23%	-100%	En régression	abidjan 4 contre soubré	
RS9	Pourcentage d'élèves du cours élémentaire 1 ayant atteint le « seuil suffisant » de maîtrise en mathématiques		19%	22%	19,0%	499	2 624	-12%	En régression		
RS10	Pourcentage d'élèves du cours élémentaire 1 ayant atteint le « seuil suffisant » de maîtrise en lecture		23%	25%	23,0%	604	2 624	17%	Pas du tout en bonne voie		
RS11	Pourcentage d'élèves du cours Moyen 2 ayant atteint le « seuil suffisant » de maîtrise en mathématiques		26,9%	30%	26,9%	807	3 000	0%	Non atteinte		
RS12	Pourcentage d'élèves du cours Moyen 2 ayant atteint le « seuil suffisant » de maîtrise en français		48,0%	50%	48,0%	1 440	3 000	0%	Non atteinte	Données non actualisées (sources PASEC2014)	
RS13	Écart entre régions extrêmes pour le seuil minimum du cours élémentaire 1 en mathématiques		21,00	19,26	21	26,0%	47,0%	0%	Non atteinte		

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)		Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B)	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre- performances	Recommandations /Propositions
		2016	2017	2018	2018	Numérateur	Dénominateur				
RS14	Écart entre régions extrêmes pour le seuil minimum du cours élémentaire 1 en français		26,00	23,84	26	33,0%	59,0%	0%	Non atteinte		
RS15	Écart entre sexe pour le seuil minimum du cours élémentaire 1 en mathématiques		2,40	2,20	2,40	31,0%	33,4%	0%	Non atteinte		
RS16	Écart entre sexe pour le seuil minimum du cours élémentaire en français		0,10	0,09	0,10	38,9%	39,0%	0%	Non atteinte		
RS17	Taux de réussite au BEP		73%	73%	77,6%	399	514	101%	Cible dépassée		
RS18	Taux de réussite au BP		41%	42%	97,2%	104	107	101%	Cible dépassée		
RS19	Taux de réussite au BT		86%	86%	88,8%	6 377	7 179	101%	Cible dépassée		
RS20	Taux de réussite au CAP		85%	85%	88,5%	5 036	5 689	101%	Cible dépassée		
RS21	Taux de réussite au CQP		75%	75%				0%	Non atteinte	Dans le cadre de la réforme de l'ETFP, le Certificat de Qualification Professionnelle est en suppression	
RS22	Taux de réussite au BAC (Technique)		80%	80%	64,7%	18 424	28 459	-100%	En régression		
RS23	Taux de réussite au BTS		71%	71%	56,8%	25 027	44 069	-100%	En régression		
RS24	Esperance de vie scolaire (éducation de base)		7,79	8,37	7,73			-11%	En régression	La proportion de redoublants au secondaire 1 passe de 12,14% à 18,50%	

Annexe 1.2 : Enseignement Préscolaire

Théorie du Changement : (i) Si la mobilisation des ressources attendues dans le cadre du Plan Décennal est effective, (ii) si les communautés adhèrent à la politique de mise en place et de fonctionnement des centres communautaires préscolaires et si elles comprennent l'apport de la préscolarisation dans le développement du jeune enfant, (iii) si des mesures sont prises pour éviter les grèves des enseignants ou pour limiter leurs effets, (iv) si les enfants d'âge préscolaire disposent d'une offre adéquate en matière d'éducation et (v) si les enfants, et en particulier ceux à besoins spécifiques, bénéficient d'un environnement protecteur au niveau scolaire, familial et communautaire favorable à la demande de services d'éducation préscolaire, alors ceux-ci accéderont à des services d'éducation préscolaire de qualité et auront plus de chance de se maintenir dans le système éducatif jusqu'au moins à la fin du premier cycle secondaire, conformément à la politique de la scolarisation obligatoire.

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)		Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandations/ Propositions	
			2016	2017	2018	2017	2018					Numérateur
Effet 1:	Les enfants d'âge préscolaire accèdent à des services d'éducation préscolaire de qualité											
E1.1	Taux brut de préscolarisation	8,20%	10,4%	12,40%	8,80%	9,00%	2 001 956	180 176	4%	Pas du tout en bonne voie	Mise en place des dispositions institutionnelles et opérationnelles en cours	Accélérer les procédures et la mobilisation des ressources
E1.3	Proportion de structures fournissant des services intégrés d'éducation préscolaires conformes aux normes nationales	70,20%	71,20%	72,20%	72,00%	73,36%	2 079	2 834	101%	Cible dépassée	La plupart des structures appliquent le programme officiel et offrent des commodités requises d'apprentissage	Finaliser la définition des normes du préscolaire
E1.4	Proportion d'enfants du milieu rural parmi les enfants inscrits dans les structures d'enseignement préscolaire		22,00%	22,44%	22,00%	23,00%	41 440	180 176	101%	Cible dépassée	Avènement des classes pré-primaire et ouverture de quelques classes communautaires	Poursuivre la sensibilisation
E1.5	Indice de parité entre les sexes dans le préscolaire	1,07	1,062	1,054	1,083	1,080	9,40%	8,70%	-2%	En régression	Les garçons sont préscolarisés au même titre que les filles	Poursuivre la sensibilisation pour atteindre l'égalité
Produit 1.1	: Les enfants d'âge préscolaire disposent d'une offre adéquate en matière d'éducation											
P1.1.1	Nombre de classes préscolaires fonctionnelles	4 657	4 862	5 972	5 892	6 421			101%	Cible dépassée	Avènement des classes pré-primaire et ouverture de quelques classes communautaires	Renforcer l'ouverture des classes pré-primaire et la promotion de l'offre communautaire de préscolarisation

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandations/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
P1.1.2	Disponibilité du programme harmonisé de formation pour l'encadrement de la petite enfance des CAFOP et de l'INFS	NON	NON	NON	NON	NON			NA	Cible dépassée	Un module de prise en charge du jeune enfant intégré dans le programme de formation des CAFOP dans le cadre de la réforme de la formation initiale	Créer un cadre de concertation entre les parties prenantes de la préscolarisation
P1.1.3	Proportion d'enfants des centres communautaires bénéficiant de kits	0%	0%	0%	64%	100%	899,00	899,00	101%	Cible dépassée	Les centres préscolaires communautaires fonctionnels sont tous appuyés par l'UNICEF et les enfants bénéficient de Kits	
P1.1.4	Nombre d'enseignants du préscolaire recrutés		375	358	752	250			70%	Bonne voie	Efforts supplémentaires de l'État pour doter les nouvelles créations d'établissements en personnel enseignant	Promouvoir l'approche communautaire
P1.1.5	Ratio élèves/encadreur qualifié dans le public	25	24	24	24	21	129 661	6 116	101%	Cible dépassée	Efforts supplémentaires de l'État pour doter les nouvelles créations d'établissements en personnel enseignant	Mettre en place et soutenir la formation des enseignants des structures communautaires
Produit 1.2 :	Les enfants d'âge préscolaire disposent d'un environnement protecteur au niveau scolaire, familial et communautaire favorable à la demande de services d'éducation préscolaire											
P1.2.1	Programme d'éducation parentale est élaboré et mis en œuvre	NON	NON	NON	NON	NON			NA		le programme d'éducation parentale est pris en compte par le Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN), sur la période 2016-2020	Veiller à la prise en compte du volet scolarisation de l'enfant par le programme de l'éducation parentale
P1.2.2	Proportion d'écoles préscolaires bénéficiant des services intégrés de santé, de nutrition et de protection	0%	0%	0,00%	0,00%	0,00%	-	6 421	NA		PMNDPE est à sa phase d'activités préparatoires, il n'est pas encore déployé dans les écoles	Assurer la synergie intersectorielle dans la prise en charge des enfants du préscolaire
P1.2.3	Proportion d'écoles ayant les commodités requises (électricité, clôture, point d'eau lave-main et latrines séparées fonctionnelles)	27%	32%	58,69%	57,00%	35,18%	997	2 834	26%	Non en bonne voie	La non disponibilité d'une des variables (électricité) serait à la base de cette contre-performance	Avec l'approche communautaire la variable électricité n'est plus pertinente sauf à isoler des autres commodités

Annexe 1.3 : Enseignement Primaire et Alphabétisation

Théorie du Changement : (i) Si la mobilisation des ressources attendues dans le cadre du plan décennal est effective, (ii) si les parents d'élèves adhèrent à la politique de l'école obligatoire et à la stratégie des classes passerelles, (iii) si des mesures sont prises pour éviter les grèves des enseignants et des animateurs d'alphabétisation ou pour limiter leurs effets, (iv) si les enfants en âge d'aller au primaire disposent d'une offre adéquate en matière d'éducation et s'ils bénéficient d'un environnement scolaire, familiale et communautaire favorable à la demande de services d'éducation, (v) si les politiques de protections sociale des familles démunies accordent une priorité à l'éducation, (vi) si des mesures sont prises pour l'abolition de tous les frais non légaux supportés par les familles pour l'éducation primaire de leurs enfants, (vii) si les mesures sont prises pour prévenir les risques de violences, conflits, et catastrophes naturelles affectant les élèves, (viii) si les personnes de 10 ans et plus non alphabétisées ou hors du système éducatif disposent d'une offre adéquate d'alphabétisation ou d'éducation non formelle, **alors** les enfants de 6 à 11 ans accèderont à une éducation de qualité et achèveront le cycle primaire, et les personnes de 10 ans et plus non alphabétisées ou hors du système éducatif accèderont à des prestations d'alphabétisation ou d'éducation non formelle de qualité.

Effets / Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)				Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandation s/ Propositions
			2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
Effet 2 :	Les enfants (filles et garçons) de 6 à 11 ans et les personnes de 10 ans et plus (y compris les femmes) non alphabétisées ou hors du système éducatif, accèdent respectivement à une éducation de qualité et achèvent le cycle primaire et accèdent à des prestations d'alphabétisation ou d'éducation non formelle de qualité												
E2.1	Taux brut d'admission au CP1	113,34%	113,00%	112,00%	109,00%	100,40%	704 732	701 350	101%	Cible dépassée	Mesure autorisant l'inscription au CP1 des enfants sans extrait de naissance et des enfants de plus de 6 ans. Entrée précoce des enfants au CP1		
E2.2	Taux net d'admission au CP1	69,80%	70,00%	70,00%	72,00%	72,10%	505 673	701 350	101%	Cible dépassée			
E2.3	Taux d'achèvement du primaire	69,10%	71,00%	77,00%	77,00%	77,70%	46 916	593 343	101%	Cible dépassée	Mesure de la barre d'admission à l'entrée en sixième		
E2.4	Taux brut de scolarisation	101,30%	105,80%	114,60%	105,00%	100,60%	3 900 222	3 876 843	-5%	En régression			
E2.5	Taux net de scolarisation	87,80%	88,80%	89,80%	91,00%	91,06%	3 530 253	3 876 843	101%	Cible dépassée			
E.2.8	Nombre d'enfants de 10 à 13 ans hors du système éducatif inscrits dans les classes passerelles		8 722	5 486	4 762	5 318			97%	Très bonne voie			

Effets / Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)				Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B)	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandation s/ Propositions
			2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
E2.9	Proportion des enfants issus des classes passerelles intégrés dans le système éducatif formel	100%	100%	84%	82%	88%	4 681	5 318	75%	Bonne voie			
E2.10	Proportion d'élèves inscrits dans les écoles communautaires	2,30%	1,80%	1,40%	2,10%	2,0%	79 653	3 900 222	29%	Non en bonne voie			
E2.11	Nombre d'heures moyen de cours perdus du fait des grèves	43	40	37	90	56	58542	1044	-100%	En régression			
E2.12	Proportion des élèves sans extrait de naissance	29,60%	28,60%	27,60%	30,90%	27,7%	1 080 240	3 900 222	95%	Très bonne voie			
E2.13	Proportion des élèves du primaire se sentant en insécurité en milieu scolaire	9,50%	9,10%	8,60%	9,40%	9,40%	317 000	3 370 558	11%	Pas du tout en bonne voie		Données non actualisées	
E2.14	Proportion des élèves du primaire victimes de violences physiques exercées par les enseignants	63,00%	57,20%	51,40%	63,00%	63,00%	2 123 452	3 370 558	0%	Non atteinte		Données non actualisées	
E2.15	Proportion des élèves du primaire victimes de violences sexuelles exercées par les enseignants	2,80%	2,50%	2,20%	2,80%	2,80%	94 376	3 370 558	0%	Non atteinte		Données non actualisées	
E2.16	Indice de parité entre les sexes au primaire	0,95	0,96	0,96	0,97	0,987	99,9%	101,2%	101%	Cible dépassée			
E2.17	Écart entre régions extrêmes du Taux brut d'admission au CP1		68,20	62,54	62,60	72,60	62	134	101%	Cible dépassée			
E2.18	Écart entre sexe du Taux brut d'admission au CP1		1,03	0,98	0,70	1,03	99,90	100,93	-100%	En régression			
E2.19	Proportion d'élèves parcourant plus de 3km pour se rendre à l'école		5,50%	5,23%	9,75%	9,14%	356 642	3 900 222	-100%	En régression			
Produit 2.1 :	Les enfants en âge d'aller au primaire disposent d'une offre adéquate en matière d'éducation												
P2.1.1	Nombre de salles de classe fonctionnelles	6 866	72 034	75 408	68 810	73 170			97%	Très bonne voie			
P2.1.2	Proportion de salles de classe fonctionnelles	65%	68%	71%	92%	95%	73 170	77 261	101%	Cible dépassée			
P2.1.3	Nombre d'enseignants recrutés	6 000	7 116	6 102	6 844	7 000			101%	Cible dépassée			
P2.1.4	Ratio livre de Français/élève	0,9	1,0	0,55	0,50	0,38	1 226 075	3 255 797	-100%	En régression			

Effets / Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandation s/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
P2.1.5	Ratio livre de Mathématiques/élève	0,9	1,0	0,54	0,49	0,38	1 231 082	3 255 797	-100%	En régression		
P2.1.6	Nombre d'écoles islamiques intégrées dans le système formel	427	427	477	427	244			-100%	En régression		
P2.1.7	Ratio élèves/maître (REM)	43,6	43,3	42,7	42,43	42,6	3 255 797	76 375	101%	Cible dépassée		
P2.1.8	Part de l'enseignement primaire dans les dépenses courantes d'éducation (%)		49,8%	49,3%	49,8%	48,3%	91 804 016 125	190 160 186 076	98%	Très bonne voie		
P2.1.9	Proportion d'écoles équipées/ aménagées pour l'accueil des enfants à besoin spécifique		3,2%	3,5%	3,2%	3,1%	426	13 784	87%	Très bonne voie		
Produit 2.2 :	Les enfants en âge d'aller au primaire disposent d'un environnement scolaire, familial et communautaire favorable à la demande de services d'éducation.											
P2.2.1	Proportion d'écoles disposant d'une cantine fonctionnelle	41%	44%	47%	45%	41%	5 616	13 784	-4%	En régression		
P2.2.2	Proportion d'écoles ayant les commodités requises (électricité, clôture, point d'eau, lavemain et latrines séparées fonctionnelles)	15%	20%	25%	16%	4%	578	13 784	-100%	En régression	403 nouvelles ouvertures d'écoles dans le public qui n'intègrent pas systématiquement les commodités et des commodités qui cessent de fonctionner	Faire des efforts d'amélioration de l'environnement des apprentissage
P2.2.3	Proportion d'écoles disposant d'une salle multimédia	0,95%	1,40%	1,80%	1,10%	16,19%	2 232	13 784	101%	Cible dépassée		
P2.2.4	Proportion d'écoles disposant de mécanisme de résolution des conflits	3%	4%	5%	3%	3,33%	543	13 784	17%	Pas du tout en bonne voie		Données non actualisées
P2.2.5	Proportion d'élèves du public bénéficiant d'un kit scolaire	100%	100%	100%	86%	97,0%	3 159 004	3 255 797	76%	Bonne voie		
P2.2.6	Proportion d'écoles disposant de cellule d'alerte précoce	2%	2%	3%	1%	1%	140	13 784	-98%	En régression		
P2.2.7	Proportion d'écoles disposant de mécanisme de lutte contre les violences en milieu scolaire	0	0	10%	3%	27%	3 670	13 784	101%	Cible dépassée	3670 clubs de paix ont fonctionné en 2018	

Effets / Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandations / Propositions
			2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur				
Produit 2.3 :	Les personnes de 10 ans et plus non alphabétisées ou hors du système éducatif disposent d'une offre adéquate d'alphabétisation ou d'éducation non formelle											
P2.3.1	Nombre d'animateurs d'alphabétisation formés à l'exécution des programmes nationaux d'alphabétisation	996	1 130	1 330	713	713			-85%	En régression		
P2.3.2	Nombre de centres d'alphabétisation fonctionnels	2 828	2 962	3 162	3 273	2 275			-100%	En régression		
P2.3.3	Proportion d'IEPP disposant d'au moins un centre d'alphabétisation	90,90%	92%	93%	100%	90%	188	210	-66%	En régression	Création de nouvel IEP	
P2.3.4	Nombre de classes passerelles ouvertes	335	335	183	300	179			-100%	En régression		
P2.3.5	Nombre d'apprenants des centres d'alphabétisation		59 111	60 293		59 111			-98%	En régression		

Annexe 1.4 : Enseignement Secondaire Premier Cycle

Théorie du Changement : (i) Si la mobilisation des ressources attendues dans le cadre du plan décennal est effective, (ii) si les parents d'élèves adhèrent à la politique de l'école obligatoire, (iii) si les élèves du premier cycle du secondaire disposent d'une offre d'éducation adéquate, (iv) s'ils bénéficient d'un environnement scolaire, familial et communautaire favorable à la demande de services d'éducation, alors les élèves de 12 à 15 ans accéderont à une éducation de qualité et achèveront le cycle 1 du secondaire.

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandati ons /Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
Effet 3 :	Les élèves de 12 à 15 ans accèdent à une éducation de qualité et achèvent le cycle 1 du secondaire											
E3.1	Taux de transition CM2-6ème	83%	84%	85%	83%	84%	359 781	481 265	55%	Partiellement en bonne voie		
E3.2	Taux d'achèvement du premier cycle secondaire	41,50%	45%	48%	49%	54,6%	523 768	881 764	101%	Cible dépassée		
E3.3	Proportion de redoublants au premier cycle du secondaire	13%	13%	13%	11%	11,5%	168 006	1 455 909	101%	Cible dépassée		
E3.4	Taux brut de scolarisation au premier cycle du secondaire	58%	61%	64%	64%	67%	1 455 909	2 176 247	101%	Cible dépassée		
E3.5	Taux transversal de survie au collège (taux de rétention)	67%	68%	70%	70%	63%	227 414	359 781	-100%	En régression		
E3.8	Proportion des élèves du secondaire se sentant en insécurité en milieu scolaire	21,00%	20,50%	20,00%		NA			NA		La prochaine étude sur le bien-être et la sécurité en milieu scolaire est prévue en 2019	
E3.9	Proportion des élèves du secondaire victimes de violences physiques exercées par les enseignants	26,00%	20,20%	14,40%		NA			NA			
E3.10	Proportion des élèves du secondaire victimes de violences sexuelles exercées par les enseignants	15,90%	14,00%	13,70%		NA			NA			
E3.11	Indice de parité entre les sexes au premier cycle du secondaire	0,78	0,8	0,83	0,81	0,86	61,4%	71,5%	101%	Cible dépassée		

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandati ons /Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
E3.12	Proportion d'élèves du privé au premier cycle du secondaire		48,00%	46,92%	48,19%	47,73%	694 903	1 455 909	25%	Non en bonne voie		
E3.13	Écart entre régions extrêmes du Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire		38,24	35,26	52,10	59,00	20,8%	79,8%	-100%	En régression		
E3.14	Écart entre régions extrêmes du Taux brut de scolarisation au premier cycle du secondaire		65,40	61,50	65,90	75,90	23,7%	99,6%	-100%	En régression		
Produit 3.1 :	Les élèves du premier cycle du secondaire disposent d'une offre d'éducation adéquate											
P3.1.1	Diffusion de programmes éducatifs intégrant le socle commun de connaissances, de compétences et de culture	NON	NON	NON	NON	NON			NA		Dans le cadre de la réforme du collège, un groupe de travail sur le socle commun de compétence travaille avec l'appui du CIEP	
P3.1.2	Nombre d'heures de service effectif hebdomadaire moyen des enseignants de collège	15,6	16,1	16,6	17,9	16,63			100%	Cible Atteinte		
P3.1.3	Nombre de salles de classe fonctionnelles	6 869	7 449	8 030	7 229	8283			101%	Cible dépassée		
P3.1.4	Proportion de salles de classe fonctionnelles	81%	82%	84%	98%	84%	8 283	9 818	101%	Cible dépassée		
P3.1.5	Proportion d'élèves affectés en 6ème dans les collèges privés	43%	43%	43%	40%	38%	156 624	414 017	101%	Cible dépassée		
P3.1.6	Nombre de professeurs de collèges recrutés	750	750	750,01	10,86	1590			101%	Cible dépassée		

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandati ons /Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
P3.1.7	Ratio élèves /groupe pédagogique	70	67	66	59	75	761 006	10 195	-100%	En régression		
P3.1.8	Taux d'utilisation des SDC (Nombre de GP/salle de classe)	1,2	1,4	1,81	1,80	1,2	10 195	8 283,00	5%	Pas du tout en bonne voie		
Produit 3.2 :	Les élèves du premier cycle du secondaire bénéficient d'un environnement scolaire, familial et communautaire favorable à la demande de services d'éducation.											
P3.2.1	Proportion de collèges en zones rurales disposant de cantine	0,02%	1%	2%	2%	6%	7	119	101%	Cible dépassée	-COLLEGE MUNICIPAL SATAMA SOKORO -LYCEE MODERNE DE SONGON -COLLEGE MODERNE KPOUEBO -COLLEGE MODERNE DE ABONGOUA -COLLEGE MODERNE OUAMELHORO -COLLEGE MODERNE DE SOLIGNOUGO -COLLEGE MODERNE TIENY-SIABLY	
P3.2.2	Proportion de collèges ayant les commodités requises (électricité, point d'eau, clôture, latrines fonctionnelles)	43,40%	43,40%	44,40%	30,81%	33%	159	489	-100%	En régression		
P3.2.3	Proportion de collèges publics disposant d'une salle multimédia	28%	29%	30%	20%	19%	93	489	-100%	En régression		
P3.2.4	Proportion de collèges disposant de mécanismes de résolution des conflits	14%	16%	18%	8%	31%	154	489	101%	Cible dépassée	154 clubs de paix ont fonctionné dans les collèges publics	
P3.2.5	Proportion de collèges disposant de mécanisme de lutte contre les violences en milieu scolaire	0%	0%	1%	0%	5%	24	489	101%	Cible dépassée	24 clubs citoyenneté	

Annexe 1.5 : Enseignement Secondaire Second Cycle

Théorie du Changement : (i) Si la mobilisation des ressources attendues dans le cadre du plan décennal est effective, (ii) si les parents sont davantage conscients des effets induits de l'éducation sur le développement personnel, communautaire et national, (iii) si des mesures sont prises pour éviter les grèves des enseignants et des élèves ou pour limiter leurs effets, (iv) si les élèves du secondaire second cycle disposent d'une offre d'éducation adéquate et bénéficient d'un environnement scolaire, familial et communautaire favorable à la demande de services d'éducation, alors les élèves de 16 à 18 ans accèderont à une éducation secondaire générale de qualité.

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandations/ Propositions
			2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur				
Effet 4 :	Les élèves de 16 à 18 ans accèdent à une éducation secondaire générale de qualité											
E4.1	Taux de transition 3ème /2nde générale	47,99%	45,70%	43,40%	46,41%	55,62%	189 622	340 910	-100%	En régression		
E4.2	Taux d'achèvement du second cycle général	22,10%	22,90%	23,70%	23,30%	27,70%	142 207	513 384	101%	Cible dépassée		
E4.3	Taux transversal de survie au lycée général (taux de rétention)	91%	91%	92%	74,33%	84%	142 207	168 832	-100%	En régression		
E4.4	Proportion de redoublant au lycée général	39%	37%	34%	15%	13%	61 739	467 854	101%	Cible dépassée		
E4.7	Proportion d'élèves dans les séries scientifiques C	19,60%	20,60%	21,70%	17,00%	20,40%	95 449	467 854	38%	Non en bonne voie		
E4.8	Proportion des élèves du secondaire se sentant en insécurité en milieu scolaire	21,00%	20,50%	20,00%		NA			NA		La prochaine étude sur le bien-être et la sécurité en milieu scolaire est prévue en 2019	
E4.9	Proportion des élèves du secondaire victimes de violences physiques exercées par les enseignants	26,00%	20,20%	14,40%		NA			NA			
E4.10	Proportion des élèves du secondaire victimes de violences sexuelles exercées par les enseignants	15,90%	14,00%	13,70%		NA			NA			

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)				Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandations/ Propositions
			2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
E4.11	Indice de parité entre les sexes au second cycle du secondaire	0,71	0,74	0,77	0,72	0,773	30,3	39,2	101%	Cible dépassée			
E4.12	Proportion d'élèves du privé au second cycle du secondaire		57,00%	55,86%	54,98%	55,77%	260 921	467 854	100%	Très bonne voie			
Produit 4.1 :	Les élèves du second cycle du secondaire général disposent d'une offre d'éducation adéquate												
P4.1.1	Part des dépenses de fonctionnement consacrée aux intrants pédagogiques dans le secondaire	6,00%	6,30%	6,60%		3,00%			-100%	En régression			
P4.1.2	Nombre de salles de classe fonctionnelles au lycée général	3 033	3 098	3 163	3 142	2 884			-100%	En régression	Accroissement du nombre de gpe pédagogique du 1er cycle		
P4.1.3	Proportion de salles de classe fonctionnelles au lycée général	81,30%	83%	84%	99%	100%	2 884	2 884	101%	Cible dépassée			
P4.1.4	Nombre d'heures de service effectif hebdomadaire moyen des professeurs de lycée en responsabilité de classe	13	13	14	17	16			101%	Cible dépassée			
P4.1.5	Nombre de professeurs de lycée tenant des classes dans le premier cycle	2 730	2 646	2 562	2 247	2 247			101%	Cible dépassée	Les professeurs de sport ont le grade de professeur de lycée		
P4.1.6	Nombre de professeurs de collège tenant des classes dans le second cycle	174	169	163	72	72			101%	Cible dépassée			
P4.1.7	Nombre de professeurs de lycée recrutés	0	187	187	584	1648			101%	Cible dépassée	Un grand nombre de prof de lycée partent à la retraite et le recrutement ne s'est pas fait depuis un moment		

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandations/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
P4.1.8	Ratio élèves /groupe pédagogique	50	49,5	49	42	55	206 933	3 733	-100%	En régression		
P4.1.9	Taux d'utilisation des SDC (Nombre de GP/salle de classe)	1,1	1,19	1,28	1,25	1,29	3730	2 884	101%	Cible dépassée		
Produit 4.2 :	Les élèves du secondaire second cycle bénéficient d'un environnement scolaire, familial et communautaire favorable à la demande de services d'éducation.											
P4.2.1	Proportion de lycées de jeunes filles disposant d'internat fonctionnel	62,50%	64%	66%	83%	69%	9	13	101%	Cible dépassée		
P4.2.2	Proportion de lycées ayant les commodités requises (électricité, point d'eau, clôture, latrines fonctionnelles)	49,20%	51%	33%	43%	46%	118	255	18%	Pas du tout en bonne voie		
P4.2.3	Proportion de lycées publics disposant d'une salle multimédia	26,20%	29%	31%	15%	28%	72	255	42%	Partiellement en bonne voie		
P4.2.4	Proportion de lycées disposant de mécanisme de résolution des conflits	14%	16%	18%	10%	38%	98	255	101%	Cible dépassée		

Annexe 1.6 : Enseignement Technique et Formation Professionnelle

Théorie du Changement : (i) Si la mobilisation des ressources attendues dans le cadre du Plan Décennal est effective, (ii) si les personnes de plus de 12 ans disposent d'une offre de formation adéquate en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle, (iii) si les mesures adéquates sont prises en faveur de l'insertion professionnelle des formés de l'ETFP, (iv) si des mesures sont prises pour éviter les grèves des enseignants et des élèves ou pour limiter leurs effets, **alors** les personnes de plus de 12 ans accéderont à un enseignement technique et une formation professionnelle de qualité.

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommen- dations/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
Effet 5:	Les personnes de plus de 12 ans accèdent à un enseignement technique et une formation professionnelle de qualité											
E5.1	Nombre d'apprenants pour 100 000 habitants	438	499	440	439	391	98 521	25 195 538	-100%	En régression		
E5.2	Taux de transition du premier cycle secondaire général à l'ET	10,00%	10,00%	10,01%	8,07%	4,80%	12 333	256 705	-100%	En régression	les filières techniques ouvertes dans les lycées d'enseignement générales ont été fermées	
E 5.5 :	Nombre d'heures de cours perdu du fait des grèves	3,332	2916	2499		120			5%	Pas du tout en bonne voie	le nombre moyen de jours d'arrêt de cours est de 5	
E 5.6 :	Taux d'insertion des formés	61.54% (2013)	62,00%	63,00%	14,00%	37,05%	2 453	6 621	-100%	En régression	le taux précédent a été calculer par l'observatoire de l'emploi, il n'était pas spécifique à la FP, cependant taux actuel porte sur l'enquête emploi de la formation professionnelle	
E 5.7 :	Proportion de filles dans les filières industrielles	18,00%	21,00%	24,00%	22,00%	20,89%	4 732	22 655	-4%	En régression		

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommen- dations/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
E 5.8 :	Part du budget de l'ETFP dans le budget du secteur Éducation/Formation	4,00%	4,00%	4,00%	6,00%	5,41%	59 501 672 070	1 099 158 254 119	0%	Non atteinte		
E 5.9 :	Taux de survie à l'enseignement technique	56,00%	57,00%	58,00%	61,00%	86,58%	12 333	14 245	0%	Non atteinte		
E 5.11 :	Taux d'absorption du budget d'investissement	3,00%	5,00%	10,00%	3,00%	83,23%	18 262 835 395	21 943 705 107	0%	Non atteinte	augmentation au début de la mise en œuvre de certains projets de réhabilitation, construction et équipements. Et d cela est dû aux différents investissements dans les projets de constructions avec l'appui des bailleurs	
E5.12	Proportion d'élèves du privé a l'ETFP		63,40%	63,39%	63,40%	38,79%	38 219	98 521	101%	Cible dépassée		
E5.13	Indice de parité entre les sexes dans l'ETFP		0,98	0,98	0,98	0,96	48353,00	50 168,00	-100%	En régression		
Produit 5.1 :	Les personnes de plus de 12 ans disposent d'une offre adéquate en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle											
P5.1.1	Proportion des enseignants ayant bénéficiés d'une mise en immersion	1%	3%	4%	1%	2%	62	3067	-98%	En régression	Le budget alloué a été réduit de ¼ (de 50 millions, nous sommes passés à 19 millions)	
P5.1.2	Proportion de filières dont le curricula a été révisé en réponse aux besoins de l'économie	21%	26%	31%	26%	57%	50,00	87,00	101%	Cible dépassée	les différents projets de constructions intégraient la révision de curricula	
P5.1.3	Proportion d'établissements privés offrant des formations industrielles	32%	34%	36%	27%	22%	68,00	307,00	-100%	En régression	De nouveaux établissements essentiellement dans le tertiaire ont été ouverts.	

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)		Réalisation (R)				Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommen- dations/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
P5.1.4	Proportion du personnel des établissements privés ayant bénéficié d'une formation pédagogique	10%	12%	15%	38%	38,00%	3854,00	10143,00	101%	Cible dépassée	Le financement est resté constant	
P5.1.5	Nombre d'apprenants en formation par alternance	455	655	944	349	373			-98%	En régression	CPMA Vridi.	
P5.1.6	Ratio apprenants / encadreur en FP	138	145	152	105	103	54 617	529	-100%	En régression	le personnel d'encadrement a évolué, tandis que le nombre d'apprenant a été réduit	
P5.1.7	Ratio apprenants/Enseignants en responsabilité de classe en FP	11	12	14	10	10	54 617	5 889	-100%	En régression	uniquement formation professionnelle	
P5.1.8	Proportion des régions disposant d'une structure de formation en ETEP hors Abidjan		100%	100%	100%	100%	31	31	100%	Cible Atteinte		
P5.1.9	Nombre de classes passerelles préparatoires disponibles		10	10	10	10			100%	Cible Atteinte	c'est une phase d'expérimentation avec 10 classes sur 3 ans	
Produit 5.2 :	Les établissements disposent d'un environnement favorable à l'apprentissage											
P5.2.1	Proportion d'établissements publics disposant d'un internat fonctionnel	19%	22%	25%	26%	26%	19	74	101%	Cible dépassée	réhabilitation de deux internats	
P5.2.2	Pourcentage des établissements de la FP dotés d'infrastructures sociales de bases (eau potable-électricité-latrines)	85%	85%	85%	85%	86,3%	63	73	101%	Cible dépassée	ouverture du CMS de Yopougon	
P5.2.3	Pourcentage des établissements publics de l'ETEP disposant d'une connexion internet accessible aux apprenants	38,5%	39%	39%	52%	34%	26	76	-100%	En régression		

Annexe 1.7 : Enseignement Supérieure

Théorie du Changement : (i) Si la mobilisation des ressources attendues dans le cadre du plan décennal est effective, (ii) si les étudiants disposent d'une offre de formation adéquate et diversifiée prenant en compte les évolutions scientifiques et technologiques, (iii) si les étudiants bénéficient d'appui pour la demande de services d'enseignement supérieur, (iv) si des mesures sont prises pour éviter les grèves des enseignants ou limiter leurs effets d'une part, et renforcer l'esprit civique et moral des étudiants d'autre part, (v) si les programmes d'enseignement et les orientations scolaires des étudiants s'adaptent aux besoins de développement économique et social du pays, **alors** les étudiants accéderont à un enseignement supérieur de qualité qui assure leur insertion professionnelle.

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)		Réalisation (R)				Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandation s/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
EFFET 6:	Les étudiants accèdent à un enseignement supérieur de qualité qui assure leur insertion professionnelle											
E6.1	Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants.	851	831	849	850	941	237 184	25 195 538	-100%	En régression	*Augmentation exponentielle du nombre de bacheliers. *Politique d'orientation obligatoire de tous les bacheliers qui en font la demande. *Non mise en œuvre des stratégies de régulation de flux.	
E6.2	Proportion d'étudiants inscrits dans les filières scientifiques.	36,60%	39,57%	42,78%	31,35%	32,35%	76 718	237 184	-69%	En régression	*Faible proportion d'élèves scientifiques parmi les bacheliers.	
E6.3	Proportion de filles parmi les étudiants des filières scientifiques.	25,62%	27,60%	29,72%	26,69%	29,19%	22 395	76 718	87%	Très bonne voie	*Nombreuses actions en faveur de la promotion du genre et de l'excellence féminine dans le domaine de Science, la Technologie et l'Innovation (STI).	
Produit 6.1	Les étudiants disposent d'une offre de formation adéquate											
P6,1,1	Proportion de régions disposant d'au moins un établissement d'enseignement supérieur,	16%	19,35%	19,35%	19,35%	19,35%	6	31	101%	Cible dépassée		

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)				Progression vers l'atteinte de la cible (R- B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandation s/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur					
P6.1.2	Nombre de salles de TD fonctionnelles.	351	351	361	363	504			101%	Cible dépassée	*Construction, réhabilitation et équipement de 141 salles de TD à l'UMAN, l'UPGC, l'UJLoG, l'UAO, l'UFHB et l'INP-HB.		
P6.1.3	Nombre d'amphithéâtres fonctionnels.	82	82	85	106	136			101%	Cible dépassée	*Construction et réhabilitation de 30 amphithéâtres à l'UMAN, l'UPGC, l'UJLoG, l'UAO et l'INP-HB.		
P6.1.4	Nombre d'enseignants-chercheurs recrutés.	335	370	410	359	498			101%	Cible dépassée	*Augmentation du nombre de postes budgétaires pour le recrutement des Enseignants-Chercheurs.		
P6.1.5	Proportion d'enseignants-chercheurs des filières scientifiques parmi les recrutés.	38%	50%	50%	55%	34%	171	498	-31%	En régression	*Baisse du nombre de postes budgétaires dédiés au recrutement des enseignants-chercheurs de spécialité scientifique.	Accorder encore plus de postes budgétaires pour le recrutement des enseignants-chercheurs scientifiques.	
Produit 6.2	Les étudiants bénéficient d'appui pour la demande de services d'enseignement supérieur.												
P6.2.1	Nombre d'étudiants ayant obtenu une bourse ou un secours financier.	17 223	19 000	19 000	24 016	32 991			101%	Cible dépassée	Augmentation de l'enveloppe budgétaire dédiée aux bourses d'étude et secours financiers.		
P6.2.2	Nombre de lits disponibles dans les résidences universitaires.	8 111	8 611	9 000	8 346	9 460			101%	Cible dépassée			
P6.2.3	Nombre moyen annuel de repas servis par étudiant des universités publiques par les restaurants universitaires publics.	56	77	99	51	70	8 102 468	115 757	33%	Non en bonne voie			

Annexe 1.7 : Recherche Scientifique

Théorie du Changement : (i) Si la mobilisation des ressources attendues dans le cadre du Plan décennal est effective, (ii) si les structures de Recherche Scientifique disposent de capacités techniques en matière d'offres de recherche, (iii) si des mesures sont prises pour éviter les grèves des enseignants-chercheurs, (iv) si les résultats des recherches sont vulgarisés, (v) si les structures de recherche scientifique bénéficient de ressources financières adéquates et développent des partenariats avec le secteur privé, **alors** les résultats de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique seront valorisés et contribueront au développement social et économique de la Côte d'Ivoire.

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandations/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
Effet 7 :	Les résultats de la recherche et de l'innovation technologique sont valorisés et contribuent au développement social et économique de la Côte d'Ivoire.											
E.7.1	Part des dépenses liées à la recherche dans le PIB	0,35%	0,50 %	0,65 %	0,03%	0,09%	21 175 593 308	23 953 400 000 000	-1%	En régression	Source : MEF/DGE/DPPSE : document de programmation budgétaire et économique pluriannuel (tableau 5)	
Produit 7.1	: Les structures de recherche scientifique disposent de capacités techniques en matière d'offres de recherche											
P7.1.1	Nombre d'écoles doctorales fonctionnelles.	1	1	2	2	2			100%	Cible Atteinte		
P7.1.2	Nombre d'unités de recherche industrielle fonctionnelle.	1	2	3	1	2			50%	Partiellement en bonne voie	2 Unités de Recherche Industrielle (URI) de l'UFHB sont fonctionnelles (Phytomédicament et Biopesticide)	
P7.1.3	Proportion de programmes nationaux de recherche mis en œuvre.	0%	25%	50%	0%	0%	-	14	0%	Non atteinte	Non prise de la loi portant orientation et programmation de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique	

Effets/ Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandations/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
P7.1.4	Proportion de contrats de performance liant l'État aux structures de recherche mis en œuvre.	0%	0%	25%	0%	4%	3	73	0%	Non atteinte	Trois Centres d'Excellence Africains (CEA) ont des CDP dans le cadre du projet CEA-Banque Mondiale : ENSEA, INP-HB et UFHB.	
P7.1.5	Nombre d'unités de Production Agropastorale fonctionnelles	0	1	1	2	2			101%	Cible dépassée	Une nouvelle ferme agropastorale a été créée à l'UPGC de Korhogo. Ainsi, l'on compte deux Fermes agropastorales fonctionnelles (UAO et UPGC).	
P7.1.6	Politique d'assurance qualité des institutions de recherche scientifique élaboré et mise en œuvre	Non	Non	Oui	Non	Non			0%	Non atteinte		Accélérer l'élaboration du document de Politique Qualité du MESRS.
Produit 7.2 :	Les structures de recherche scientifique bénéficient de ressources financières adéquates et développent des partenariats avec le secteur privé.											
P7.2.1	Fond d'Appui à la Recherche et à l'Innovation fonctionnel.	NON	OUI	OUI	Oui	OUI			100%	Cible Atteinte	Renforcement du FONARI avec la création du Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI).	
P7.2.2	Part du budget du ministère en charge de l'enseignement supérieur consacrée à la recherche scientifique.	3%	3%	3%	3,18%	3,20%	7 410 117 265	231 338 233 480	101%	Cible dépassée	Cette hausse s'explique par la baisse significative du budget exécuté du MESRS alors que le budget de la recherche est relativement resté constant.	

Annexe 1.8 : Cadre Institutionnel

Théorie du Changement : (i) Si la mobilisation des ressources attendues dans le cadre du plan décennal est effective, (ii) si les reformes qui assurent la gouvernance et la gestion adéquate du secteur éducation-formation sont mises en œuvre, (iii) si le système de planification et de suivi-évaluation assure un pilotage efficace et efficient de la mise en œuvre du plan décennal, **alors** le cadre institutionnel et organisationnel assurera un système de gouvernance, de gestion, de planification et de suivi-évaluation qui soutiendra la qualité et l'efficacité interne et externe du secteur de l'éducation et de la formation.

Effets /Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandations/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
Effet 8 :	Le cadre institutionnel et organisationnel assure un système de gouvernance, de gestion, de planification et de suivi-évaluation qui soutient la qualité des services, l'efficacité interne et externe des interventions et l'efficience dans la gestion des ressources.											
E8.1	Loi de 1995 relative à l'enseignement est révisée.	NON	NON	NON	NON	NON			NA		*Un avant-projet de loi spécifique à l'Enseignement Supérieur est en cours d'élaboration	-Élargir le champ de l'avant-projet de loi relatif à l'Enseignement aux autres types de formations (formel, non formel et informel)
E8.2	Commission nationale interministérielle d'orientation et de gestion des flux fonctionnelle	NON	NON	NON	NON	NON			NA		La Commission n'est pas formalisée	*Solliciter le soutien d'un expert ou d'un consultant pour la mise en place de la Commission
E8.3	Cellule intersectorielle d'alphabétisation fonctionnelle	NON	NON	NON	NON	NON			NA		*blocage institutionnel * les formations ne sont pas harmonisées	*L'Éducation Nationale et la Formation Professionnelle doivent travailler en étroite collaboration pour définir des programmes spécifiques et ciblés

Effets /Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandations/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
E8.4	Loi portant orientation et programmation de la recherche adoptée et mise en œuvre.	NON	NON	NON	NON	NON			NA		Un avant-projet de loi est en cours d'élaboration	
E8.5	Proportion cibles d'indicateurs prioritaires du Plan Décennal atteintes	0,00%	70,00%	75,00%	43,00%	35,75%	69,00	193,00	-100%	En régression		
Produit 8.1 :	Les réformes qui assurent la gouvernance et la gestion adéquate du secteur éducation/formation sont mises en œuvre.											
P.8.1	Stratégie nationale de développement du préscolaire est disponible et dotée d'un budget adéquat	NON	NON	NON	NON	NON			NA		document de stratégie nationale et cadre réglementaire en cours d'élaboration au MENET	Enrichir le document de stratégie par la stratégie nationale sur la nutrition et le DIJE
P.8.2	Texte réglementaire ramenant la durée du cycle préscolaire de trois à deux ans est pris	NON	NON	NON	NON	NON			NA		Projets d'arrêtés en cours d'élaboration au MENET	prendre un texte supérieur à l'arrêté (décret) pour formaliser cette modification car le préscolaire est cycle prévu par la loi
P.8.3	Arrêté instituant les sous cycle dans le primaire est pris	NON	NON	OUI	NON	OUI			100%	Cible Atteinte		
P.8.4	Mesures de gestion du redoublement au primaire et au secondaire effectives	NON	NON	NON	NON	NON			NA			
P.8.5	Textes instituant des centres d'alphabétisation au niveau des écoles pris et mis en œuvre	NON	NON	NON	NON	NON			NA		Les centres d'alphabétisation sont animés par des ONG bénévoles en dehors de tout cadre formel	

Effets /Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandations/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
P.8.6	Agence d'Exécution de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (AGETFP) fonctionnelle	NON	NON	OUI	NON	NON			0%	Non atteinte		
P.8.7	Commission Nationale Technique d'Agrément (CNTA) est fonctionnelle	NON	NON	OUI	NON	oui			100%	Cible Atteinte	(Décret n° 95-473 du 15 juin 1995 organisant la carte scolaire) La nouvelle dénomination "Commission Nationale de la Carte Scolaire des établissements Privés (CNCSP)"	
P.8.8	P8.1.8. Décret portant attribution des bourses et aides dans l'enseignement supérieur révisé et mis en œuvre	NON	NON	NON	NON	NON			NA		Projet de décret élaboré et transmis à la Primature	
P.8.9	Décret portant sur les procédures et mécanismes d'orientation à l'enseignement supérieur révisé et appliqué	NON	NON	NON	NON	NON			NA		Décret n° 92-391 du 1er juillet 1992 relatif à l'orientation universitaire est dépassé	
P.8.10	Décret et les arrêtés subséquents relatifs aux primes des enseignants chercheurs mis en œuvre dans les délais requis	NON	NON	NON	NON	OUI			110%	Cible dépassée	Décret appliqué (Décret n° 2016-174 du 23 mars 2016)	
P.8.11	Décret portant organisation des centres de recherches pris et mis en œuvre.	NON	NON	NON	NON	NON			NA		Avant-projet de décret en cours d'élaboration au MESRS	
P.8.12	Comité interministériel de Coordination du secteur éducation/formation fonctionnel (Base: non; Cible: Oui)	Non	Oui	Oui	NON	NON			0%	Non atteinte	Le texte existant (arrêté 2015) ne prend pas en compte la Primature ou la Présidence	

Effets /Produits	Libellé	Niveau de base (B)	Cible (C)			Réalisation (R)			Progression vers l'atteinte de la cible (R-B)*100/(C-B))	Appréciation de la progression vers la cible	Explication des performances ou des contre-performances	Recommandations/ Propositions
		2016	2017	2018	2017	2018	Numérateur	Dénominateur				
Produit 8.2 :	Le système de planification et de suivi-évaluation assure un pilotage efficace et efficient de la mise en œuvre du plan décennal											
P8.2.1	Base de données de suivi en ligne du plan décennal fonctionnelle	NON	NON	OUI	NON	OUI			100%	Cible Atteinte		
P8.2.2	Indicateurs du Plan Décennal intégrés dans les systèmes d'information sectoriels	NON	NON	NON	OUI	OUI			100%	Cible Atteinte		
P8.2.3	Proportion des recommandations des réunions de suivi, des visites programmatiques, des missions d'assurance qualité des données, des revues et des évaluations mises en œuvre	0,00	0,50	0,75	0,60	0,35	24,00	68,00	-59%	En régression	seul la revue la revue conjointe s'est tenue en 2018	
P8.2.4	Proportion des évaluations et études prioritaires réalisées	0,00	0,50	0,75	0,00	0,00	0,00	1,00	-100%	En régression	Seul l'évaluation standardisée des apprentissages au CE1 et CM2 était prévu en 2018, elle n'a pas été réalisé	
P8.2.5	Nombre de publications (rapports annuels, rapports d'évaluation, rapports d'études, documents de bonnes pratiques) élaborées et diffusées	0,00	2,00	3,00	1,00	1,00			-100%	En régression		
P8.2.6	Nombre de cadres nationaux formés en Gestion Axée sur les Résultats (GAR)	0,00	10,00	25,00	10,00	25,00			100%	Cible Atteinte		

ANNEXE II : RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS NOUVELLEMENT GÉNÉRÉS PAR LE SYSTÈME

Sous-secteur	Type de résultats		N°	indicateurs	Réalisation (R)		
					Valeur 2018	Numérateur	Dénominateur
Enseignement Technique et Formation Professionnelle	Produits	Produit 5.1	1	Proportion des apprenants en fin de cycle ayant bénéficié d'un stage conformément aux normes en vigueur	68,6%	1683	2453
Enseignement Supérieur	Effets	Effet 6	1	Taux d'accès à l'enseignement supérieur	19,14%	81918	427887
			2	Taux de poursuite (taux d'inscription immédiat des nouveaux bacheliers)	72,88%	81918	112395
			3	Taux de promotion (universités et grandes écoles publiques sous tutelle)	62,54%	68036	108784
			4	Ratio Étudiants/Enseignants-Chercheurs dans les établissements publics sous tutelle	26	119 024	4 627
			5	Ratio Étudiants/salles de TD	471	237 184	504
			6	Ratio Étudiants/salles de TP dans les filières scientifiques	174	76 718	440
			7	Indice de parité entre les sexes au supérieur (F/M)	0,72	98 997	138 187
			8	Proportion de la population de 18-65 ans ayant fait l'enseignement supérieur	6,14%	777 602	12 661 595
	Produits	Produit 6.1	9	Proportion de salles de TP disposant d'équipements conformes aux normes (Proportion de salles de TP fonctionnel)	99,55%	440	442
			10	Proportion d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année en cours	73,17%	30	41
		Produit 6.2	11	Proportion d'étudiants à besoins spécifiques bénéficiant de lits en résidences universitaires (Proportion de chambres dédiées aux personnes à handicap en résidences universitaires)	3,09%	255	8 260

Sous-secteur	Type de résultats	N°	indicateurs	Réalisation (R)			
				Valeur 2018	Numérateur	Dénominateur	
Recherche Scientifique		12	Proportion des filles inscrites dans les filières scientifiques bénéficiaires de lits en résidences universitaires (Proportion de lits attribués aux filles dans les résidences universitaires)	37,36%	4 661	12 476	
		13	Proportion d'étudiants titulaires du master dans les filières scientifiques bénéficiant de bourses pour une formation doctorale (Proportion d'étudiants des filières scientifiques parmi les étudiants ayant bénéficié de bourses doctorales)	30,65%	2 259	7 370	
		14	Part des bourses accordées aux étudiants des filières scientifiques (Proportion des étudiants des filières scientifiques parmi les étudiants bénéficiant de bourses ou secours financiers)	36,83%	12 149	32 991	
	Produits	Produit 7.1	15	Part du budget de l'État affectée à la recherche médicale et pharmaceutique	0,05%	2 730 024 817	5 703 321 228 220
			16	Part du budget de l'État octroyée à la recherche et le développement.	0,37%	21 175 593 308	5 703 321 228 220
			17	Nombre d'enseignants-chercheurs promus au CAMES	483		
		18	Proportion de structures de recherches fonctionnelles.	100%	73	73	
		19	Nombre de Centres et Instituts de recherche scientifique et d'innovation technologique accrédités	0	0	73	

ANNEXE III : MATRICE DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES (MASMO)

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko FCFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko FCFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
EFFET1	Les enfants d'âge préscolaire accèdent à des services d'éducation préscolaire de qualité													
PRODUIT1.1: Les enfants d'âge préscolaire disposent d'une offre adéquate en matière d'éduc														
Action1.1.1	Développer une offre de pré-primaire à l'intention des enfants de 5 ans dans les écoles primaires							5 448 080				3 908 331		
Activité 1.1.1.1	Élaborer les directives pour l'intégration systématique d'une classe de préscolaire dans tous les marchés pour la création, l'extension ou la réhabilitation d'écoles primaires	À rechercher	MEN-DELC	CR	Nouvelle act	6 000	1	6 000	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 1.1.1.2	Construire des Salles pré-primaires dans les écoles primaires	ETAT	Primature	SDC	Nouvelle act	9 860	100	986 000	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 1.1.1.3	Construire des Salles pré-primaires dans les 156 écoles primaires du C2D1 (maitrise d'ouvrage ONG)	AFD	UCP C2D EF	SDC	Nouvelle programmation	9 860	28	276 080	En cours	7 932	19,00	150 713	AFD	
Activité 1.1.1.4	Construire des salles de classe Pré-primaire dans le lot des 3000 classes de SIMDCI	ETAT	MEN-DAF	SDC	Nouvelle programmation	19 000	220	4 180 000	Achévé	19 000	196,00	3 724 000	ETAT	
Activité 1.1.1.6	Réviser le programme de formation dispensé dans les CAFOP (Introduire un module de prise en charge du jeune enfant)	ETAT	MEN-DPFC	CR	achevée en 2017		1	-	achevée en 2017	-	-	-	ETAT	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Activité 1.1.1.7	Construire des salles de classes pré-primaires avec latrine	TRECC/ Mondelez	Mondelez	SDC	En cours	6 723	5	33 618	Achevé	6 723	5,00	33 618	TRECC/Mondelez		
Action 1.1.2	Renforcer l'offre communautaire pour les enfants de 4 à 5 ans en milieu rural							470 090					148 450		
Activité 1.1.2.1	Construire des Salles d'éveil	UNICEF	MEN-DELC	SDC	Nouvelle programmation	9 860	20	197 200	En cours en retard	9 860	5,00	49 300	Prog Edu RCI-UNICEF	les constructions n'ont pu se faire dans leur ensemble (absence Ingenieur construction) seulement 5 ont pu être faites au cours de l'année 2018	
Activité 1.1.2.2	Élaborer des directives pour la création et l'accompagnement des centres communautaires	TRECC	MEN-DELC	h/j	Nouvelle act	67	30	2 010	Abandonné	-	-	-	0	PEC/RIVERTIDE	
Activité 1.1.2.3	Identifier les possibilités de création de centres communautaires	ETAT	MEN-DSPS	h/j	Nouvelle act		1	-	Achevé	108	135,00	14 640	PME	Dans le cadre du ciblage pour le PAPSE	
Activité 1.1.2.4	Apporter un Appui aux écoles communautaires : matériel et formation	PME	UGP PAPSE	h/j	Nouvelle act	300	45	13 500	Non démarrée	-	-	-	PME	Projet mis en vigueur en Août 2018 contre une prévision de mars 2018	
Activité 1.1.2.5	Acquérir des kits pour l'équipement des nouveaux centres communautaires	ETAT	MEN-DAF	kit/centre	Nouvelle act	232	70	16 240	Non démarrée	-	-	-	ETAT		
Activité 1.1.2.6	Acquérir des kits pour l'équipement des nouveaux centres communautaires (UNICEF)	UNICEF	MEN-DELC	kit/centre	Nouvelle programmation	232	10	2 320	En cours en retard	232	5,00	1 160	Prog Edu RCI-UNICEF		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 1.1.2.7	Appuyer l'acquisition et la distribution de Kits pour enfants dans le communautaire	UNICEF	MEN-DELC	Kit	Nouvelle act	12	600	7 200	achevée	8	6 476,00	51 808	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 1.1.2.8	Acquérir et distribuer des Kits pour enfants dans le communautaire (complémentaire)	A rechercher	MEN-DELC	Kit	Nouvelle act	12	2500	30 000	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 1.1.2.9	Soutenir la sensibilisation et l'appui aux communautés pour leur adhésion à la création des centres préscolaires communautaires	UNICEF	MEN-DAPS COGES	Forfait/c ompagne	Non démarrée	1 819	30	54 570	En cours en retard	2 819	5,00	14 095	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 1.1.2.10	Fournir du matériel aux groupements communautaires en charge de la gestion des centres communautaires d'éveil (UNICEF)	UNICEF	MEN-DAPS COGES	Forfait/c entre	Nouvelle programmation	530	10	5 300	En cours en retard	17 447	1,00	17 447	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 1.1.2.11	Subventionner les organismes communautaires chargés de la gestion du centre pour la prise en charge des éducateurs	ETAT	MEN-DAPS COGES	éducateur/centr e	Nouvelle act	150	160	24 000	Non démarrée	-	-	-		
Activité 1.1.2.12	Élaborer des guides à l'intention des éducateurs communautaires	ETAT	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	67	375	25 125	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 1.1.2.13	Apporter un appui à l'élaboration des guides à l'intention des éducateurs communautaires	TRECC	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	67	375	25 125	Abandonnée	-	-	-	0	PEC/ RIVERTIDE

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Activité 1.1.2.16	Former les éducateurs communautaires	A recherche	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	45	1500	67 500	Non démarrée	-	-	-	PME	phase préparatoire	
Action 1.1.3	Renforcer l'offre communautaire pour les enfants de 4 à 5 ans en milieu rural							6 000							
Activité 1.1.3.1	Réviser les directives de création et d'accompagnement des écoles préscolaires privées	A recherche	MEN-DEEP	forfait	Nouvelle act	2 000	1	2 000	Non démarrée	-	-	-	ETAT		
Activité 1.1.3.2	Organiser des missions d'identification et d'accompagnement des structures privées	A recherche	MEN-DEEP	forfait mission	Nouvelle act	2 000	1	2 000	Non démarrée	-	-	-	ETAT		
Activité 1.1.3.3	Organiser des missions d'évaluation du respect des normes en matière de fourniture de services d'éducation préscolaire	A recherche	MEN-DEEP	forfait mission	Nouvelle act	2 000	1	2 000	Non démarrée	-	-	-	ETAT		
Action 1.1.4	Renforcer la qualité de l'offre dans l'enseignement préscolaire							388 367				208 815			
Activité 1.1.4.1	Élaborer des guides à l'intention des directeurs d'écoles primaires accueillant des classes de préscolaire pour l'encadrement et la supervision et à l'intention des enseignants du préscolaire sur les aspects de gestion de la classe	ETAT	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	67	480	32 160	Non démarrée	-	-	-	ETAT		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 1.1.4.2	Recruter des IA ou EPA pour les écoles maternelles	ETAT	MEN-DRH	enseignant	Nouvelle programmation	PM	108	-	Achevé	CR	250,00		ETAT	
Activité 1.1.4.3	Assurer la formation continue des sortants des CAFOP qui tiennent des classes de préscolaire	ETAT	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	45	3090	139 050	Non démarrée	-	-	-	PME	
Activité 1.1.4.4	Acquérir des kits pour les enseignants du préscolaire (UNICEF)	UNICEF	MEN-DELC	Kit	Nouvelle programmation	23	30	690	En cours en retard	23	5,00	115	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 1.1.4.6	Profilage de l'offre préscolaire en milieu péri-urbain et comparaison public et privé; élaboration d'options pour un partenariat-public-privé dans le préscolaire	TRECC	MEN/DELC	Étude	Nouvelle act	208 739	1	208 739	Achevé	208 700	1,00	208 700	TRECC	
Activité 1.1.4.5	Acquérir des kits pour les enseignants du préscolaire (BGF)	ETAT	MEN-DAF	Kit	Nouvelle act	23	336	7 728	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Sous total Produit 1.1								6 312 537				4 265 596		
PRODUIT 1.2: Les enfants d'âge préscolaire disposent d'un environnement protecteur au niveau scolaire, familial et communautaire favorable à la demande de services d'éducation préscolaire														
Action 1.2.1	Développer le Programme d'Éducation Parentale (PrEPare) :							648 650				538 207		
Activité 1.2.1.1	Appuyer la mise en place de la coordination DIJE	UNICEF	Coordination DIJE	forfait	Nouvelle programmation	31 000	1	31 000	En cours en retard	23 414	1,00	23 414	Prog Edu RCI-UNICEF	Problèmes institutionnels avec le gouvernement

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 1.2.1.2	Appuyer les activités éducation parentale	UNICEF	Coordination DIJE	forf/cent re	Non démarré	232	200	46 400	non démarrée	-	-	-	Prog Edu RCI-UNICEF	A faire en 2019 dans le cadre du PAPSE
Activité 1.2.1.3	Appuyer les activités éducation parentale	TRECC	Min Santé, MFFE	campagne	Nouvelle act	2 000 000	0,19	380 000	En cours	1 862 945	0,20	372 589	TRECC/Barry Callebaut/Touton/Mars/Mondelez/HKI	Différents approches d'éducation parentales pilotées à travers les ministères sectoriels et l'approche communautaire
Activité 1.2.1.4	Évaluation indépendante des expériences pilote d'éducation parentale	TRECC	Innovations for Poverty Action (IPA)	évaluation	Nouvelle act	130 800	1	130 800	En cours	130 800	1,00	130 800	TRECC	Définition des indicateurs et baselines conduites en 2018, enclive en 2019
Activité 1.2.1.4	Apporter un appui à l'élaboration des guides et des matériaux de support éducation parentale	TRECC	MEN-DELC	h/j/I/S	Nouvelle act	605	45	27 225	Abandonné	-	-	-	0	
Activité 1.2.1.5	Introduire un module de prise en charge du jeune enfant dans les programmes du CAFOP et soutenir la formation des enseignants	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle act	6 000	1	6 000	Achévé	11 404	1,00	11 404	Prog Edu RCI-UNICEF	Modules en expérimentation dans 6 CAFOP
Activité 1.2.1.6	Assurer le Suivi par les IEPP	ETAT	MEN-DELC	CR	Nouvelle act		1	-	Achévé	CR	293,00		ETAT	
Activité 1.2.1.8	Réaliser une étude socio anthropologique sur les pratiques culturelles liées au développement intégré du jeune enfant	TRECC	MEN-DELC	h/j/I/S	Nouvelle act	605	45	27 225	Abandonné	-	-	-	0	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Action 1.2.2	Mettre en œuvre un paquet de services intégrés							677 581				29 065			
Activité 1.2.2.1	Élaborer et diffuser des documents de plaidoyer d'infos /sensibilisation sur le DIJE à l'endroit des autorités politiques et administratives, des acteurs du secteur privé et de la population à la base	UNICEF	Coordination DIJE	forfait	Nouvelle programmation	44 000	1	44 000	En cours en retard	29 065	1,00	29 065	Prog Edu RCI-UNICEF		
Activité 1.2.2.2	Appuyer le préscolaire communautaire et les activités d'éducation parentale par une subvention	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle act	332 081	1	332 081	Non démarrée	-	-	-	ETAT	le programme National de Nutrition qui prend en charge la question est en phase préparatoire	
Activité 1.2.2.3	Renforcer l'accès des enfants aux services de santé, de nutrition et de protection	A rechercher	MEN-DMOSS	forfait	Nouvelle programmation	44 000	1	44 000	Non démarrée	-	-	-		Idem	
Activité 1.2.2.4	Construire des infrastructures d'hygiène et d'assainissement	A rechercher	MEN-DAF	forfait	Nouvelle act	2 500	103	257 500	Non démarrée	-	-	-	ETAT		
Sous total Produit 1.2								1 326 231				567 272			
TOTAL EFFET1								7 638 768				4 832 868			

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
EFFET2	: Les enfants de 6 à 11 ans et les personnes de 10 ans et plus non alphabétisées ou hors du système éducatif, accèdent respectivement à une éducation de qualité et achèvent le cycle primaire et à des prestations d'alphabétisation ou d'éducation non formelle de qualité													
PRODUIT2.1: Les enfants en âge d'aller à l'école primaire disposent d'une offre adéquate en matière d'éducation														
Action2.1.1	Développer un programme de construction scolaire et de réhabilitation de classes							53 315 422				31 275 835		
Activité 2.1.1.1	Identifier des critères consensuels de priorisation des constructions en lien avec les objectifs définis dans le PSE et des normes et standards retenus (résorption des inégalités)	ETAT	MEN-DSPS	CR	Nouvelle act		1	-	Achevé	CR	1,00		ETAT	Outils informatique fonctionnel: SIG carte scolaire
Activité 2.1.1.2	Partager les critères avec les structures déconcentrées et définir des priorités régionales	ETAT	MEN-DSPS	CR	Nouvelle act		1	-	Achevé	CR	1,00		ETAT	Différentes assises publiques de la carte scolaire
Activité 2.1.1.3	Élaborer un programme triennal de construction consensuel	ETAT	MEN-DSPS	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 2.1.1.4	Créer un cadre institutionnel (MEN, MEF, MEMIS, M Construction) pour le respect du programme et la résolution des questions foncières	ETAT	MENETFP-Cabinet	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 2.1.1.5	Construire des salles de classe maîtrise d'ouvrage communautaire	A rechercher	MEN-DAF	SDC	Nouvelle act	7 540	1097	8 271 380	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 2.1.1.6	Construire des salles de classe Maitrise d'ouvrage ONG	A rechercher	MEN-DAF	SDC	Nouvelle act	9 000	200	1 800 000	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.1.1.7	Construire de Salles de classes (C2D1)	AFD	UCP C2D EF	SDC	Nouvelle programmation	9 000	84	756 000	En cours	7 874	57,00	448 835	AFD	
Activité 2.1.1.8	Construire des salles de classes (BAD) 80 salles de classes au total (Région du Bélier/District de Yakro)	BAD	2PAI-Bélier	SDC	Nouvelle act	12 500	31,0	387 500	Non démarrée	-	-	-	BAD	Le recrutement des entreprises de travaux et de l'Ingénieur Conseil pour le suivi et contrôle des travaux sont en cours
Activité 2.1.1.9	Construire des salles de classe Maitrise d'ouvrage Collectivités territoriales	ETAT	MEN-DAF	SDC	Nouvelle act	8 645	400	3 458 000	Achévé	11 000	63,00	693 000	ETAT	
Activité 2.1.1.10	Construire des salles de classe maitrise d'ouvrage DEP	ETAT	MEN-DEP	SDC	Nouvelle act	13 000	350	4 550 000	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.1.1.11	Renforcer les capacités des membres de la communauté (PAPSE)	PME	UGP PAPSE	forfait	Nouvelle act	13 768	1	13 768	Non démarrée	-	-	-	PME	
Activité 2.1.1.12	Construire les salles de classe maitrise d'ouvrage communautaire	PME	UGP PAPSE	SDC	Nouvelle act	7 500	25	187 500	Non démarrée	-	-	-	PME	Ciblage des localités
Activité 2.1.1.13	Réhabiliter des salles de classes (BAD) 39 salles de classes	BAD	2PAI-Bélier	SDC	Nouvelle act	6 308	10	63 077	Non démarrée	-	-	-	BAD	
Activité 2.1.1.14	Construire des salles de classe maitrise d'ouvrage Projet	A recherche	MEN-DAF	SDC	Nouvelle act	10 866	460	4 998 360	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.1.1.15	Achever la construction des 3000 salles de classe (SIMDCI)	ETAT	MEN-DAF	SDC	Nouvelle programmation	19 000	1320	25 080 000	Achévé	19 000	1 320,00	25 080 000	ETAT	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.1.1.16	Réhabiliter de salles de classe	ETAT	MEN-DAF	SDC	Nouvelle programmation	6 019	623	3 749 837	Achevé	7 000	722,00	5 054 000	ETAT/ Mutuelle	423 9703 01 Réhabilitation Établissements d'enseignement primaire
Action 2.1.2	Développer des offres alternatives d'éducation pour les enfants hors du système							1 040 490				475 346		
Activité 2.1.2.1	Appuyer l'élaboration du plan d'action pour la réintégration des enfants et adolescents en dehors de l'école	UNICEF	MEN-DELC	Forfait	En cours	53 940	1	53 940	En cours en retard	143 875	1,00	143 875	Prog Edu RCI- UNICEF	Activités orientées principalement sur écoles islamiques en 2018
Activité 2.1.2.2	Réaliser l'identification et le profilage des enfants hors de l'école par les COGES	ETAT	MEN-DSPS	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.1.2.3	Procéder à la Mise en place et à l'équipement en mobilier des classes passerelles	UNICEF	MEN-DELC	SDC	en cours	2 262	167	377 754	non démarrée	2 262	-	-	Prog Edu RCI- UNICEF	
Activité 2.1.2.4	Acquérir des Kits scolaires pour les apprenants (UNICEF)	UNICEF	MEN-DELC	kit	Nouvelle programmation	20	7000	140 000	Achevé	5	36 760,00	170 566	Prog Edu RCI- UNICEF	
Activité 2.1.2.5	Acquérir des Kits scolaires pour les apprenants (complément)	A recherche	MEN-DAENF	kit	Nouvelle act	20	2722	54 440	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.1.2.6	Former des enseignants sur le programme de l'apprentissage accéléré (UNICEF)	UNICEF	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle programmation	232	333	77 256	En cours en retard	243	1,00	243	Prog Edu RCI- UNICEF	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.1.2.7	Mise en place et équipement en mobilier de classes passerelles	TRECC/ Nestlé	MEN - DAENF	SDC	En cours	2 742	44	120 648	Achevé	2 742	37,00	101 454	TRECC/M ondelez	Mise en œuvre par International Cocoa Initiative (ICI)
Activité 2.1.2.8	Distribution de kits scolaires pour les apprenants des classes passerelles	TRECC/ Nestlé	MEN-DAENF	kit	En cours	40	1320	52 800	Achevé	40	110,00	4 400	TRECC/M ondelez	Mise en œuvre par International Cocoa Initiative (ICI)
Activité 2.1.2.9	Réviser les programmes des classes passerelles en lien avec les programmes du primaire	TRECC	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	67	60	4 020	Abandonné e	-	-	-	0	
Activité 2.1.2.10	Réaliser l'Étude sur la situation de l'éducation des enfants vivant avec un handicap	UNICEF	MEN-DELC	forfait	en cours	3 222	1	3 222	Achevé	43 000	1,00	43 000	Prog Edu RCI- UNICEF	Étude réalisée et achevée en 2018
Activité 2.1.2.11	Réaliser une étude sur les conditions et mécanismes pour l'émergence d'une école inclusive	UNESCO	MEN-DELC	h/j/I/S	reprogramm é	605	60	36 300	Réalisé	3 630	0,55	2 000	UNESCO	Servira pour adresser la question de l'école inclusive
Activité 2.1.4.6	Soutenir le processus d'élaboration d'une politique nationale sur l'éducation inclusive	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle programmation	116 000	1	116 000	non démarrée	116 000	-	-	Prog Edu RCI- UNICEF	Reportée pour 2019
Activité 2.1.2.13	Évaluer l'expérimentation de l'intégration des enfants malentendants dans les écoles primaires	A recherche	MEN-DELC	h/j/N/S	Nouvelle act	137	30	4 110	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.1.2.14	Mise en place et équipement en mobilier de classes passerelles	TRECC/ Barry Callebaut	MEN-DAENF	SDC	Nouvelle act	900	4	3 600	Achevé	900	4,00	3 600	TRECC/B arry Callebaut	Mise en œuvre par École pour Tous (EPT)

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.1.2.15	Distribution de kits scolaires pour les apprenants des classes passerelles	TRECC/ Barry Callebaut	MEN-DAENF	kit	Nouvelle act	9	120	1 080	Achevé	9	120,00	1 080	TRECC/ Barry Callebaut	Mise en œuvre par École pour Tous (EPT)
Activité 2.1.2.16	Formation initiale et continue, et encadrement pédagogique des animateurs sur le programme de formation accéléré, complété par l'approche Literacy et Numeracy Boost	TRECC/ Barry Callebaut	MEN-DAENF	animateur	Nouvelle act	1 282	4	5 128	En cours	1 282	4,00	5 128	TRECC/ Barry Callebaut	Mise en œuvre par École pour Tous (EPT)
Action 2.1.3	Intégrer les écoles communautaires et islamiques dans le système formel							1 186 801				254 267		
Activité 2.1.3.1	Dynamiser la commission d'accompagnement des établissements confessionnels islamiques	ETAT	MENETFP-Cabinet	CR	Nouvelle act		1	-	En cours				UNICEF	Stratégie nationale en cours avec l'UNICEF
Activité 2.1.3.2	évaluer régulièrement les écoles islamiques en vue de leur intégration	ETAT	MEN-DEEP et CAECI	CR	Nouvelle programmation		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.1.3.3	Transmettre régulièrement aux écoles hors normes des dysfonctionnements à corriger en vue de leur intégration dans le système formel	ETAT	MEN-DEEP et CAECI	CR	Nouvelle programmation		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.1.3.4	Procéder à l'identification et au classement des écoles communautaires par priorité d'intégration	ETAT	MEN-DSPS	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.1.3.5	Prendre en compte les écoles communautaires dans les programmes de construction	ETAT	MEN-DSPS	CR	Nouvelle act		1	-	Achevé	CR			ETAT	Les écoles communautaires répertoriées dans le SIG Carte scolaire
Activité 2.1.3.6	Suivre la mise en œuvre des mesures d'intégration	ETAT	MEN-DELC	CR	Nouvelle act		1	-	Achevé	CR	-		ETAT	DSPS/Annuaire statistique du primaire
Activité 2.1.3.7	Appuyer les structures d'éducation et de formation formelles et non formelles pour l'intégration et le maintien des filles à l'école	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle programmation	107 000	1	107 000	Achevé	6 522	1,00	6 522	Prog Edu RCI-UNICEF	Appui à la réforme des IFEF
Activité 2.1.3.8	Accompagner les communautés dans la mise en place d'offres alternatives d'éducation pour assurer l'intégration des enfants/filles dans le système éducatif formel	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle programmation	678 000	1	678 000	En cours en retard	678 000	1,00	-	Prog Edu RCI-UNICEF	Mise en place des classes passerelles à partir de 2019
Activité 2.1.3.9	Construction d'écoles communautaires + cantines, formation des animateurs ruraux et des superviseurs à l'approche pédagogique multigrade	TRECC/Cargill	MEN-DPFC	forfait	Nouvelle act			103 801	En cours	3 995	26,00	103 870	TRECC/Cargill	Projet pilote mis en œuvre par River Tide et ICI
Activité 2.1.3.10	Soutenir le processus d'intégration des écoles coraniques et communautaires dans le système éducatif formel	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle programmation	298 000	1	298 000	Achevé	143 875	1,00	143 875	Prog Edu RCI-UNICEF	consultations régionales, géolocalisation de 2402 écoles coraniques

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko FCFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko FCFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Action2.1.4	Développer l'accès dans les zones faiblement peuplées							1 145 770				450 000			
Activité 2.1.4.1	Réformer les critères de la carte scolaire	ETAT	MEN-DSPS	CR	Nouvelle act		1	-	En cours	CR			État		
Activité 2.1.4.2	Contextualiser les outils pédagogiques (guides pratiques pour les enseignants et les conseillers pédagogiques) : outils développés par les ONG	A recherche	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	67	250	16 750	Non démarrée	-	-	-			
Activité 2.1.4.3	Diffuser les outils pédagogiques (guides pratiques)	A recherche	MEN-DPFC	Guide	Nouvelle act	1		-	Non démarrée	-	-	-			
Activité 2.1.4.4	Former les enseignants et les Directeurs d'école	A recherche	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	45	25000	1 125 000	En cours	45	10 000,00	450 000	AFD	les 277 encadrants sont formés et les outils de tutorat et de supervision de la formation sont élaborés	
Activité 2.1.4.5	Suivre la mise en place et le fonctionnement des classes multigrades	TRECC	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	67	60	4 020	Abandonnée	-	-	-	0	PEC/RIVERTIDE	
Action2.1.5	Adapter la politique de recrutement et de formation des enseignants							8 648 483				7 426 335			
Activité 2.1.5.5	Payer les Bourses CAFOP	ETAT	MEN-DAF	CR élèves	Nouvelle programmation	240	5751	1 380 240	Achevée à temps	240	4 961,00	1 190 640	État	428 6101 01 Stagiaires des CAFOP	
Activité 2.1.5.6	Payer les péculs stagiaires	ETAT	MEN-DAF	CR stagiaires	Nouvelle programmation	540	5751	3 105 540	Achevée à temps	540	6 770,00	3 655 800	État	428 6101 01 Stagiaires des CAFOP	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.1.5.7	Procéder à la Promotion d'IA en IO (par an en moyenne)	ETAT	MEN-DPFC	CR enseignants	reprogrammé		696	-	Non démarrée	-	-	-		Concours 2018 non organisé
Activité 2.1.5.8	Élaborer une stratégie d'incitation pour le recrutement et le maintien des femmes dans le métier d'enseignant	ETAT	MEN-DRH	CR	Nouvelle act		1	-	Achevée	CR	1,00		État	
Activité 2.1.5.9	Créer une procédure de rapprochement des constats et des programmes de recrutement, d'affectation, de construction et d'équipement	A recherche	MEN-DRH	h/j/I/S	Nouvelle act	605	40	24 200	Achevée	CR	-	-	État	Codipost
Activité 2.1.5.10	Appuyer la Formation Continue des enseignants du primaire sur l'enseignement de la lecture et du calcul	UNICEF	MEN-DPFC	H/J	Nouvelle programmation	232	2000	464 000	Non démarré	464 000	-	-	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.1.5.11	Appuyer la Formation Continue des enseignants du primaire sur les pratiques pédagogiques protectrices	UNICEF	MEN-DPFC	forfait	Nouvelle act	20 880	1	20 880	Achevé	20 880	1,00	20 880	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.1.5.14	Appuyer la Réhabilitation et l'équipement de CAFOP (C2D)	AFD	MEN-DELCL	forfait	reprogrammé	1 451 363	0,41	595 059	Non démarrée	-	-	-	AFD	phase de passation des marchés
Activité 2.1.5.15	Appuyer la Réhabilitation et l'équipement des CAFOP	A recherche	MEN-DELCL	CAFOP	Nouvelle act	306 328	1	306 328	En cours	8 000	2,00	16 000	AFD	CAFOP d'Abengourou et de Gagnoa ont été équipés en matériel TICE/IFADEM

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.1.5.16	Apporter un Soutien aux CAFOP	UNICEF	MEN-DELC	Forfait/CAFOP	Nouvelle programmation	17 400	5	87 000	Achevé	34 536	1,00	34 536	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.1.5.18	Assurer le Fonctionnement des CAFOP	ETAT	MEN-DELC	CR	Nouvelle programmation	901 073	1	901 073	Achevée à temps	61 974	19,00	1 175 612	État	428 Formation des instituteurs et conseils pédagogique
Activité 2.1.5.19	Appuyer le fonctionnement des CAFOP: acquisition groupées	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	935 326	1	935 326	Achevée à temps	468 334	1,00	468 334	État	428 Formation des instituteurs et conseils pédagogique
Activité 2.1.5.20	Soutenir la mise en place de méthodes efficaces d'enseignement/apprentissage de la lecture et de la mathématique	UNICEF	MEN-DPFC	forfait	Nouvelle programmation	144 000	1	144 000	Achevé	6 734	1,00	6 734	Prog Ed RCI-UNICEF	
Activité 2.1.5.21	Soutenir la mise en place de méthodes efficaces d'enseignement/apprentissage de la lecture et de la mathématique	TRECC/CEMOI/Tony's Chocology	MEN-DPFC	forfait	Nouvelle act		1	352 358	En cours	88 090	4,00	352 358	TRECC/CEMOI/Tony's Chocology	4 projets pilotes avec l'appui technique de (1) J-Pal & Pratham (2) River Tide (3) Save the Children (4) World Education
Activité 2.1.5.22	Évaluation indépendante des expériences pilotes de méthodes efficaces d'enseignement /apprentissage de la lecture et de la mathématique	TRECC	Innovations for Poverty Action (IPA)	évaluation	Nouvelle act	106 705	1	106 705	En cours	106 705	1,00	106 705	TRECC	Définition des indicateurs et baselines conduites en 2018, endline en 2019
Activité 2.1.5.23	Appuyer la promotion de la formation continue des enseignants du primaire et du secondaire à distance par les TIC	UNESCO-CFIT	MEN-DPFC	forfait	Nouvelle programmation	3 673	18	66 114	Réalisé	3 673	2,22	146 850	CFIT	Phase II prévue à compter de la mi-septembre 2019 pour 3 ans

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.1.5.24	Concevoir des outils pédagogiques pour promouvoir le bien-être, la sécurité et la paix à l'école et favoriser les apprentissages	ONG Graines de paix	MEN-DELC	PM	Nouvelle programmation	-	1	-	Achevée à temps	40 000	1,00	40 000	ONG Graines de paix	https://web.facebook.com/GrainesDePaixCoteDIvoire/?_rdc=1&_rdr
Activité 2.1.5.25	Appuyer l'amélioration des pratiques pédagogiques au primaire (PAPSE)	PME	UGP PAPSE	forfait	Nouvelle act	159 660	1	159 660	En cours	145 887	1,00	145 887	PME	Observations de classes de base, pré test EGRA EGMA
Activité 2.1.5.26	Web Arts Creativity : projets entrepreneuriaux numériques/Formation des enseignants et des élèves maitres	OIF	MEN-DVS	forfait	Nouvelle act	4 000	1	4 000	Achevé	4 000	1,00	4 000	OIF	
Activité 2.1.5.26	Web Arts Creativity : projets entrepreneuriaux numériques/Formation des IEP, CE, DE de 12 DRENETFP	OIF	MEN-DVS	forfait	Nouvelle act	5 000	1	5 000	Achevé	5 000	1,00	5 000	OIF	
Activité 2.1.5.26	Mission de formation et d'implantation des curriculums de l'éducation entrepreneuriale	ETAT	MEN-DVS	forfait	Nouvelle act	27 000	1	27 000	Achevé	27 000	1,00	27 000	ETAT	
Activité 2.1.5.26	Projets entrepreneuriaux numériques/Formation des IEP, CE, DE de 31 DRENETFP	ETAT	MEN-DVS	forfait	Nouvelle act	30 000	1	30 000	Achevé	968	31,00	30 000	ETAT	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Action 2.1.6	Faciliter la scolarisation des enfants sans extrait d'acte de naissance							8 860					15 460		
Activité 2.1.6.1	Produire la liste des élèves du primaire qui ne disposent pas d'acte de naissance	ETAT	MEN-DSPS	CR	Nouvelle programmation		1	-	Achevée à temps	CR			ETAT		
Activité 2.1.6.2	Transmettre de la liste au cabinet du MEN	ETAT	MEN-DSPS	CR	Nouvelle programmation		1	-	Achevée à temps	CR			ETAT		
Activité 2.1.6.3	Préparer une communication en CM (CCM) sur la régularisation de la situation des élèves non enregistrés à l'état civil et l'instauration d'un dialogue permanent	ETAT	MEN-Cabinet	CR	Nouvelle programmation		1	-	Achevée à temps	CR			ETAT	loi n°2018 863 du 19 novembre 2018	
Activité 2.1.6.4	Transmettre de la liste au cabinet du MJDH et au MEMIS	ETAT	MEN-Cabinet	CR	Nouvelle programmation		1	-	Abandonné	-	-	-			
Activité 2.1.6.5	Assurer la Délivrance de jugement supplétif par les structures compétentes	ETAT	MEN-DAJ	CR	Nouvelle programmation		1	-	Achevée à temps	CR			ETAT		
Activité 2.1.6.6	Faire des Campagnes radio et télé: sensibilisation des populations à la fois sur les dispositions arrêtées par les autorités relatives à l'inscription des enfants sans extrait et sur les démarches à suivre en vue de la régularisation de la situation relative à l'enregistrement à l'état civil de leurs enfants	A recherche	MEN-SCDA	Forfait campagne	Nouvelle act	190	10	1 900	Achevée à temps	850	10,00	8 500	UNICEF	Dans le cadre de l'appui de l'UNICEF	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.1.6.7	Faire la Mobilisation sociale pour l'enregistrement des enfants	ETAT	MEN-DAPS COGES	CR	Nouvelle act		1	-	Achevé	CR	-		ETAT	
Activité 2.1.6.8	Prendre une circulaire annuelle enjoignant les Directeurs d'écoles Primaires à procéder aux inscriptions en dépit de l'absence d'enregistrement à l'état-civil	ETAT	MEN-Cabinet	CR	Nouvelle programmation		1	-	Achevée à temps	CR			ETAT	
Activité 2.1.6.9	Assurer le contrôle par les IEPP et l'IGEN	ETAT	MEN-IGEN	CR	Nouvelle act		1	-	Achevée à temps	CR			ETAT	
Activité 2.1.6.10	Assurer une communication en direction des familles par les IEPP	ETAT	MEN-IGEN	CR	Nouvelle act		1	-	Achevée à temps	CR			ETAT	Dans le cadre de l'appui de l'UNICEF
Activité 2.1.6.11	Réaliser une étude sur l'équité en milieu scolaire	TRECC	MEN-DELC	Forfait	Nouvelle act	6 960	1	6 960	Achevé	6 960	1,00	6 960	TRECC	
Action 2.1.7	Encadrer l'offre d'enseignement primaire privé							7 029 827				9 354 964		
Activité 2.1.7.1	Payer les subventions aux écoles privées confessionnelles	ETAT	MEN-DEEP	forfait	Nouvelle programmation	7 710 295	0,798	6 152 815	Achevée à temps	7 724 493	1,00	7 724 493	ETAT	423 6301 01
Activité 2.1.7.2	Payer les subventions aux écoles privées laïques	ETAT	MEN-DEEP	forfait	Nouvelle programmation	1 094 000	0,798	873 012	Achevée à temps	1 625 000	1,00	1 625 000	ETAT	423 6302 01
Activité 2.1.7.3	Organiser des missions d'identification et d'accompagnement des structures privées	A recherche	MEN-DEEP	forfait mission	Nouvelle act	2 000	1	2 000	Achevée à temps	5 472	1,00	5 471	ETAT	413 4603 01 DEEP/ Contrôle des Effectifs

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.1.7.4	Organiser des missions d'évaluation du respect des normes en matière de fourniture de services d'éducation primaire	A rechercher	MEN-IGEN	forfait mission	Nouvelle act	2 000	1	2 000	Non démarrée	-	-	-		
Sous total Produit 2.1								72 375 654				49 252 207		
PRODUIT2.2 : Les enfants en âge d'aller au primaire disposent d'un environnement scolaire, familial et communautaire favorable à la demande de services d'éducation														
Action2.2.1	Renforcer la sécurité, l'hygiène et la santé en milieu scolaire							11 481 107				126 199		
Activité 2.2.1.1	Appuyer le MEN pour la production d'un module sur l'éducation à l'hygiène et l'éducation sexuelle complète	UNICEF	MEN-DVS	Atelier	Nouvelle act	5 800	1	5 800	Achevé	2 892	1,00	2 892	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.2.1.2	Recenser les écoles sous équipées et identifier des solutions envisageables (latrines, eau, ...)	A rechercher	MEN-DSPS	h/m	Nouvelle act	4 000	6	24 000	Achevé	CR			ETAT	Dans le cadre de la campagne statistique
Activité 2.2.1.3	Définir un standard sanitaire minimum pour les écoles	ETAT	MEN-DVS	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.1.4	Construire des latrines (blocs séparés+Lave main) UNICEF	UNICEF	MEN-DELCL	Bloc	Nouvelle programmation	5 800	10	58 000	En cours en retard	3 000	5,00	15 000	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.2.1.5	Construire des latrines (blocs séparés+Lave main)	A rechercher	MEN-DELCL	Bloc	Nouvelle act	2 500	1030	2 575 000	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.1.6	Mettre en place de points d'eau dans les écoles: adduction	A rechercher	MEN-DELCL	1 Adduction	Nouvelle act	30 000	58	1 740 000	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.2.1.7	Mettre en place de points d'eau dans les écoles: forage mécanique	A recherch	MEN-DELC	1 forage	Nouvelle act	25 000	116	2 900 000	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.1.8	Mettre en place de points d'eau dans les écoles: forage manuel	A recherch	MEN-DELC	1 forage	Nouvelle act	10 000	407	4 070 000	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.1.9	Acquérir des médicaments déparasitage, vitamine A, etc.	PAM	MEN-DMOSS	élève	Nouvelle programmation	0	3610239	108 307	Achevé à temps	0	3 610 239,00	108 307	PAM	
Activité 2.2.1.10	Mission de suivi et évaluation des classes entrepreneuriales	OIF	MEN-DVS	Forum	Nouvelle act	6 000	1	6 000	Achevé	6 000	1,00	6 000	OIF	
Activité 2.2.1.10	Forum national de l'entrepreneuriat scolaire	OIF	MEN-DVS	Forum	Nouvelle act	7 000	1	7 000	Achevé	7 000	1,00	7 000	OIF	
Action 2.2.2	Renforcer la lutte contre les conflits et les violences en milieu scolaire							227 360				292 441		
Activité 2.2.2.1	Sensibiliser les communautés sur les violences en milieu scolaire	UNICEF	MEN-DELC	Forfait	Nouvelle act	6 960	1	6 960	Achevé	6 960	1,00	6 960	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.2.2.3	Acquérir des kits récréatifs pour les écoles	UNICEF	MEN-DELC	Forfait/école	Nouvelle act	145	320	46 400	En cours en retard	145	-	-	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.2.2.4	Appuyer les initiatives d'éducation pour la paix et la résolution des conflits dans le système éducatif et au niveau communautaire	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle programmation		1	-	Achevé	87 003	1,00	87 003	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.2.2.3	Créer et dynamiser les clubs Messenger de la paix	A rechercher	MEN-DELC	CR	Nouvelle programmation		1	-	Achevé	CR	3 670,00		ETAT	3670 clubs de paix ont fonctionné en 2018 dans les écoles primaires publiques

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.2.2.8	Former les enseignants aux approches éducatives relatives à l'éducation à la culture de la paix	ONG Graines de paix	MEN-DELC	forfait	Nouvelle programmation	40 000	1	40 000	Achévé	40 000	1,00	40 000	ONG Graines de paix	https://www.facebook.com/GrainesDePaixCoteD'Ivoire/
Activité 2.2.2.8	Concevoir des outils pédagogiques pour promouvoir le bien-être, la sécurité et la paix à l'école et favoriser les apprentissages	ONG Graines de paix	MEN-DELC	forfait	Nouvelle programmation	40 000	1	40 000	Achévé	40 000	1,00	40 000	ONG Graines de paix	
Activité 2.2.2.5	Soutenir la mise en œuvre d'interventions de prévention et de réduction des risques de conflits, catastrophes et autres vulnérabilités	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle act	94 000	1	94 000	Achévé	118 478	1,00	118 478	Prog Edu RCI- UNICEF	
Action 2.2.3	Mettre en œuvre des mesures d'incitation à la scolarisation							40 290 182				16 314 208		
Activité 2.2.3.1	Acquérir des vivres (HORS PAM)	ETAT	MEN-DNC	Ration/an	Nouvelle programmation	18	948561	17 074 098	Achévé	9	226 800,00	1 999 950	ETAT	412950101 Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI (6216 Achats d'alimentation (non destinés au personnel))
Activité 2.2.3.2	Assurer le Transport des vivres et équipement	ETAT	MEN-DNC	coût annuel	Nouvelle programmation	300 000	2	600 000	Achévé	249 999	1,00	249 999	ETAT	412950101 Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI (6289 Autres frais de transport et de mission)

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.2.3.3	Équiper les cantines (batterie de cuisines)	ETAT	MEN-DNC	coût annuel	Nouvelle programmation	99 300	1	99 300	Achevé	44 093	1,00	44 093	ETAT	412950101 Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI (2449 Autres matériels et outillages techniques)
Activité 2.2.3.4	Acquérir des vivres (cantines PAM)	PAM	MEN-DNC	Ration/a n	Nouvelle programmation	18	180000	3 240 000	Non démarrée	-	-	-	PAM	
Activité 2.2.3.5	Acquérir des rations à emporter pour les filles	PAM	MEN-DNC	Bénéficiaire	Nouvelle programmation	95	10000	948 300	Non démarrée	-	-	-	PAM	
Activité 2.2.3.6	Faire des transferts monétaires en faveur des filles	PAM	MEN-DELC	Bénéficiaire	Nouvelle programmation	75	10000	754 000	Non démarrée	-	-	-	PAM	
Activité 2.2.3.7	Appui à la scolarisation des filles	PME	UGP-PAPSE	Forfait	Nouvelle act	198 452	1	198 452	En cours	-	-	-	PME	Passation des marchés pour l'acquisition de compléments aux kits scolaires pour les filles
Activité 2.2.3.8	Construire et équiper des cantines scolaires (BAD). 14 cantines (Région du Bélier/District de Yakro),	BAD	2PAI-Bélier	coût (estimat if)	Nouvelle act	8 714	7	61 000	Non démarrée	-	-	-	BAD	
Activité 2.2.3.9	Former le personnel chargé de la mise en œuvre du programme de cantines	A recherche	MEN-DNC	coût annuel	Nouvelle programmation	248 250	1	248 250	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.2.3.10	Expérimenter l'achat de denrées locales produites par les groupements de femmes organisés autour des écoles	A recherche	MEN-DNC	Ration/AN	Nouvelle programmation	12	71930	888 623	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.3.12	Organiser une concertation sur les modalités de dotation des élèves en kits (communes, conseil régionaux, MEN, MEF)	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.3.14	Acquérir des Kits (complément)	A recherche	MEN-DAF	kit	Nouvelle programmation	5	741766	3 486 300	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.3.15	Acquérir des Kits par le MEN	ETAT	MEN-DAF	kit	Nouvelle programmation	7	1540000	10 010 000	Achévé	4	3 158 123,09	14 000 000	ETAT	423 4501 01 Kits scolaires
Activité 2.2.3.16	Acquérir et doter en Kits scolaires les élèves issus des zones à faible scolarisation	ETAT	MEN-DAF	kit	Nouvelle act	5	462000	2 171 400	Achévé	CR			ETAT	Tous les élèves du primaire public bénéficient de kits scolaires
Activité 2.2.3.17	Acquérir des Fournitures scolaires (kits)	UNICEF	MEN-DELCL	kit/enfant	Nouvelle programmation	9	50000	435 000	Achévé	5	4 346,00	20 165	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.2.3.18	Adapter le module de formation des comités de gestion des cantines scolaires et formation de 5 comités	TRECC/ Mondelez	MEN-DNC	Forfait	Nouvelle programmation	45 459	1	45 459	Abandonnée	-	-	-		« Le Projet de gestion des cuisines communautaires du Projet Trecc »
Activité 2.2.3.19	Pérenniser les prix d'excellence en faveur des filles ayant de bonnes performances	A recherche	MEN-DAF	coût annuel	Nouvelle act	30 000	1	30 000	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.2.3.20	Projet de gestion de 25 cuisines communautaires dans 25 classes passerelles du Projet Trecc 2, ICI 2018	Trecc-Nestlé/fondation ICI	MEN - DAENF	Cantine	Nouvelle act	20 000	25	500 000	En cours	-	-	-	Trecc-Nestlé/fondation ICI	phase préparatoire
Action2.2.4	Renforcer l'usage du numérique dans les activités pédagogiques							18 150				22 566		
Activité 2.2.4.1	Développer progressivement la FOAD par la formation des formateurs à la production des ressources pédagogiques numériques et à leur usage	A recherche	MEN-DPFC	H/J/I/S	Nouvelle act	605	30	18 150	Achévé	3 761	6,00	22 566	Bm	6 personnes formées à l'ingénierie de production des ressources pédagogiques numériques à Bâle en Suisse
Action2.2.5	Améliorer le fonctionnement des écoles primaires (Cf, Effet 8)							418 750 059				401 328 924		
Activité 2.2.5.1	Assurer les salaires des personnels du primaire et du préscolaire	ETAT	MEN-DRH	CR	Nouvelle programmation	392 164 225	1	392 164 225	Achévé	5 467	71 735,00	392 164 225	ETAT	421 4101 01 Direction de la solde - Gestion du personnel du Ministère de l'éducation Nationale (Enseignement Primaire)
Activité 2.2.5.2	Assurer le fonctionnement EPP	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	1 370 955	1	1 370 955	Achévé	111	13 784,00	1 531 263	ETAT	423Enseignement primaire
Activité 2.2.5.3	Mettre à disposition le crédit centralisé: primaire (pour appuyer le fonctionnement des écoles primaire et préscolaire: acquisition groupées)	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	2 788 397	1	2 788 397	Achévé	138	13 784,00	1 898 544	ETAT	413 4501 01 DAF-Gestion des Dépenses Centralisées
Activité 2.2.5.4	Mettre à disposition le Budget des IEPP	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	979 282	1	979 282	Réalisé	2 531	293,00	741 605	ETAT	421

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.1.2.11	Équiper les EPP en mallettes pédagogiques	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	650 000	1	650 000	Non démarrée	600 000	1,00	600 000	ETAT	423 9802 01 Équipement en Mallettes Pédagogiques des EPP
Activité 2.2.5.5	Acquérir et distribuer les Kits aux enseignants	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle act	33 407	0,3	10 022	Achevé	32	25,00	800	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.2.5.6	Acquérir et distribuer les manuels et guides enseignants pour le primaire: Manuels (math et lecture)	ETAT	MEN-DAF	manuel	Nouvelle programmation	1	2438488	1 292 399	Réalisé	559 992	1,00	559 992	ETAT	421980101 Acquisition de manuels scolaires
Activité 2.2.5.7	Acquérir et distribuer les manuels et guides enseignants pour le primaire: Manuels (autres disciplines)	A rechercher	MEN-DAF	manuel	Nouvelle programmation	1	1943497	1 030 053	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.5.8	Acquérir et distribuer les manuels et guides enseignants pour le primaire: guides enseignant primaire	A rechercher	MEN-DAF	GUIDES	Nouvelle programmation	1	125199,5714	65 730	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.5.11	Mettre en place les coins lecture	A rechercher	MEN-DAF	Unité	Nouvelle programmation	107	2711	290 077	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.5.12	Évaluer les subventions aux COGES	A rechercher	MEN-IGEN	h/j/N/S	Nouvelle act	137	60	8 220	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.5.13	Réviser les mécanismes d'attribution des subventions aux COGES	ETAT	MEN-DNAP/COGES	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.2.5.14	Identifier les bénéficiaires de subventions	ETAT	MEN-DNAP/COGES	CR	Nouvelle act		1	-	Achevé à temps	-	1,00	-	ETAT	Loi des finances 2018 Titre 2 ligne 421 6201 14 à 421 6299 17
Activité 2.2.5.15	Mettre à disposition la Subvention aux COGES	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	4 089 275	1	4 089 275	Achevé à temps			1 822 571	ETAT	421 6201 14 à 421 6299 17
Activité 2.2.5.16	Organiser les examens de fin CM2	ETAT	MEN-DECO	CR	Nouvelle programmation	12 353 670	1	12 353 670	Achevé à temps	1 911 000	1,00	1 911 000	ETAT	
Activité 2.2.5.17	Former les COGES	UNICEF		forfait/p ers	Nouvelle act	290	1050	304 500	Non démarrée	290	-	-	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.2.5.18	Organiser d'autres formations à l'endroit des COGES	UNICEF		forfait	reprogrammé	43 000	1	43 000	Non démarrée	43 000	-	-	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.2.5.19	Élaborer les normes et standards de qualité et de gestion des établissements	TRECC	MEN-DELC	h/j/I/S	Nouvelle act	741	60	44 460	Abandonné	-	-	-		
Activité 2.2.5.20	Produire un guide de gestion des directeurs d'écoles	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle act	58 000		-	non démarrée	58 000	-	-	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.2.5.21	Organiser des campagnes de communication et de sensibilisation à l'endroit des DREN, IEPP et Chefs d'établissement	A recherche	MEN-DELC	h/j	Nouvelle act	67	957	64 119	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.2.5.22	Former les directeurs d'écoles	AFD	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	140	5000	700 000	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.5.23	Élaborer les outils de suivi du temps d'apprentissage	A recherche	MEN-DVSP	h/j	Nouvelle act	605	135	81 675	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.2.5.25	Accompagner l'application des normes EAE	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle act	420 000	1	420 000	Achevé	18 189	1,00	18 189	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 2.2.5.26	Renforcer l'engagement parental dans le suivi de la vie scolaire des enfants, et la communication entre écoles et parents.	TRECC	DAPS-COGES	forfait	Nouvelles act	80 734	1	80 734	Achevé	80 734	1,00	80 734	TRECC	SMS and voice messages to parents, messages from schools to parents. Implemented by Mgov.
Sous total Produit 2.2								470 766 858				418 084 338		
PRODUIT2.3: Les personnes de 10 ans et plus non alphabétisées ou hors du système éducatif disposent d'une offre adéquate d'alphabétisation ou d'éducation non formelle														
Action2.3.1	Améliorer l'offre d'alphabétisation							1 908 957				391 486		
Activité 2.3.1.1	Mettre en place des mécanismes d'incitation (primes pour les alphabétiseurs bénévoles)	ETAT	MEN-DAENF	CR Animateur	Nouvelle programmation	258	337	86 912	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.3.1.2	Identifier les opérateurs/promoteurs qualifiés pour mener les activités d'alphabétisation (stratégie du faire faire)	ETAT	MEN-DAENF	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.3.1.3	Former les alphabétiseurs bénévoles	ETAT	MEN-DAENF	animateur	Nouvelle programmation	45	337	15 165	Achevé	83	713,00	58 997	ETAT	484920101 Stratégie Nationale d'Alphabétisation

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.3.1.4	Former des animateurs au suivi et l'encadrement des activités d'alphabétisation	ETAT	MEN-DAENF	animateur	Nouvelle programmation	-	337	-	Achevé	cr	-	-	ETAT	
Activité 2.3.1.5	Institutionnaliser l'ouverture systématique des centres d'alphabétisation au niveau des établissements scolaires	ETAT	MEN-DAENF	CR	Nouvelle programmation	-	1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.3.1.6	Organiser les activités d'alphabétisation dans les centres d'alphabétisation	ETAT	MEN-DAENF	apprenant	Nouvelle programmation	3	23600	75 520	Achevé	3	59 111,00	170 790	ETAT	
Activité 2.3.1.8	Organiser des activités d'alphabétisation (faire faire)	ETAT	MEN-DAENF	apprenant	Nouvelle programmation	17	94399	1 585 903	Achevé	26	2 275,00	58 997	ETAT	
Activité 2.3.1.9	Expérimenter l'alphabétisation via les outils numériques (la téléphonie mobile...)	UNESCO	MEN-DAENF	FORFAIT	Nouvelle programmation	87 000	0,53	46 110	Réalisé	87 000	1,63	75 202	NESTLE	Consolidation des acquis pour 2019-2020
Activité 2.3.1.10	Identifier les dispositifs novateurs d'alphabétisation (dispositifs, mécanismes et modalités de financement)	A recherche	MEN-DAENF	h/j/I/S	Nouvelle act	605	60	36 273	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.3.1.11	Organiser des ateliers pour l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale de l'alphabétisation cohérente avec le PSE	ETAT	MEN-DAENF	h/j	Nouvelle act	67	200	13 400	Abandonné	-	-	-		
Activité 2.3.1.12	Réviser et adapter les programmes d'alphabétisation	A recherche	MEN-DAENF	h/j	Nouvelle act	67	200	13 400	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.3.1.13	Édicter les critères de recrutement des alphabétiseurs	ETAT	MEN-DAENF	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.3.1.14	Définir le matériel pédagogique d'alphabétisation (manuel, cahier de l'apprenant, guides et autres supports)	ETAT	MEN-DAENF	CR	Nouvelle act		1	-	Achévé	-	-	-		
Activité 2.3.1.16	Évaluer les programmes et les dispositifs d'alphabétisation	A recherch	MEN-DAENF	h/j/l/S	Nouvelle act	605	60	36 273	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.3.1.17	Projet d'alphabétisation fonctionnelle des femmes	TRECC/ Mondele	World Education	apprenant	En cours	110	250	27 434	Réalisé	110	250,00	27 500	TRECC/ Mondelez	
Action 2.3.2	Développer un partenariat autour de l'alphabétisation							2 465 897				8 645		
Activité 2.3.2.2	Mettre en place un mécanisme de collaboration avec les médias	A recherch	MEN-DAENF	Forfait	Nouvelle act	5 000	1	5 000	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.3.2.3	Mettre en place un mécanisme de collaboration avec les services de réinsertion des jeunes à risque	A rechercher	MEN-DAENF	Forfait	Nouvelle act	3 500	1	3 500	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.3.2.5	Élaborer des projets d'alphabétisation à l'intention de groupes sociaux identifiés comme les groupements de femmes autour des écoles primaires et préscolaires (école à cantine+Centre communautaire préscolaire)	UNICEF	MEN-DAENF	apprenant	Nouvelle act	45	200	9 000	Achévé	8 645	1,00	8 645	Prog Edu RCI- UNICEF	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 2.3.2.6	Organiser les activités de post alphabétisation (pratiques utilisant les compétences acquises autour des cantines par ex)	ETAT	MEN-DAENF	apprentissage	Nouvelle programmation	41	59717	2 448 397	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.3.2.7	Accompagner les structures de formation professionnelle dans l'intégration du volet alphabétisation dans le cadre de la mise en œuvre de la formation par apprentissage	ETAT	MEN-DAENF	CR	Nouvelle programmation		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Action 2.3.3	Améliorer le fonctionnement des centres d'alphabétisation							1 003 943						
Activité 2.3.3.1	Organiser des activités d'alphabétisation (faire faire et bénévoles)	ETAT	MEN-DAENF	CR	Nouvelle programmation	1 003 943	1	1 003 943	Non démarrée	-	-	-		
Activité 2.3.3.2	Élaborer un rapport de suivi annuel des activités d'alphabétisation (publiques et privés)	ETAT	MEN-DAENF	CR	Nouvelle programmation		1	-	Achévé	CR			ETAT	
Sous total Produit 2.3								5 378 797				400 131		
TOTAL EFFET2								5 48 521 309				467 736 677		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
EFFET3	: Les élèves de 12 à 15 ans accèdent à une éducation de qualité et achèvent le cycle 1 du secondaire													
PRODUIT3.1: Les élèves du premier cycle du secondaire disposent d'une offre d'éducation adéquate														
Action3.1.1	Renforcer l'offre d'éducation dans le premier cycle de l'enseignement secondaire							68 411 450				3 123 756		
Activité 3.1.1.1	Affecter les élèves vers les collèges publics et privés	ETAT	MEN-DOB	Élève	reprogrammé	1	360817	279 633	Achevé	forfait	1,00	92 794	ETAT	
Activité 3.1.1.2	Diffuser les possibilités existantes en formation professionnelle et les possibilités d'accès pour les différents niveaux du collège et du lycée	A recherche	MEN-DOB	h/j	Nouvelle act	67	120	8 040	Achevé	CR	-	-	ETAT	Journée carrière à Man et activités des centres d'orientation
Activité 3.1.1.3	Sensibiliser les responsables des centres d'information et d'orientation sur les possibilités existantes pour éviter les ruptures de parcours scolaires (suivi des résultats, des aptitudes et facilitation de l'accès à des formations professionnelles adaptées)	A recherche	MEN-DOB	mission	Nouvelle act	5 330	1	5 330	Achevé	CR	-	-	ETAT	
Activité 3.1.1.4	Organiser des Ateliers pour le développement d'outils de suivi des élèves à l'intention des Directeurs d'établissement	A recherche	MEN-IGEN	h/j	Nouvelle act	67	100	6 700	Non démarré	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 3.1.1.5	Responsabiliser les inspecteurs d'orientation et les Directeurs d'établissements dans le suivi et la sensibilisation des élèves en risque de décrochage (pour des raisons de niveau, d'aptitudes, ou sociales) et informer régulièrement les centres d'orientations	ETAT	MEN-IGEN	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.1.6	Construire des salles de classe (collèges de proximité C2D1)	AFD	UCP-C2D EF	SDC	Nouvelle programmation	16 875	15	253 125	En cours	13 964	32,00	446 843	AFD	
Activité 3.1.1.7	Construire des salles de classe (collèges de proximité C2D2)	AFD	UCP-C2D EF	SDC	Nouvelle act	16 875	533	8 994 375	Non démarré	-	-	-	AFD	phase préparatoire (ciblage)
Activité 3.1.1.8	Construire des salles de classe (Collectivités territoriales)	ETAT	Collectivité	SDC	Nouvelle programmation	17 559	464	8 147 376	Réalisé	17 559	82,00	1 439 838	ETAT	41191 projet de développement éducatif
Activité 3.1.1.9	Construire des salles de classe (maîtrise d'ouvrage DEP)	A recherche	MEN-DEP	Collège	Nouvelle act	350 000	32	11 200 000	Abandonné	-	-	-		
Activité 3.1.1.10	Construire des salles de classe (maîtrise d'ouvrage Projet)	A recherche	MEN-DAF	SDC	Nouvelle programmation	63 495	410	26 032 950	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.1.11	Réhabiliter les établissements du second degré	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	160 000	1	160 000	Achevée	7 286	21,00	153 000	ETAT	431 9701 01 Rénovation des établissements du second degré

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 3.1.1.12	Assurer la maîtrise d'Œuvre des collèges de proximité (coût maîtrise d'ouvrage)	AFD	UCP-C2D EF	COLLEGE	Nouvelle act	27 000	66	1 782 000	En cours	27 000	32,00	864 000	AFD	
Activité 3.1.1.13	Équiper les collèges de proximité (C2D) en mobilier	AFD	UCP-C2D EF	COLLEGE	Nouvelle act	46 910	66	3 096 060	En cours	2 078	5,00	10 389	AFD	
Activité 3.1.1.14	Équiper les nouvelles SDC (Conseils généraux) en mobilier	A recherche	Collectivité	SDC	Nouvelle programmation	645	464	299 280	Réalisé	645	82,00	52 890	ETAT	41191 projet de développement éducatif
Activité 3.1.1.15	Équiper les nouvelles SDC (projet) en mobilier	A recherche	MEN-DAF	SDC	Nouvelle act	2 247	410	921 270	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.1.16	Équiper en matériels didactiques les collèges base 2 (coffret et matériel, cartes)	AFD	UCP-C2D EF	COLLEGE	Nouvelle act	28 957	73	2 113 876	Réalisé	1 600	40,00	64 001	AFD	
Activité 3.1.1.17	Équiper en matériels didactiques les collèges base 2 (Conseils généraux)	ETAT	MEN-DAF	COLLEGE	Nouvelle programmation	28 957	58	1 679 518	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.1.18	Équiper en matériels didactiques les collèges base 4	A recherche	MEN-DAF	COLLEGE	Nouvelle programmation	28 904	51	1 474 124	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.1.19	Équiper en matériels didactiques les collèges base 4 (Conseils généraux)	A recherche	MEN-DAF	COLLEGE	Nouvelle act	23 538	63	1 482 894	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.1.20	Équiper l'unité de production des manuels scolaires (complément)	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle act	244 999	1	244 999	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 3.1.1.21	Réviser les programmes tenant compte de la nouvelle finalité du collège (socle commun de compétences)	A recherche	MEN-DPFC	h/j/I/S	Nouvelle act	605	300	181 500	Non démarrée	-	-	-		Dans le cadre de la réforme du collège, un groupe de travail sur le socle commun de compétence travaille avec l'appui du CIEP
Activité 3.1.1.22	Apporter un Appui aux travaux de la cellule opérationnelle de coordination de la politique de réduction du taux de redoublement créée en février 2016	A recherche	MEN-IGEN	PM	Nouvelle act		1	-	Abandonnée	-	-	-		
Activité 3.1.1.23	Élaborer les TDR pour la mobilisation une assistance technique pour le développement de la méthodologie de diagnostic et d'optimisation des salles de classes et des enseignants	ETAT	Task Force	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.1.24	Apporter un appui au développement de méthodologie de diagnostic et d'optimisation des Salles de classes et des enseignants	A recherche	Task Force	h/j/I/S	Nouvelle act	605	80	48 400	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.1.26	Faire l'identification des surplus d'enseignants	ETAT	MEN-IGEN	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.1.27	Faire le paramétrage de CODIPOST sur la base des normes d'utilisation des enseignants	A recherche	MEN-DRH	h/j/I/S	Nouvelle act	605		-	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 3.1.1.28	Identifier les critères de redéploiement consensuels (DRH, IGEN, CCEN, DREN, Syndicats)	ETAT	MEN-IGEN	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.1.29	Définir la liste du personnel à redéployer sur la base des critères retenues	ETAT	MEN-IGEN	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.1.33	Recruter les professeurs de collège (moyenne annuelle sur 4 ans)	ETAT	MEN-DRH	CR enseignant	Nouvelle programmation		732	-	Achévé	CR		-	ETAT	
Activité 3.1.1.34	Recruter les professeurs de collège (moyenne annuelle sur 4 ans) pour remplacer PL affectés vers les lycées	ETAT	MEN-DRH	CR enseignant	Nouvelle programmation		152	-	Achévé	CR		-	ETAT	
Activité 3.1.1.35	Faire la promotion d'instituteurs (IO) en PC	ETAT	MEN-DRH	CR enseignant	Nouvelle programmation		500	-	Achévé	CR		-	ETAT	
Action 3.1.2	Soutenir l'accélération de l'éducation des filles							321 000				105 842		
Activité 3.1.2.1	Évaluer les capacités institutionnelles et opérationnelles des CMEF en matière de promotion de l'éducation des filles	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle act	16 000	1	16 000	en cours en retard	2 678	1,00	2 678	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 3.1.2.2	Former et équiper de 200 CMEF pour la promotion de l'éducation des filles	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle programmation	44 000	1	44 000	en cours en retard	20 044	1,00	20 044	Prog Edu RCI-UNICEF	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 3.1.2.3	Appuyer un programme de transferts sociaux au bénéfice des filles issues de familles vulnérables dans les zones d'intervention	UNICEF	MEN-DAF	forfait	Nouvelle act	157 000	1	157 000	non démarrée			-	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 3.1.2.4	Organiser des sessions de sensibilisation et de plaidoyer ciblant les leaders communautaires pour leur implication dans la promotion de l'éducation des filles	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle programmation	34 000	1	34 000	Achevé	34 000	1,00	34 000	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 3.1.2.5	Appuyer les DREN pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans régionaux opérationnels pour l'accélération de la scolarisation des filles	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle programmation	34 000	1	34 000	Achevé	16 932	1,00	16 932	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 3.1.2.6	Réaliser une étude sur les déterminants de la scolarisation des filles	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle programmation	31 000	1	31 000	en cours en retard	26 000	1,00	26 000	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 3.1.2.7	Promouvoir la pratique des prix d'excellence en faveur des filles ayant réalisé de bonnes performances scolaires	A recherche	MEN-DELC	PM	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.2.8	Attribuer des bourses d'études aux filles vulnérables de la classe de sixième	ETAT	MEN-DOB	forfait	Nouvelle act	-	1	-	Achevé	36	33,00	1 188	ETAT	33 filles de 6ème du milieu rural sont parmi les 4 291 élèves de 6ème bénéficiaires

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 3.1.2.9	Mettre en œuvre des stratégies durables de lutte contre les grossesses précoces	A recherche	MEN-DMOSS	forfait	Nouvelle programmation	5 000	1	5 000	Achévé	5 000	1,00	5 000	rotary club Abidjan Excelsior	campagne zéro grossesse en milieu scolaire
Action 3.1.3	Encadrer l'offre privée du premier cycle secondaire							53 813 188				77 226 928		
Activité 3.1.3.1	Apurer les arriérés	ETAT	MEN-DEEP	CR	Nouvelle programmation	10 000 000	1	10 000 000	Achévé	8 000 000	1,00	8 000 000	ETAT	411 6301 01 Apurement passifs frais d'écolage/MEN
Activité 3.1.3.2	Renforcer le contrôle pédagogique et administratif	ETAT	MEN-IGEN	CR	Nouvelle programmation	-	1	-	Achévé	CR	1,00	-	ETAT	
Activité 3.1.3.3	Réduire progressivement les affectations d'admis en 6ème au privé	ETAT	MEN-DOB	CR	Nouvelle programmation	-	1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.1.3.4	Conduire des missions d'identification et d'accompagnement des établissements privés	ETAT	MEN-DEEP	CR	Nouvelle programmation	-	1	-	Achévé	CR	1,00	-	ETAT	
Activité 3.1.3.5	Conduire des missions d'évaluation du respect des normes en matière de fournitures de services d'éducation dans les établissements privés	ETAT	MEN-DEEP	CR	Nouvelle programmation	-	1	-	Achévé	5 471	1,00	5 471	ETAT	413 4603 01 DEEP/ Contrôle des Effectifs
Activité 3.1.3.6	Payer les frais d'écolage aux collèges privés sur la base des effectifs orientés	ETAT	MEN-DEEP	CR élèves	Nouvelle programmation	120	364166,9903	43 700 039	Achévé	131	528 233,00	69 108 308	ETAT	431 6302 01 établissement d'Enseignement Secondaire Privé

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 3.1.3.7	Renforcer la redevabilité à travers l'analyse du système des subsides	TRECC	MEN-DEEP	forfait	En cours		1	72 000	Achevé	72 000	1,00	72 000	TRECC	
Activité 3.1.3.8	Renforcer la redevabilité à travers la mesure de la valeur ajoutée pour chaque collègue	TRECC	MEN-IGEN	Étude	En cours	41 149	1	41 149	En cours	41 149	1,00	41 149	TRECC	
Sous total Produit 3.1								122 545 638				80 456 526		
PRODUIT3.2: Les élèves du premier cycle du secondaire bénéficient d'un environnement scolaire, familial et communautaire favorable à la demande de services d'éducation														
Action3.2.1	Renforcer la sécurité et l'hygiène et la santé en milieu scolaire							3 016 286				3 088 930		
Activité 3.2.1.2	Assurer le fonctionnement des collèges	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmat	990 822	2,37	2 348 248	Achevé	6 278	492,00	3 088 930	ETAT	433370114 à 433375125
Activité 3.2.1.3	Construire des clôtures pour la sécurisation des collèges	A recherch	MEN-DAF	Clôture	Nouvelle act	8 000	58,9125	471 300	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.2.1.4	Installer les commodités d'hygiène et d'assainissement dans les collèges	A rechercher	MEN-DAF	Latrine et point d'eau	Nouvelle act	3 000	58,9125	176 738	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.2.1.5	Équiper les collèges en matériel didactique pour l'éducation sexuelle complète	A rechercher	MEN-DMOSS	forfait	Nouvelle act	20 000	1	20 000	Non démarrée	-	-	-		
Action3.2.2	Renforcer la lutte contre les violences et les conflits en milieu scolaire							114 000				103 738		
Activité 3.2.2.2	Sensibiliser les communautés sur les violences en milieu scolaire	UNICEF	MEN-DELC	PM	Nouvelle act	-	1	-	en cours a temps	18 031	1,00	18 031	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 3.2.2.4	Acquérir des kits récréatifs pour les écoles	UNICEF	MEN-DELC	PM	Nouvelle act	-	320	-	en cours en retard	-	1,00	-	Prog Edu RCI-UNICEF	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 3.2.2.5	Appuyer les initiatives d'éducation pour la paix et la résolution des conflits dans le système éducatif et au niveau communautaire	UNICEF	MEN-DELC	PM	Nouvelle programmation		1	-	Achevé	7 815	1,00	7 815	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 3.2.2.6	Créer et Dynamiser les clubs Messenger de la paix	A recherche	MEN-DELC	CR	Nouvelle programmation	20 000	1	20 000	Réalisé	130	154,00	20 000	ETAT	
Activité 3.2.2.7	Soutenir la mise en œuvre d'interventions de prévention et de réduction des risques de conflits, catastrophes et autres vulnérabilités.	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle act	94 000	1	94 000	en cours en retard	57 892	1,00	57 892	Prog Edu RCI-UNICEF	
Action3.2.3	Mettre en œuvre des mesures d'incitation à la scolarisation							1 072 010				751 950		
Activité 3.2.3.2	Créer des cantines dans les collèges en milieu rural	A recherche	MEN-DNC	CR	Nouvelle act	500 000	1	500 000	Réalisé	CR	7,00		ETAT	
Activité 3.2.3.3	Organiser un atelier de réflexions sur la pérennisation de la restauration dans les collèges en milieu rural	A recherche	MEN-DNC	H/J	Nouvelle act	67	60	4 020	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.2.3.4	Réviser les modalités d'attribution des bourses et demi bourses au secondaire	ETAT	MEN-Cabinet	CR	Nouvelle programmation		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 3.2.3.5	Attribuer et payer les bourses (dans public et privé)	ETAT	MEN-DOB	CR Élève	Nouvelle programmation	36	14750	531 000	Réalisé	36	20 090,00	723 240	ETAT	431610101 Élèves de l'Enseignement Général Boursiers en Côte d'Ivoire

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 3.2.3.6	Attribuer et payer les demi bourses (dans public et privé)	ETAT	MEN-DOB	CR Élève	Nouvelle programmation	18	2055	36 990	Réalisé	18	1 595,00	28 710	ETAT	6431 Bourses en Côte d'Ivoire
Activité 3.2.3.7	Mettre à disposition le budget internat	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation		1	-	Réalisé	CR	7,00		ETAT	
Action 3.2.4	Assurer le bon fonctionnement des collèves							211 785 612				240 351 340		
Activité 3.2.4.1	Assurer les Salaires du secondaire	ETAT	MEN-DRH	CR	Nouvelle programmation	201 631 660	1	201 631 660	Réalisé	CR	1,00	222 405 264	ETAT	431410101 Direction de la solde - Gestion du personnel du Ministère de l'éducation Nationale (Enseignement Secondaire)
Activité 3.2.4.3	Former les chefs d'établissement	AFD	MEN-DRH	h/j	Nouvelle act	187	400	74 800	Réalisé	187	102,00	19 074	AFD	
Activité 3.2.4.6	Assurer les frais d'Abonnement (eau, électricité, téléphone)	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	4 172 418	1	4 172 418	Réalisé	CR	1,00	3 373 452	ETAT	431460101 Direction du Patrimoine - Gestion des dépenses centralisées (6252 Abonnements et consommation d'eau; 6253 Abonnements et consommation d'électricité; 6261 Abonnements et consommations de téléphone, et d'autres télécommunications)

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 3.2.4.7	Mettre à disposition le crédit centralisé: Secondaire (pour appuyer le fonctionnement des collèges et Lycées: acquisition groupées)	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	3 041 441	1,17	3 558 485	Achevé	1 525 620	1,00	1 525 620	ETAT	431450101 DAF - Gestion des Dépenses Centralisées (Ens, Secondaire)
Activité 3.2.4.8	Mettre à disposition le budget établissement	ETAT		CR	Nouvelle programmation	990 822	2,37	2 348 249	Achevé	6 278	492,00	3 088 930	ETAT	433370114 à 433375125
Activité 3.2.4.9	Organiser les examens de fin 3ème (Cf. examen fin CM2)	ETAT	MEN-DECO	PM	Nouvelle programmation	-	1	-	Achevé à temps	9 939 000	1,00	9 939 000	ETAT	
Sous total Produit 3.2								215 987 908				244 295 958		
TOTAL EFFET3								338 533 545				324 752 484		
EFFET4	: Les élèves de 16 à 18 ans accèdent à une éducation secondaire générale de qualité													
PRODUIT4.1: Les élèves du second cycle du secondaire général disposent d'une offre d'éducation adéquate														
Action4.1.1	Mettre en place un programme de constructions scolaires							18 158 395				15 492 645		
Activité 4.1.1.1	Construction et équipement de 5 lycées d'excellence pour filles (part bailleur)	BID	UGP-Lycées filles BID	Lycée	Nouvelle act	1 418 405	2	2 836 810	En cours	2 067 726	0,30	10 000 000	BID	432960401 Construction et Équipement de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/BID
Activité 4.1.1.1	Construction et équipement de 5 lycées d'excellence pour filles (part État)	ETAT	UGP-Lycées filles BID	Lycée	Nouvelle act	100 000	1	100 000	En cours	CR	1,00	100 000	ETAT	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 4.1.1.2	Suivi des constructions (BNETD)	ETAT	BNETD	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 4.1.1.3	Construction de lycée ultra moderne coopération Rep. Chine	Rep. Chine	MEN-DEP	Lycée	Nouvelle act	13 493 151	1	13 493 151	En cours	13 493 151	0,70	5 000 000	Rep. Chine	412960401 Projet de construction du Lycée d'excellence de Grand Bassam
Activité 4.1.1.4	Construction de lycée ultra moderne coopération Rep. Chine (part État)	ETAT	MEN-DEP	Lycée	Nouvelle act	1 571 565	1	1 571 565	En cours	CR	0,70	263 000	ETAT	
Activité 4.1.1.5	Construction et Équipement d'un Lycée de Jeunes Filles avec Internat / OFID	OFID	MEN-DAF	Lycée	Nouvelle act	156 869	1	156 869	En cours	156 869	0,80	129 645	ETAT	432960501 Construction et Équipement d'un Lycée de Jeunes Filles avec Internat / OFID
Action 4.1.2	Optimiser l'utilisation des salles de classe et des enseignants							24 850						
Activité 4.1.2.1	Faire le paramétrage de CODIPOST sur la base des normes d'utilisation des enseignants	ETAT	MEN-DRH	PM	Nouvelle programmation		1	-	PM	-	-	-		
Activité 4.1.2.2	Affecter prioritairement les PL dans les classes de Lycée	ETAT	MEN-DRH	PM	Nouvelle programmation		1	-	PM	-	-	-		
Activité 4.1.2.3	Affecter les PL tenant des classes du premier cycle dans des classes du second cycle	ETAT	MEN-DRH	CR PL	Nouvelle programmation		152	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 4.1.2.4	Recruter des professeurs de Lycée	ETAT	MEN-DRH	PROF	Nouvelle programmation		197,71334	-	Achevée	CR	1 648,00	-	ETAT	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 4.1.2.5	Réduire le personnel enseignant mis à disposition d'autres administrations	ETAT	MEN-DRH	CR	Nouvelle act	-	1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 4.1.2.6	Normaliser les affectations dans les fonctions administratives	ETAT	MEN-DRH	CR	Nouvelle act	-	1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 4.1.2.7	Normaliser la notion de poste vacant	ETAT	MEN-DRH	CR	Nouvelle act	-	1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 4.1.2.8	Optimiser l'utilisation des salles de classes à travers l'étalement des horaires d'occupation	A recherche	MEN-DELCC	h/j/I/S	Nouvelle act	605	30	18 150	Non démarrée	-	-	-	ETAT	Le taux d'utilisation des SDC a augmenté sous la pression des effectifs
Activité 4.1.2.9	Former les chefs d'établissement en planification et gestion des établissements scolaires	A recherche	MEN-DRH	H/J	Nouvelle act	67	100	6 700	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Action 4.1.3	Encadrer l'offre du privé dans le second cycle du secondaire							977 760				5 727 900		
Activité 4.1.3.1	Élaborer des contrats de performance avec les établissements privés sur la base de l'ouverture de classes scientifiques, du recrutement de professeurs permanents formés, de la qualité de la gestion administrative et pédagogique	ETAT	MEN-DEEP	PM	Nouvelle act		1	-	PM	-	-	-	AFD	Élaboration des contrats de performance en cours à l'IGEN

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 4.1.3.2	Assurer les frais d'écolage confessionnel pour lycées et collèges	ETAT	MEN-DEEP	CR élèves	Nouvelle programmation	140	6984	977 760	Achevée	140	40 913,00	5 727 900	ETAT	431 6301 01 établissement d'Enseignement Secondaire Prive Confessionnel
Activité 4.1.3.1	Ouvrir des classes scientifiques dans le privé	ETAT	MEN-DEEP	CR	Nouvelle act		1	-	En cours	CR	29,00	-	ETAT	29 lycées sur les 103 nouvelles ouvertures ont des classes de 2nd C
Activité 4.1.3.1	Ouvrir les écoles de formations pédagogiques (ENS, INJS, IPNETP, INSAAC) aux enseignants du privé	ETAT	MEN-DPFC	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Sous total Produit 4.1								19 161 005				21 220 545		
PRODUIT4.2: Les élèves du secondaire second cycle bénéficient d'un environnement scolaire, familial et communautaire favorable à la demande de services d'éducation														
Action4.2.1	Développer une politique d'incitation des élèves à s'orienter vers les séries scientifiques et technologiques							543 949				500 939		
Activité 4.2.1.2	Mettre en place d'une commission pour la révision des modalités et des critères d'attribution et de renouvellement des bourses incitatives (filière, équité)	ETAT	MEN-DOB	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 4.2.1.3	Adopter de nouveaux textes régissant l'attribution des bourses (décret)	ETAT	MEN-Cabinet	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 4.2.1.4	Attribuer et payer les bourses (dans public et privé)	ETAT	MEN-DOB	CR élèves	Nouvelle programmation	36	11879,14246	427 649	Achevée	36	9 667,67	348 036	ETAT	431610101 Élèves de l'Enseignement Général Boursiers en Côte d'Ivoire

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 4.2.1.5	Identifier les sous services des PL scientifiques	ETAT	MEN-DELC	CR	Nouvelle act		1	-	Achevée	CR		-	ETAT	
Activité 4.2.1.6	Réaffecter les PL scientifiques en classes de lycée en fonction des besoins	ETAT	MEN-DRH	CR	Nouvelle act		1	-	Achevée	CR		-	ETAT	
Activité 4.2.1.7	Mettre en place des mesures pour optimiser en priorité l'utilisation des PL des disciplines scientifiques (redéploiement si nécessaire)	ETAT	MEN-DRH	CR	Nouvelle act		1	-	Achevée	CR		-	ETAT	
Activité 4.2.1.8	Ouvrir les filières de formation pour bacheliers scientifiques à l'ENS	ETAT	MEN-Cabinet	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 4.2.1.9	Orienter des bacheliers scientifiques à l'ENS	ETAT	MEN-Cabinet	CR	Nouvelle act			-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 4.2.1.1	Réaliser une étude sur la réforme des filières du baccalauréat (Consultant)	A rechercher	MEN-IGEN	h/j/l/S	Nouvelle act	605	60	36 300	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 4.2.1.1	Mettre en place des centres de ressources numériques scientifiques et technologiques dans les lycées	A rechercher	MEN-DPFC	coût annuel	Nouvelle act	50 000	1	50 000	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 4.2.1.1	Construire et équiper des laboratoires dans les lycées	A rechercher	MEN-DPFC	Laboratoire	Nouvelle act	30 000	1	30 000	Achevée	152 903	1,00	152 903	ETAT	431970101 Rénovation des établissements du second degré

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Action 4.2.2	Soutenir l'excellence et la rétention des enfants à besoins spécifiques, des filles et des jeunes des régions défavorisées							30 000							
Activité 4.2.2.1	Pérenniser les prix d'excellence en faveur des filles ayant de bonnes performances	A recherche	MEN-DELC	coût annuel	Nouvelle act	30 000	1	30 000	Non démarrée	-	-	-	ETAT		
Activité 4.2.2.2	Adopter de nouveaux textes régissant l'attribution des bourses (décret) tenant compte des filles, des familles défavorisées...	ETAT	MEN-Cabinet	PM	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT		
Activité 4.2.2.3	Mettre en place un dispositif d'accompagnement des enfants en difficulté d'apprentissage	ETAT	MEN-DPFC	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT		
Activité 4.2.2.4	Doter les lycées de jeunes filles d'internat (voir 6 lycées d'excellence)	BID	MEN-DAF	PM	Nouvelle act		2	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT		
Action 4.2.3	Développer l'utilisation des TICE dans l'enseignement secondaire							90 430				120 000			
Activité 4.2.3.1	Doter les lycées de salles multimédia	A recherche	MEN-DELC	Salle	Nouvelle act	10 000	3	30 000	Réalisé	10 000	12,00	120 000	Fondation MTN et Fondation Orange CI		
Activité 4.2.3.2	Identifier les produits et logiciels adaptés pour l'expérimentation virtuelle dans les matières scientifiques	A recherche	MEN-DPFC	h/j/I/S	Nouvelle act	605	30	18 150	Non démarrée	-	-	-	ETAT		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 4.2.3.3	Acquérir et distribuer les équipements (ordinateurs, vidéoprojecteurs, logiciels)	A recherche	MEN-DPFC	forfait/lycée	Nouvelle act	2 620	10	26 200	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 4.2.3.4	Réaliser un atelier d'élaboration des guides à l'intention des professeurs pour l'expérimentation virtuelle	A recherche	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	67	240	16 080	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Action 4.2.4	Renforcer la lutte contre les conflits et les violences dans les lycées							29 020				109 810		
Activité 4.2.4.2	Sensibiliser les communautés sur les violences en milieu scolaire	UNICEF	MEN-DELC	PM	Nouvelle act	-	1	-	Achévé	11 358	1,00	11 358	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 4.2.4.4	Créer et Dynamiser les clubs Messenger de la paix	A recherche	MEN-DELC	CR	Nouvelle programmation	20 000	1	20 000	Achévée	CR	98,00	-	ETAT	
Activité 4.2.4.5	Appuyer les initiatives d'éducation à la culture de la paix et la résolution des conflits dans le système éducatif et au niveau communautaire	UNICEF	MEN-DELC	PM	Nouvelle programmation		1	-	Achévé	8 452	1,00	8 452	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 4.2.4.6	Former les enseignants sur les pratiques pédagogiques protectrices des enfants en particulier les filles et sur les méthodes pédagogiques sensibles au genre	A recherche	MEN-DELC	h/j	Nouvelle programmation	67	60	4 020	Non démarrée	-	-	-		Activité similaire réalisée avec ONG Graine de Paix

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 4.2.4.7	Collecter et analyser les informations sur les conflits et les violences en milieu scolaire	A recherche	MEN-DSPS	cout annuel	Nouvelle programmation	5 000	1	5 000	Achevée	CR	98,00	90 000	ETAT	412950501 Renforcement Dispositif collecte des données statistiques
Action4.2.5	Assurer le bon fonctionnement des Lycées (CF. effet 8)							7 983 896				29 231 279		
Activité 4.2.5.1	Assurer le budget établissement (ligne par établissement)	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	2 527 884	3,15	7 962 835	Achevé à temps	39 201	225,00	8 820 305	ETAT	432370135 à 432378078
Activité 4.2.5.2	Assurer le fonctionnement des CNPTE (cours du soir)	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	21 061	1	21 061	Achevé à temps	5 328	3,00	15 974	ETAT	434370178/ 434370117/ 434370131
Activité 4.2.5.3	Organisation du Baccalauréat (voir examen fin CM2)	ETAT	MEN-DECO	PM	Nouvelle programmation	-	1	-	Achevé à temps	20 395 000	1,00	20 395 000	ETAT	
Sous total Produit 4.2								8 677 295				29 962 029		
TOTAL EFFET4								27 838 301				51 182 574		
EFFET5	: Les personnes de plus de 12 ans accèdent à un enseignement technique et une formation professionnelle de qualité													
PRODUIT5.1: Les personnes de plus de 12 ans disposent d'une offre adéquate en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle														
Action5.1.1	Améliorer l'offre publique de l'ETFP							34 488 427				59 649 250		
Activité 5.1.1.1	Mettre en place une commission pour la révision des critères d'orientation en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés	ETAT	ETFP-DECOB	CR	Nouvelle act		1	-	Achevée	CR	-	-	ETAT	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 5.1.1.2	Construire et équiper des SDC du technique (expansion dans les établissements existants)	ETAT	ETFP-DPEM	SDC	Nouvelle act	112 500	34	3 825 000	en cours	112 500	34,00	3 825 000	ETAT	Taux d'exécution :70%
Activité 5.1.1.3	Construire et équiper le Centre sectoriel Transport Logistique d'Abidjan, le Centre sectoriel Agroalimentaire et Maintenance Industriel de Yopougon (Cité de l'ETFP), le Centre sectoriel de Maintenance Véhicules Engins d'Abidjan, le Centre sectoriel Mine Extraction de Man, le Centre sectoriel Agro-élevage de Botro	AFD	UCP-C2D EF	Package	Nouvelle programmation	23 746 524	0,2	4 749 305	en cours	23 746 524	0,30	7 123 957	AFD	Dans l'ensemble, le projet est à la phase de recrutement des cabinets d'étude, excepté le Centre sectoriel Agroalimentaire et Maintenance Industriel de Yopougon qui est en cours d'achèvement
Activité 5.1.1.4	Construire et équiper le Lycée Professionnel Agricole de Bouna	BID	ETFP-DPEM	Lycée	Nouvelle act	8 985 000	0,2	1 797 000	en cours	8 985 000	0,40	3 594 000	BID	Les droits coutumiers purgés, en phase de démarrage
Activité 5.1.1.5	Construire et équiper le Lycée Professionnel Agricole de Zouan-Hounien	BID	ETFP-DPEM	Lycée	Nouvelle act	9 590 091	0,2	1 918 018	en cours	9 590 091	0,40	3 836 037	BID	Les droits coutumiers purgés, en phase de démarrage
Activité 5.1.1.14	Réhabiliter, faire l'extension et équiper le LP SAN PEDRO; LP JACQUEVILLE; CFP DE TOUBA; CFP DE GUIGLO; CFP DE MAN; CFP DE KORHOGO; CFP DE BONDOUKOU; CFP D'ODIENNE	UE-Projet PROFOR ME	ETFP-DPEM	Package	reprogrammé	3 979 779	0,1	397 978	en cours	20 590 000	0,30	6 177 000	UE-Projet PROFOR ME	les établissements concernés par le projet ont été réhabilités et équipés à 100% exceptés le LP de Jacquerville et le LP de San-Pédro qui ont été réhabilités à 80%

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 5.1.1.6	Construire et équiper le Centre de Formation Professionnelle de Dimbokro, le Centre de Formation Professionnelle de Bonoua, le Centre de Formation Professionnelle d'Agboville, le Centre de Formation Professionnelle de Dabou	BID	ETFP-DPEM	Package	Nouvelle programmation	20 590 000	0,2	4 118 000	en cours	7 231 116	0,40	2 892 446	BID	les droits coutumiers purgés ; en phase de démarrage
Activité 5.1.1.7	Construire et équiper le Lycée Professionnel Hôtelier de Yamoussoukro, le Collège d'Enseignement Technique de Bouaflé, le Collège d'Enseignement Technique d'Issia	FSD	ETFP-DPEM	Package	Nouvelle act	7 231 116	0,2	1 446 223	en cours	3 600 000	0,30	1 080 000	FSD	La construction des différents édifices est exécutée à 85%, excepté le LP Yamoussoukro qui est exécuté à un taux de 58%
Activité 5.1.1.8	Construire et équiper le centre multisectoriel Mohamed VI de Yopougon	Fondat. Mohamed VI	ETFP-DPEM	Centre	Nouvelle programmation	3 600 000	0,5	1 800 000	Achevée	11 700 000	0,30	11 700 000	Fondation Mohamed VI	Établissement livré
Activité 5.1.1.9	Construire et équiper le Lycée Technique et Professionnel de Daloa	FKD	ETFP-DPEM	Lycée	Nouvelle programmation	11 700 000	0,2	2 340 000	En cours	26 100 000	0,40	10 440 000	FKD	les droits coutumiers purgés ; en phase de démarrage

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 5.1.1.10	Construire et équiper le Lycée Technique et Professionnel de Séguéla, le Lycée Professionnel de Soubré, le Centre de Formation Professionnelle de Samango, l'IFP des TIC de Grand-Bassam	MITRELLI	ETFP-DPEM	Package	Nouvelle act	26 100 000	0,2	5 220 000	En cours	2 275 102	0,30	682 531	MITRELLI	Procédure de purge des droits coutumiers en cours
Activité 5.1.1.11	Réhabiliter, faire l'extension et équiper le LYCEE PROFESSIONNEL DE FERKE	BADEA	ETFP-DPEM	Lycée	Nouvelle programmation	2 275 102	0,2	455 020	En cours	2 275 102	0,30	682 531	BADEA	taux d'exécution : 71%
Activité 5.1.1.12	Réhabiliter, faire l'extension et équiper le CENTRE D'ELECTRONIQUE ET D'INFORMATIQUE APPLIQUEE (CELIA) D'ABIDJAN	BADEA	ETFP-DPEM	Centre	Nouvelle programmation	2 275 102	0,2	455 020	En cours	2 275 102	0,30	682 531	BADEA	Taux d'exécution : 92%
Activité 5.1.1.13	Réhabiliter, faire l'extension et équiper le CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE (CFP) DE GAGNOA	BADEA	ETFP-DPEM	Centre	Nouvelle programmation	2 275 102	0,2	455 020	En cours	7 303 069	0,30	2 190 921	BADEA	Le taux d'exécution est à 25% ;

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 5.1.1.14	Réhabiliter, faire l'extension et équiper LP SAN PEDRO ; LP JACQUEVILLE ; CFP DE TOUBA ; CFP DE GUIGLO; CFP DE MAN; CFP DE KORHOGO; CFP DE BONDOUKOU; CFP D'ODIENNE	UE-Projet PROFOR ME	ETFP-DPEM	Package	Nouvelle programmation	7 303 069	0,2	1 460 614	En cours	12 004 206	0,30	3 601 262	UE-Projet PROFOR ME	
Activité 5.1.1.15	Réhabiliter, faire l'extension et équiper CPM-BAT DE KOUMASSI, CFP D'ABENGOUROU, CFP DE DALOA 1, CFP DE BONGOUANOU, LP DE DAOUKRO	AFD	UCP-C2D EF	Package	Nouvelle programmation	12 004 206	0,2	2 400 841	En cours	4 450 000	0,05	221 169	AFD	Recrutement des cabinets d'étude pour l'ensemble excepté le LP Daoukro où les travaux sont en cours
Activité 5.1.1.16	Réhabiliter, faire l'extension et équiper le LYCEE PROFESSIONNEL d'ODIENNE	BID	ETFP-DPEM	Lycée	Nouvelle programmation	4 450 000	0,3	1 335 000	En cours	1 051 290	0,30	315 387	BID	Réhabilitation terminée et équipement réalisé ; taux d'exécution : 98%
Activité 5.1.1.17	Réhabiliter, faire l'extension et équiper le CENTRE DE BUREAUTIQUE, DE COMMUNICATION ET DE GESTION (CBCG) DE BOUAKE	FSD	ETFP-DPEM	Centre	Nouvelle programmation	1 051 290	0,3	315 387	En cours	959 491	0,63	604 479	FSD	Requête pour un financement additionnel d'un montant de 4 732 000 000 FCFA à adresser au bailleur. Le taux d'exécution est 63%

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Action 5.1.2	Développer les filières prioritaires							152 636							
Activité 5.1.2.1	Réaliser des études sur les filières de l'enseignement technique et sur la création de filières professionnelles	A recherche	ETFP-DFIQ	H/J/I/S	Nouvelle act	605	90	54 409	Non démarrée	-	-	-			
Activité 5.1.2.2	Mener une concertation sur la réforme des filières de l'enseignement technique (METFP, branches professionnelles, syndicats, etc.)	A recherche	ETFP-DFIQ	h/j	Nouvelle act	67	120	8 000	Non démarrée	-	-	-			
Activité 5.1.2.3	Élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre de la réforme des filières	A recherche	ETFP-DFIQ	H/J/I/S	Nouvelle act	605	60	36 273	Non démarrée	-	-	-			
Activité 5.1.2.4	Prendre des mesures incitatives par l'attribution des bourses aux apprenants orientés dans les filières prioritaires	ETAT	ETFP-DECOB	CR/apprenant	Nouvelle programmation	50	1079,075839	53 954	Non démarrée	-	-	-			
Action 5.1.3	Mettre en place une variété de formations qualifiantes							2 820 190				3 148 268			
Activité 5.1.3.1	Réaliser les Études de situations de travail, de compétences / par secteur d'activités / par localisation	A recherche	Agence Emploi Jeunes	H/J/I/S	Nouvelle act	605	150	90 750	Non démarrée	-	-	-			
Activité 5.1.3.2	Rechercher des partenariats / chambre nationale des métiers, partenariat actif	ETAT	METFP-CMR	CR	Nouvelle programmation		1	-	Réalisée	CR	1,00		ETAT		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 5.1.3.3	Expérimenter l'Apprentissage amélioré menée par le PEJEDEC (identification populations, secteurs, opérateurs de formation, jeunes)	Bm	UCP-PEJEDEC	Forfait	Nouvelle programmation	4 100 000	0,25	1 025 000	Réalisée	214	4 800,00	1 025 000	Bm/PEJEDEC	La première phase de la formation par apprentissage alternant théorie et pratique en milieu professionnel a permis d'encadrer environ 4800 jeunes.
Activité 5.1.3.4	Conduire l'Expérimentation menée par PROFORME	ONUDI/UE	UGP-PROFORME	Forfait	Nouvelle programmation	1 272 448	0,167	212 075	En cours	100 000	1,00	100 000	ONUDI/UE	Taux d'exécution :48%
Activité 5.1.1.15	Réhabiliter, faire l'extension et équiper le CPM-BAT DE KOUMASSI, CFP D'ABENGOUROU, CFP DE DALOA 1, CFP DE BONGOUANOU, LP DE DAOUKRO	AFD	UCP-C2D EF	Package	En cours				Non démarrée	-	-	-	AFD	
Activité 5.1.3.5	Évaluer les expérimentations de l'AGEFOP (Prépa CAP, Prépa BT, Prépa BTS)	A recherche	ETFP-Cabinet	H/J/I/S	Nouvelle act	605	40	24 200	En cours	4 600	10,00	46 000	AGEFOP	phase pilote en cours dans 10 établissements de l'ETFP à raison de 30 apprenants par établissement
Activité 5.1.3.6	Élaborer les textes réglementaires pour le cadre de l'apprentissage moderne (contrat, modalités, etc.)	ETAT	ETFP-DAJ	CR	Nouvelle programmation		1	-	En cours	6 000	1,00	6 000	Bm/PEJEDEC	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 5.1.3.7	Expérimenter l'apprentissage moderne par AGEFOP	ETAT	AGEFOP	CR	En cours				En cours	1 754 610	1,00	1 754 610	AGEFOP	
Activité 5.1.3.8	Identifier avec les branches professionnelles des centres de formation (susceptibles d'accueillir des apprentis pendant les regroupements)	A recherche	ETFP-DFQAI	forfait	Nouvelle programmation	1 025 000	1	1 025 000	Non démarrée	-	-	-		
Activité 5.1.3.9	Organiser des ateliers de concertations avec les branches sur les spécialités et les centres identifiés	A recherche	ETFP-DFQAI	h/j	Nouvelle act	67	45	3 015	Non démarrée	-	-	-		
Activité 5.1.3.10	Mettre en place l'APPRENTISSAGE TRADITIONNEL AMELIORE: Appui pour la définition d'un cadre réglementaire et d'un mode opératoire	A recherche	ETFP-DFQAI	H/J/I/S	Nouvelle act	605	30	18 150	Non démarrée	-	-	-		
Activité 5.1.3.14	Élaborer l'Ingénierie pour la formation générale et technologique des apprentis lors des regroupements (curricula et profil des formateurs)	ETAT	IPNETP	CR IPNETP	Nouvelle act		1	-	En cours	1 272 448	0,17	216 316	ETAT	
Activité 5.1.3.15	Identifier et appuyer les structures d'éducation/formation pour l'intégration des jeunes déscolarisés et leur insertion professionnelle.	UNICEF	ETFP-DFQAI	forfait	Nouvelle programmation	422 000	1	422 000	en cours en retard	342	1,00	342	Prog Edu RCI-UNICEF	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Action 5.1.4	Mettre en place des baccalauréats professionnels en alternance							70 350							
Activité 5.1.4.1	Élaborer les curricula des formations	A recherc	ETFP-DPDP	H/j	Nouvelle act	67	1050	70 350	Non démarrée	-	-	-			
Action 5.1.5	Apporter un appui à la structuration des branches professionnelles							5 999 069							
Activité 5.1.5.1	Réaliser une étude exhaustive sur les branches professionnelles	A recherch	ETFP-CMR	H/J/I/S	Nouvelle act	605	60	36 300	Non démarrée	-	-	-			
Activité 5.1.5.3	Créer le conseil National des branches professionnelles et la coordination Nationale des branches professionnelles consultative (CN-CPC)	ETAT	SE-ETFP-Cabinet	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-			
Activité 5.1.5.4	Organiser un Atelier de concertation pour le montage de partenariats avec les branches professionnelles	ETAT	ETFP-CMR	PM	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-			
Activité 5.1.5.5	Apporter un appui à la Rénovation de trois filières (partenariat avec les branches)	AFD	ETFP-CMR	forfait	Nouvelle programmation	5 841 306	1	5 841 306	Non démarrée	-	-	-			
Activité 5.1.5.6	Mettre en place des comités consultatifs permanents, 13 branches : ateliers	AFD	ETFP-CMR	forfait	Nouvelle programmation	34 110	2	68 220	Non démarrée	-	-	-			
Activité 5.1.5.7	Solliciter une Assistance technique pour l'appui à la structuration des branches professionnelles (2017-2018)	AFD	UCP-C2D EF	H/J/I/S	Nouvelle act	605	30	18 150	Non démarrée	-	-	-			

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 5.1.5.8	Apporter divers appui à la réforme	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle programmation	35 093	1	35 093	Non démarrée	-	-	-		
Action 5.1.6	Encadrer l'offre privée de l'ETFP							9 660 087				8 836 708		
Activité 5.1.6.1	Procéder à l'Apurement des arrières et révision des modalités	ETAT	ETFP-DEEP	coût annuel	Nouvelle programmation	851 000	1	851 000	Non réalisé	1 000 000	-	-	ETAT	441630101 Apurement passif frais d'écolage/METFP
Activité 5.1.6.2	Sélectionner les établissements bénéficiaires sur la base des nouveaux critères	ETAT	ETFP-DEEP	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 5.1.6.3	Payer les subventions au Technique	ETAT	ETFP-DEEP	CR élève	Nouvelle programmation	175	42911,26647	7 509 472	Achevée	7 025 755	1,00	7 025 755	ETAT	415 6302 01
Activité 5.1.6.4	Payer les subventions au professionnelle	ETAT	ETFP-DEEP	CR élève	Nouvelle programmation	175	6925,8	1 212 015	Achevée	1 680 725	0,98	1 645 725	ETAT	415 6303 01
Activité 5.1.6.5	Former les acteurs des établissements privés à l'IPNETP	ETAT	IPNETP	CR	Nouvelle act		1	-	Réalisée	50	3 000,00	150 000	FDFP	
Activité 5.1.6.6	Réaliser une étude et apporter une assistance technique pour le développement d'une formation professionnelle privée pertinente et de qualité	BAD	ETFP-DEEP	coût (estimatif)	Nouvelle programmation	146 000	0,6	87 600	En cours	146 000	0,03	3 870	BAD	Les instances de pilotage et de coordination sont déjà en place; et le recrutement du cabinet d'études est bien avancé

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 5.1.6.6	Assurer le Suivi et l'encadrement des établissements privés	ETAT	ETFP-DEEP	CR	Nouvelle act		1	-	Réalisée	11 358	1,00	11 358	ETAT	415 2506 01
Sous total Produit 5.1								53 190 758				71 634 226		
PRODUIT5.2: Les établissements disposent d'un environnement favorable à l'apprentissage des métiers														
Action 5.2.1	Introduire et développer les TICE dans le dispositif de l'ETFP							840 050				16 000		
Activité 5.2.1.1	Concevoir le plan d'intégration et de vulgarisation des TICE dans les établissements	A recherche	CPNTIC	h/j	Nouvelle act	67	150	10 050	Non démarrée	-	-	-		
Activité 5.2.1.3	Apporter un Appui à l'extension d'une offre de formation professionnelle dans l'économie numérique	BAD	ETFP-DFIQ	coût (estimatif)	Nouvelle act	8 000 000	0,1	800 000	Abandonnée	-	-	-		A la demande du Gouvernement, ces ressources ont été utilisées pour un appui budgétaire général
Activité 5.2.1.4	Installer des salles multimédias	A recherche	CPNTIC	Salle	Nouvelle act	10 000	3	30 000	Réalisée	16 000	1,00	16 000	Fondation MTN	Grand Lahou
Action 5.2.2	Renforcer la sécurité, l'hygiène et la santé aux seins des établissements de l'ETFP							83 900						
Activité 5.2.2.1	Construire des infrastructures d'accompagnement de Base (point d'eau, latrines fonctionnelles)	A recherche	ETFP-DPEM	Latrine et point d'eau	Nouvelle act	6 700	2	13 400	Non démarrée	-	-	-		
Activité 5.2.2.2	Mettre en place les systèmes de sécurité et d'alarme	A recherche	ETFP-DPEM	Dispositif	Nouvelle act	3 000	1	3 000	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Activité 5.2.2.2	Mettre en place une source d'énergie stable et régulière (groupe électrogène alternatif)	A rechercher	ETFP-DPEM	Dispositif	Nouvelle act	60 000	1	60 000	Non démarrée	-	-	-			
Activité 5.2.2.2	Mettre à disposition de trousses médicales d'urgence	A rechercher	ETFP-DPEM	Trousses	Nouvelle act	500	15	7 500	Non démarrée	-	-	-			
Action 5.2.3	Renforcer la lutte contre les violences dans les établissements de l'ETFP							55 960							
Activité 5.2.3.1	Organiser des campagnes de sensibilisation à l'intention de tous les acteurs pour la protection des apprenants	A rechercher	ETFP-SCD	forfait	Nouvelle act	6 960	1	6 960	Non démarrée	-	-	-			
Activité 5.2.3.1	Assurer la Production et la distribution du code de conduite du personnel de l'éducation sur la protection de l'enfant	A rechercher	ETFP-SCD	forfait	Nouvelle act	29 000	1	29 000	Réalisée	PM	1,00	-	ETAT	Voir code de bonne conduite du MENETFP	
Activité 5.2.3.1	Créer des Clubs Messagers de la paix dans les établissements	A rechercher	ETFP-DFPI	coût annuel	Nouvelle act	20 000	1	20 000	Non démarrée	-	-	-			
Action 5.2.4	Assurer le bon fonctionnement des établissements de l'ETFP (Cf-Effet 8)							43 295 410				42 641 625			
Activité 5.2.2.1	Assurer les Dépenses des établissements y compris salaires et transferts aux EPA	ETAT	ETFP-DAF	CR	reprogrammé	24 222 316	1,45	35 122 358	Réalisé à temps	34 887 369	1,00	34 887 369	ETAT	415410101 Direction de la solde-gestion du personnel du METFP	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 5.2.2.2	Assurer les dépenses IPNETP	ETAT	IPNETP	CR	reprogrammé	2 113 480	1,32	2 789 793	Réalisé à temps	1 961 006	1,00	1 961 006	ETAT	464510301
Activité 5.2.2.3	Payer les Bourses en CIV	ETAT	ETFP-DECOB	CR	reprogrammé	1 442 517	0,94	1 355 966	Réalisé à temps	1 573 840	0,86	1 417 257	ETAT	441610201 / 441610301 / 441610501 / 441610601
Activité 5.2.2.4	Payer les bourses à l'étranger	ETAT	ETFP-DECOB	CR	reprogrammé	4 015 100	1	4 015 100	Réalisé à temps	4 364 600	1,00	4 363 800	ETAT	441610101 / 441610701
Activité 5.2.2.5	Projet de formation et d'insertion des personnes handicapées	ETAT		forfait		12 193	1	12 193	Réalisé à temps	12 193	1,00	12 193	ETAT	664 9501 01
Sous total Produit 5.2								44 275 320				42 657 625		
TOTAL EFFET5								97 466 079				114 291 851		
EFFET6	: Les étudiants accèdent à un enseignement supérieur de qualité qui assure leur insertion professionnelle													
PRODUIT 6.1: Les étudiants disposent d'une offre de formation adéquate et diversifiée prenant en compte les évolutions économiques, scientifiques et technologiques														
Action6.1.1	Améliorer l'adéquation entre les flux de bacheliers et l'accessibilité aux formations supérieures							62 080 601				21 525 521		
Activité 6.1.1.1	Réaliser les Travaux d'extension de l'université de Man	ETAT	MESRS-DP/PDU	forfait	Nouvelle programmation	30 374 953	0,3	9 112 486	En cours	32 294 478	0,11	3 670 202	ETAT	
Activité 6.1.1.2	Créer une université numérique: Part C2D	AFD	UCP-C2D EF	Forfait	Nouvelle act	8 229 637	0,3	2 468 891	En cours	3 456 911	0,80	2 765 529	AFD	Projet AMRUGE-CI N°2

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 6.1.1.3	Créer une université numérique : Part État	ETAT	MESRS-DP/PDU	Forfait	Nouvelle programma	20 000 000	0,3	6 000 000	Réalisée	1 332 090	1,00	283 728	ETAT	463 5101 01
Activité 6.1.1.4	Réaliser les Travaux d'extension de l'Université de Korhogo	ETAT	MESRS-DP/PDU	forfait	Nouvelle act	33 381 500	0,3	10 014 450	En cours	18 766 979	0,13	2 499 900	ETAT	
Activité 6.1.1.5	Réaliser les Travaux d'extension de l'Université de Daloa	ETAT	MESRS-DP/PDU	forfait	Nouvelle act	38 477 780	0,3	11 543 334	En cours	9 760 443	0,26	2 499 900	ETAT	
Activité 6.1.1.6	Réaliser les Mesures urgentes liées à la réforme de l'INPHB	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle act	1 000 000	0,3	300 000	En cours	7 000	1,00	7 000	AFD	
Activité 6.1.1.7	Réaliser les Travaux de rénovation de l'INPHB et sécurisation	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle act	9 700 000	0,4	3 880 000	Non démarrée	-	-	-	AFD	Marché en cours d'approbation
Activité 6.1.1.8	Réaliser les travaux de réhabilitation et d'extension de l'INPHB (antenne Abidjan)	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle act	2 800 000	0,4	1 120 000	Non démarrée	-	-	-	AFD	Un groupe de cabinets a été recruté pour la conception des plans architecturaux et le suivi des travaux de construction de l'antenne d'Abidjan et des résidences des élèves à Yamoussoukro
Activité 6.1.1.13	Construire et équiper une Université (ou école) Polytechnique	A recherche	MESRS-DP/PDU	Université	Nouvelle act	45 000 000	0,3	13 500 000	Non démarrée	-	-	-		
Activité 6.1.1.14	Réaliser les Travaux de réhabilitation et d'équipement urgents à l'INPHB	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle programmation	7 500 000	0,55	4 125 000	Réalisée	9 774 262	1,00	9 774 262	AFD	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 6.1.1.15	Renforcer le mécanisme d'orientations des étudiants et leur accompagnement dans les inscriptions	A recherche	MESRS-DEXCO	h/j/N/S	Nouvelle act	137	60	8 220	Réalisée	25 000	1,00	25 000	ETAT	Journées d'orientation des Bacheliers (JOB 2018) 461210301 / 461250101
Activité 6.1.1.17	Mutualiser les bâtiments et équipements : Appui technique pour le développement d'une application pour la gestion des bâtiments	A recherche	MESRS-DSIER	h/j/N/S	Nouvelle act	137	40	5 480	Non démarrée	-	-	-		
Activité 6.1.1.18	Mutualiser les bâtiments et équipements : Définition d'une procédure administrative de mutualisation des bâtiments par les UFR logés dans un même campus)	A recherche	MESRS-DRCRM	h/j/N/S	Nouvelle act	137	20	2 740	Non démarrée	-	-	-		
Action 6.1.2	Assurer la normalisation des années académiques							1 232 880				183 933		
Activité 6.1.2.1	Mettre en œuvre des contrats de performance	ETAT	MESRS-Comité CDP	PM	Nouvelle act		1	-	En cours	-	1,00	155 982	AFD	(i) consolidation des documents état des lieux et évaluation des besoins des 9 établissements publics et le Ministère de tutelle (ii) cadrage du processus d'actualisation des POS des IESR (iii) Actualisation des POS des IESR en cohérence avec la vision de MESRS

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 6.1.2.2	Acquérir le matériel pédagogique (équipement scientifique salles TP)	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle act	4 000 000	0,3	1 200 000	En cours	936 522	0,01	9 951	AFD	
Activité 6.1.2.3	Organiser des ateliers pour l'Apaisement du climat social	A recherche	MESRS-DVAG	h/j/N/S	Nouvelle act	137	120	16 440	Réalisée	10 000	1,00	10 000	ETAT	416 4604 01Cabinet MESRS - Journées de la non-violence
Activité 6.1.2.4	Organiser des ateliers pour l'Apaisement du climat social (l'élaboration et l'adoption d'un plan de normalisation en impliquant les organisations syndicales des enseignants et les associations d'étudiants)	A recherche	MESRS-DGSIP	h/j/N/S	Nouvelle act	137	120	16 440	Réalisée	PM			ETAT	
Activité 6.1.2.5	Optimiser l'utilisation des enseignants et des bâtiments	ETAT	MESRS-DRH/Scolarité des universités	CR	Nouvelle act		1	-	En cours	CR	1,00		Etat	FOAD; Finaliser l'interconnexion des universités pour permettre une mutualisation des enseignants entre université, réduisant les déplacements de vacation
Activité 6.1.2.6	Fixer un calendrier d'apurement des retards (négociations UFR-Conseil de l'Université et décision administrative)	ETAT	MESRS-Cabinet	CR	Nouvelle act		1	-	En cours	CR	1,00		ETAT	
Activité 6.1.2.7	Élaborer et Adopter un calendrier académique unique à tous les établissements d'enseignement supérieur	ETAT	MESRS-DESUP	CR	Nouvelle act		1	-	Réalisée	CR	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 6.1.2.8	Mettre en place d'un comité de dialogue, de concertation et de suivi des recommandations au niveau de chaque université/grande école	ETAT	MESRS-DESUP	CR	Nouvelle act		1	-	Réalisé	8 000	1,00	8 000	ETAT	4162401 01 Organes de concertation et de régulation
Action 6.1.3	Améliorer l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur							2 397 203				182 680		
Activité 6.1.3.1	Implication de partenaires privés dans la définition de l'offre de formation (structuration des branches, révision des curricula)	AFD	MESRS-DESUP	Forfait	Nouvelle act	150 000	1	150 000	Non démarrée	-	-	-	ETAT	Des offres de formation ont été élaborées, notamment, à l'INP-HB avec l'implication du secteur privé (formation des pilotes)
Activité 6.1.3.2	Instaurer des matières spécifiques (l'entrepreneuriat, la gestion de projets, l'anglais et les Technologies de l'Information et de la Communication) dans la formation des étudiants	A recherche	MESRS-DESUP	h/j/N/S	Nouvelle act	137	40	5 480	Non démarrée	-	-	-	ETAT	Ces matières spécifiques sont de plus en plus intégrées dans la formation des étudiants
Activité 6.1.3.3	Redéfinir les missions de la Commission Paritaire entre l'enseignement supérieur et le secteur privé	ETAT	MESRS-Cabinet	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-		
Activité 6.1.3.4	Recourir aux services d'experts / missions d'appui de partenaires universitaires étrangers, en lien avec projets de recherche	AFD	UCP-C2D EF	Forfait	Nouvelle act	200 000	1	200 000	Réalisé	9 855	16,00	157 680	AFD	AMRUGE

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 6.1.3.5	Réaliser des Études : secteurs et métiers porteurs en lien avec les branches professionnelles	AFD	UCP-C2D EF	Forfait	Nouvelle programmation	37 500	1	37 500	Non démarrée	-	-	-		
Activité 6.1.3.6	Établir un entrepreneariat : projet avec CCI PARIS (cahier des charges en cours de définition)	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle programmation	233 333	1	233 333	En cours	CR			AFD	
Activité 6.1.3.7	Apporter un appui au développement des sciences et à la recherche pour la transformation de l'économie et la création d'emplois	BAD	MESRS-DGSIP	coût (estimatif)	Nouvelle act	17 000 000	0,1	1 700 000	Abandonné	-	-	-		
Activité 6.1.3.8	Organiser des journées portes ouvertes dans les universités pour faciliter les échanges entre enseignants, entrepreneurs et étudiants en vue de faciliter le dialogue entre secteur privé et structures de formation supérieur	A recherche	MESRS-DESUP	h/j/N/S	Nouvelle act	137	120	16 440	Réalisée	25 000	1,00	25 000	ETAT	Journées d'orientation des Bacheliers (JOB 2018) 461210301 / 461250101
Activité 6.1.3.9	Réaliser une Étude pour définir un dispositif de suivi de l'insertion	A recherche	MESRS-Cabinet	H/J/I/S	Nouvelle act	605	90	54 450	En cours	-	-	-	ETAT / BM	Un observatoire de suivi de l'insertion professionnelle a été créé. L'élaboration d'un document de stratégie de suivi de l'insertion des diplômés a été initiée dans le cadre du PADES

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Action 6.1.4	Apporter un appui à l'insertion professionnelle des diplômés de l'Enseignement Supérieur							102 000							
Activité 6.1.4.1	Mettre en place d'un Observatoire de l'Insertion Professionnelle des diplômés de l'Enseignement Supérieur en collaboration avec les Ministères en charge de l'Emploi	A rechercher	MESRS-DIP	Forfait	Nouvelle act	42 000	1	42 000	Réalisée	CR	-	-	ETAT	L'Observatoire de l'Insertion Professionnelle des Diplômés de l'Enseignement Supérieur (OIPDES) a été créé au sein du MESRS (cf. décret N° 2018-945 du 18 décembre 2018 portant organisation du MESRS)	
Activité 6.1.4.2	Mettre en place et opérationnaliser les Services de Suivi d'Insertion Professionnelle des diplômés sur le marché du travail	A rechercher	MESRS-DIP	Forfait	Nouvelle act	5 000	1	5 000	Réalisée	CR	-	-	ETAT	L'Observatoire de l'Insertion Professionnelle des Diplômés de l'Enseignement Supérieur (OIPDES) a été créé au sein du MESRS (cf. décret N° 2018-945 du 18 décembre 2018 portant organisation du MESRS)	
Activité 6.1.4.3	Réaliser une étude sur les métiers de demain	A rechercher	MESRS-DIP	forfait	Nouvelle act	55 000	1	55 000	Non démarrée	-	-	-			

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Action 6.1.5	Promouvoir la démarche qualité dans les établissements d'enseignement supérieur							115 520					30 000		
Activité 6.1.5.1	Réaliser l'état des lieux de la démarche qualité dans les établissements d'enseignement supérieur	A recherche	MESRS-DGQE	forfait	Nouvelle act	30 000	1	30 000	Non démarrée	-	-	-	BID/ BM/ ETAT	financement non disponible	
Activité 6.1.5.2	Appuyer techniquement à la Création d'une agence nationale d'assurance qualité dotée de l'autonomie financière	A recherche	MESRS-DGQE	H/J/I/S	Nouvelle act	605	100	60 500	En cours	-	-	-	BID/ UNESCO/ BM/ ETAT	TDR de recrutement d'expert disponible	
Activité 6.1.5.3	Créer une agence nationale d'assurance qualité dotée de l'autonomie financière: Missions d'études	A recherche	MESRS-DGQE	h/s	Nouvelle act	2 000	8	16 000	En cours	-	-	-	BID/ UNESCO/ BM/ ETAT	TDR de recrutement d'expert disponible	
Activité 6.1.5.4	Élaborer une politique Nationale d'assurance qualité	A recherche	MESRS-DGQE	h/j	Nouvelle act	67	60	4 020	En cours	-	-	-	BID/ UNESCO/ BM/ ETAT	TDR du recrutement de l'expert disponible	
Activité 6.1.5.6	Sensibiliser les établissements d'enseignement supérieur à l'appropriation des outils de la démarche qualité	A recherche	MESRS-DGQE	forfait	Nouvelle act	5 000	1	5 000	En cours	forfait	1,00	30 000	BID/ BM/ ETAT	50% d'établissements du privé sensibilisés	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Action 6.1.6	Assurer la certification et l'accréditation des établissements d'enseignement supérieur							21 440					20 020		
Activité 6.1.6.1	Définir les critères d'évaluation des établissements d'enseignement supérieur	A recherche	MESRS-DGQE	h/j	Nouvelle act	67	60	4 020	Achevé à temps	67	60,00	4 020	UNESCO-SHENZHEN	2 référentiels d'évaluation disponible	
Activité 6.1.6.3	Définir les indicateurs de performances des établissements d'enseignement supérieur	A recherche	MESRS-DGQE	h/j	Nouvelle act	67	120	8 040	En cours	forfait	1,00	16 000	BID/ BM/ ETAT	mission de sensibilisation en cours dans les universités	
Activité 6.1.6.3	Renforcer les capacités des structures en charge d'accréditation.	A recherche	MESRS-DGQE	h/j	Nouvelle act	67	20	1 340	Non démarrée	-	-	-		financement non disponible	
Activité 6.1.6.4	Évaluer le système d'enseignement supérieur	A recherche	MESRS-DGQE	h/j	Nouvelle act	67	120	8 040	Réalisé	CR	-	-		Les établissements privés de l'Enseignement Supérieur ont été évalués en 2018. Les résultats de cette évaluation sont en instance de publication	
Action 6.1.7	Développer les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)							2 294 400					303 728		
Activité 6.1.7.1	Mettre en place un système d'information et de suivi: Renforcement des capacités informatiques	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle act	2 100 000	0,81	1 701 000	En cours	CR	-	-		Un Système d'Information et de Suivi des Investissements (SISI) a été développé. Des ateliers de vulgarisation et d'expérimentation ont été organisés dans les structures du MESRS. Le déploiement du SISI est en attente	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 6.1.7.2	Renforcer les infrastructures numériques dans les établissements d'enseignement supérieur	A recherche	MESRS-DSIESR	coût annuel	Nouvelle act	50 000	1	50 000	Réalisé	283 728	1,00	283 728	ETAT	416 9902 01 Mise en œuvre télé enseignement
Activité 6.1.7.3	Renforcer les capacités des ressources humaines	A recherche	MESRS-DSIESR	h/j	Nouvelle act	67	200	13 400	Réalisé	-	-	-	ETAT	29 agents du MESRS ont été formés par la SNDI dans le cadre de la maîtrise des outils informatiques
Activité 6.1.7.4	Mettre en place et opérationnaliser un système d'Information et de Gestion Automatisé (SIGA)	A recherche	MESRS-DSIESR	forfait	Nouvelle act	30 000	1	30 000	En cours	-	-	-	ETAT	Dans le cadre de la construction de l'université de Bondoukou, un appui financier est disponible pour la mise en place du SIGA. Le PADES prévoit des ressources additionnelles pour le développement du SIGA. Le cahier de charge du SIGA est disponible. Le recrutement d'un consultant pour l'étude de faisabilité est en attente
Activité 6.1.7.5	Interconnecter les établissements d'enseignement supérieur en vue de mettre en place un réseau national	A recherche	MESRS-DSIESR	coût annuel	Nouvelle act	500 000	1	500 000	Réalisé	20 000	1,00	20 000	ETAT	471 9802 01
Action 6.1.8	Renforcer l'encadrement pédagogique des étudiants							7 497 281				7 479 999		
Activité 6.1.8.1	Apporter un appui à l'ingénierie de formation INPHB	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle act	700 000	1	700 000	Réalisé	700 000	1,00	700 000	AFD	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 6.1.8.2	Acquérir le matériel de formation et ingénierie, partenariats, INPHB	AFD	UCP-C2D EF	Forfait	Nouvelle act	2 700 000	1	2 700 000	Réalisé	2 700 000	1,00	2 700 000	AFD	
Activité 6.1.8.3	Équiper le laboratoire qualité eau et aliments INPHB	AFD	UCP-C2D EF	Forfait	Nouvelle act	1 500 000	1	1 500 000	Réalisé	1 500 000	1,00	1 500 000	AFD	
Activité 6.1.8.4	Renforcer les capacités institutionnelles INPHB	AFD	UCP-C2D EF	Forfait	Nouvelle act	249 999	1	249 999	Réalisé	249 999	1,00	249 999	AFD	
Activité 6.1.8.5	Équiper l'INPHB (écoles ESA/ES)	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle act	2 000 000	1	2 000 000	Réalisé	2 000 000	1,00	2 000 000	AFD	
Activité 6.1.8.6	Renforcer les capacités documentaires	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle act	325 842	1	325 842	Réalisé	19	17 761,00	330 000	AFD	17 761 ouvrages destinés aux Universités et Grandes Écoles de Côte d'Ivoire
Activité 6.1.8.7	Adopter des approches pédagogiques innovantes adaptées aux besoins et aux ressources des apprenants	A recherche	MESRS-DESUP	h/j	Nouvelle act	67	120	8 040	Non démarrée	-	-	-		
Activité 6.1.8.8	Recruter des enseignants chercheurs	ETAT	MESRS-DRH	CR	Nouvelle act		584	-	Réalisé	CR	498,00		ETAT	
Activité 6.1.8.9	Former les enseignants chercheurs à la pédagogie et aux outils du système LMD	A recherche	MESRS-DRH	h/j	Nouvelle act	67	200	13 400	Réalisé	-	-	-	AFD	Des ateliers de formation et d'appropriation relatifs au système LMD ont été organisés dans les universités et grandes écoles publiques

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 6.1.8.10	Optimiser l'utilisation des ressources humaines (Identification des enseignants, Plateforme de gestion des Ressources Humaines)	ETAT	MESRS-DRH	CR	Nouvelle act		1	-	En cours	-	-	-	État	Une plateforme de gestion des ressources humaines est en cours d'élaboration par la DRH du MESRS
Sous total Produit 6.1								75 741 325				29 725 880		
PRODUIT6.2: Les étudiants bénéficient d'appui pour la demande de services d'enseignement supérieur														
Action6.2.1	Renforcer les capacités des œuvres universitaires							8 234 848				11 143 098		
Activité 6.2.1.1	Renforcer le budget des CROU	ETAT	MESRS-DFP	CR	Nouvelle programmation	6 171 901	1,13	6 974 248	Réalisé à temps	1 908 659	5,00	9 543 296	État	Coût unitaire moyen
Activité 6.2.1.2	Construire et réhabiliter des résidences universitaires	A recherche	MESRS-CROU	résidence	Nouvelle act	1 500 000	0,5	750 000	En cours	-	-	-	État	Les résidences universitaires d'Abobo 1 et 2, de Williamsville, de 220 logements et de Port-Bouet sont en cours de réhabilitation
Activité 6.2.1.3	Réaliser des Études de prospection d'espaces publics pouvant faire l'objet de convention de partenariat entre le MESRS et des opérateurs privés pour logement et la restauration des étudiants	A recherche	MESRS-CROU	h/j/N/S	Nouvelle act	605	60	36 300	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 6.2.1.4	Réaliser une Étude sur les modalités et les conditions de partenariat public-privé : Assistance technique internationale	A recherche	MESRS-CROU	h/j/I/S	Nouvelle act	605	30	18 150	Non démarrée	-	-	-		
Activité 6.2.1.5	Réaliser une Étude sur les modalités et les conditions de partenariat public-privé : Assistance technique nationale	A recherche	MESRS-CROU BOUAKE	h/j/N/S	Nouvelle act	605	30	18 150	Non démarrée	-	-	-		
Activité 6.2.1.6	Construire et réhabiliter des restaurants universitaires	A recherche	MESRS-CROU	restaurant	Nouvelle act	350 000	1	350 000	En cours	81 000	1,00	81 000	ETAT	462 9801 17
Activité 6.2.1.7	Réaliser une Étude sur les modalités et les conditions de partenariat public-privé : Construction de résidences universitaires pour l'INPHB	AFD	UCP-C2D EF	forfait	Nouvelle act	20 000	0,4	8 000	Non démarrée	-	-	-	AFD	
Activité 6.2.1.8	Construire, réhabiliter et équiper des infirmeries des résidences universitaires	A recherche	MESRS-CROU	infirmerie	Nouvelle act	50 000	1	50 000	Réalisé	-	-	1 217 402	ETAT	
Activité 6.2.1.9	Construire, réhabiliter des infrastructures sportives et socio-culturelles des résidences universitaires	A recherche	MESRS-CROU	terrain de sport	Nouvelle act	30 000	1	30 000	Réalisé	95 667	3,00	259 400	ETAT	462970231 / 462970317 / 462970678
Activité 6.2.1.10	Renforcement et équipement des infrastructures				Nouvelle act				En cours	42 000	1,00	42 000	ETAT	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Action6.2.2	Octroyer une assistance financière de l'État aux étudiants							12 755 011				25 079 639			
Activité 6.2.2.1	Réviser les critères d'attribution des bourses et aides sociales	ETAT	MESRS-DB	h/j	Nouvelle act	67	200	13 400	En cours	30 000	1,00	30 000	ETAT	Projet de Décret élaboré	
Activité 6.2.2.2	Attribuer et payer les bourses	ETAT	MESRS-DB	CR élèves	Nouvelle programmat	373	20000	7 467 200	Réalisé	455	32 991	16 389 006	ETAT	462 6101 01	
Activité 6.2.2.3	Attribuer et payer des secours financiers	ETAT	MESRS-DB	CR élèves	Nouvelle programmat	180	4814	866 520	Réalisé	227	21 994	2 993 333	ETAT	idem 462 6101 01	
Activité 6.2.2.4	Attribuer et payer des bourses Étudiants à l'étranger	ETAT	MESRS-DB	CR élèves	Nouvelle programmat	4 572	923	4 219 956	Réalisé	10 000	875	4 764 300	ETAT	462 6105 01	
Activité 6.2.2.5	Payer des Pécules stagiaires ENS	ETAT	MESRS-DB	CR stagiair	Nouvelle programmat	270	696,0561809	187 935	Réalisé	270	3 345	903 000	ETAT	431 6102 01	
Action6.2.3	Encadrer l'offre privée de l'enseignement supérieur							103 584 032				32 545 046			
Activité 6.2.3.1	Améliorer la qualité dans les établissements privés du supérieur: définition de nouveaux critères d'attribution des subventions en lien avec les filières et les normes de qualité	ETAT	MESRS-DSUP	PM	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-			
Activité 6.2.3.2	Réaliser une étude et apporter une assistance technique pour le développement d'un enseignement supérieur professionnel privé pertinent et de qualité	BAD	MESRS-DSUP	coût (estimation)	Nouvelle programmat	146 000	0,6	87 600	Abandonné	-	-	-		Par soucis d'appropriation nationale, l'Assistance Technique ne concerne plus que la formation technique et professionnelle de niveau secondaire	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 6.2.3.3	Payer la subvention des universités et budget grandes écoles	ETAT	MESRS-DSUP	CR	Nouvelle programmation	74 675 750	1	74 675 750	Réalisé	728 364	1,00	728 364	ETAT	416 4603 01
Activité 6.2.3.4	Payer les subventions aux établissements de l'enseignement supérieur technique Laïc	ETAT	MESRS-DSUP	CR	Nouvelle programmation	28 820 682	1	28 820 682	Réalisé	31 816 682	1,00	31 816 682	ETAT	461 6302 01
Sous total Produit 6.2								124 573 891				68 767 784		
TOTAL EFFET6								200 315 216				98 493 664		
EFFET7	: Les résultats de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique sont valorisés et contribuent au développement social et économique de la Cote d'Ivoire													
PRODUIT7.1: Les structures de recherches scientifiques disposent de capacités techniques en matière d'offre de recherche														
Action7.1.1	Développer la culture et l'offre de formation en recherche							12 313 690				102 000		
Activité 7.1.1.1	Instaurer la formation à la recherche	A rechercher	MESRS-DR	CR	Nouvelle act	67	60	4 020	Non démarrée	-	-	-		
Activité 7.2.2.1	Développer et mettre en œuvre des pôles de compétences et des programmes nationaux de recherche	A rechercher	MESRS-DGRI	coût annuel	Nouvelle act	11 660 000	1	11 660 000	En cours	90 000	1,00	90 000	ETAT	461950401
Activité 7.1.1.3	Développer des kits scientifiques d'initiation et de formation à la recherche depuis le cycle primaire	A rechercher	MESRS-DGRI	kit	Nouvelle act	593	50	29 670	Non démarrée	-	-	-		
Activité 7.1.1.4	Organiser des éditions annuelles de la Quinzaine Internationale de la Science et de la Technologie (QIST)	A rechercher	MESRS-DGRI	coût annuel	reprogrammé	120 000	1	120 000	Réalisé	12 000	1,00	12 000	ETAT	471 2506 01 Semaine de promotion de la recherche et de l'innovation (SEPRI)

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Activité 7.1.1.5	Créer des école doctorales	A rechercher	MESRS-DGRI	école	Nouvelle programmation	500 000	1	500 000	En cours	CR	-	-	ETAT	Élaboration en cours d'une réforme pour l'encadrement de l'ouverture de nouvelles écoles à formation doctorale	
Action 7.1.2	Assurer le transfert de connaissances en matière de technologie							3 501 000					801 000		
Activité 7.1.2.1	Mettre en place des unités de recherches industrielles dans chaque université	A rechercher	MESRS-DVI	unité de recherche	Nouvelle act	801 000	1	801 000	En cours	801 000	1,00	801 000	ETAT	URI de Phytomédicament de l'UFHB	
Activité 7.1.2.3	Mettre en place des pôles scientifiques et d'innovations dans chaque université	A rechercher	MESRS-DVI	coût annuel	Nouvelle act	500 000	1	500 000	En cours	CR	-	-	ETAT	PSI de l'UFHB mis en place	
Activité 7.1.2.4	Créer un technopôle	A rechercher	MESRS-DVI	technopole	Nouvelle act	20 000 000	0,1	2 000 000	Non démarrée	-	-	-			
Activité 7.1.2.5	Créer des incubateurs de recherche	A rechercher	MESRS-DVI		Nouvelle act	200 000	1	200 000	Non démarrée	-	-	-			
Action 7.1.3	Renforcer les capacités techniques des structures de recherche scientifique et d'Innovation Technologique							7 714 753					5 703 830		
Activité 7.1.3.1	Revitaliser les pôles et programmes nationaux de recherche : mise en place des organes des pôles de compétences	ETAT	MESRS-DGRI	CR	Nouvelle act		1	-	En cours	CR	-	-	ETAT	Atelier de réflexion sur le système national de recherche et de l'innovation s'est tenu du 27 au 29 décembre 2018.	
Activité 7.1.3.2	Mettre en œuvre le programme annuel (récurrent) de bourses de Master et de Doctorat	AFD	AMURGE	coût annuel	Nouvelle programmation	262 382	1	262 382	Réalisé	20 054	110,00	2 205 990	AFD	(i) Août 2018 > Projet AMRUGE CI 2 : 23 nouveaux bénéficiaires de bourses de Doctorat s'ajoutent aux 40 anciens, (ii) 47 Bourses Master	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 7.1.3.3	Renforcer les capacités de recherche	AFD	MESRS-DR	forfait	Nouvelle programmation	24 968	0,3	7 490	Réalisé	7 500	1,00	7 500	AFD	
Activité 7.1.3.7	Renforcement de la recherche scientifique (laboratoire P4, fermes agro-pastorales, soutien à projets de recherche, soutien incubateurs)	AFD	UCP-C2D EF	Forfait	Nouvelle act	3 559 521	1	3 559 521	Non démarré	-	-	-	C2D	
Activité 7.1.3.8	Création du Centre Nationale de Calcul de Côte d'Ivoire (CNCCI)	Trésor Français	MESRS-DGRI	Forfait	Nouvelle programmation	6 980 680	0,5	3 490 340	Réalisé	6 980 680	0,50	3 490 340	Trésor Français	Logé au pôle scientifique de l'UFHB
Activité 7.1.3.9	Créer et faire fonctionner l'Observatoire en Géomagnétisme et Météorologie de l'espace à Korhogo	A recherche	MESRS-DGRI	Observatoire	Nouvelle act	438 910	0,7	307 237	En cours	CR	-	-	ETAT	
Activité 7.1.3.10	Créer et faire fonctionner l'Observatoire de recherche en océanographie côtière à Grand-Lahou	A recherche	MESRS-DGRI	Observatoire	Nouvelle act	438 910	0,2	87 782	En cours	CR	-	-	ETAT	
Action 7.1.4	Promouvoir la démarche qualité dans les Centres et Instituts de recherche scientifique et d'innovation technologique							79 020				33 000		
Activité 7.1.4.1	Réaliser l'état des lieux de la démarche qualité dans les Centres et Instituts de recherche	A recherche	MESRS-DGQE	forfait	Nouvelle act	30 000	1	30 000	Non démarrée	-	-	-		financement non disponible

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 7.1.4.2	Élaborer une politique Nationale d'assurance qualité	A rechercher	MESRS-DGQE	h/j	Nouvelle act	67	60	4 020	En cours	-	-	-	BID/ UNESCO/ BM/ ETAT	TDR du recrutement de l'expert disponible
Activité 7.1.4.4	Sensibiliser les Centres et Instituts de recherche à l'appropriation des outils de la démarche qualité	A rechercher	MESRS-DGQE	forfait	Nouvelle act	5 000	1	5 000	Non démarrée	-	-	-	BID/ BM/ ETAT	financement non disponible
Activité 7.1.4.5	Élaborer un système documentaire de la qualité	A rechercher	MESRS-DGQE	forfait	Nouvelle act	200 000	0,2	40 000	En cours	forfait	1,00	33 000	BID/ BM/ ETAT	projet de système documentaire disponible
Assurer la certification et l'accréditation des Centres et Instituts de recherche scientifique et d'innovation technologique								56 400				23 600		
Activité 7.1.4.1	Réaliser l'état des lieux de la démarche qualité dans les centres et instituts de recherche scientifique	A rechercher	MESRS-DGQE	h/j/N/S	Nouvelle act	605	60	36 300	Non démarrée	-	-	-	A recherche	financement non disponible
Activité 7.1.4.2	Sensibiliser les structures de recherche à l'appropriation des outils de la démarche qualité	A rechercher	MESRS-DGQE	h/j	Nouvelle act	67	120	8 040	Non démarrée	-	-	-	BID/ UNESCO/ BM/ ETAT	financement non disponible
Activité 7.1.4.3	Définir les critères d'évaluation des structures de recherches	A rechercher	MESRS-DGQE	h/j	Nouvelle act	67	120	8 040	Réalisé	forfait	1,00	23 600	UNESCO - SHENZHEN	01 référentiel d'évaluation de la recherche disponible
Activité 7.1.4.4	Définir les indicateurs de performances des structures de recherche scientifique	A rechercher	MESRS-DGQE	h/j	Nouvelle act	67	60	4 020	Non démarrée	-	-	-	BID/ BM/ ETAT	financement non disponible
Sous total Produit 7.1								23 664 863				6 663 430		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
PRODUIT 7.2	: Les structures de recherche bénéficient de ressources financières adéquates et développent des partenariats avec le privé														
Action 7.2.1	Développer le partenariat avec le secteur privé							62 060				-			
Activité 7.2.1.1	Créer un cadre paritaire incitatif pour le financement de la recherche scientifique par le secteur privé	A recherche	MESRS-DGRI	h/j	Nouvelle act	67	60	4 020	Non démarrée	-	-	-			
Activité 7.2.1.2	Impliquer le secteur privé dans la définition des programmes de recherches	A recherche	MESRS-DGRI	h/j	Nouvelle act	67	120	8 040	Non démarrée	-	-	-			
Activité 7.2.1.3	Organiser des forums et opportunités d'affaires en chercheurs, inventeurs et investisseurs	A recherche	MESRS-DGRI	coût annuel	Nouvelle act	50 000	1	50 000	Non démarrée	-	-	-			
Action 7.2.2	Renforcer le financement de recherche scientifique et d'Innovation Technique							50 000				-			
Activité 7.2.2.1	Développer des moyens communautaires pour amoindrir les coûts de financement de la recherche scientifique	A recherche	MESRS-DGRI	CR	Nouvelle act	50 000	1	50 000	Réalisé	PM	-	-		Des moyens communautaires ont été mis en place, notamment, le centre national de calcul de Côte d'Ivoire et le centre national d'analyse	
Sous total Produit 7.2								112 060				-			
TOTAL EFFET 7								23 776 923				6 663 430			

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
EFFETS	: Le cadre institutionnel et organisationnel assure un système de gouvernance, de gestion, de planification et de suivi-évaluation qui soutient la qualité et l'efficacité interne et externe du secteur de l'éducation et de la formation													
PRODUIT 8.1: Les reformes qui assurent la gouvernance et la gestion adéquate du secteur éducation sont mises en œuvre														
Action 8.1.1	Mettre en œuvre des reformes communes à l'ensemble du secteur							1 912 809				795 874		
Activité 8.1.1.1	Définir le socle commun de compétences, réviser des programmes, expérimenter, réadapter, etc.	A recherche	MEN-DPFC	forfait	Nouvelle act	120 545	1	120 545	En cours	120 545	1,00	120 545	AFD	
Activité 8.1.1.2	Réviser et adopter la loi de 1995 relative à l'enseignement	ETAT	Cabinet chaque Ministère	CR	Nouvelle act	-	1	-	Non démarrée	-	-	-		des avants projets au niveau sous-sectoriel en cours au MESRS et à l'ETFP
Activité 8.1.1.3	Apporter un Appui aux travaux de la cellule opérationnelle de coordination de la politique de réduction du taux de redoublement créée en février 2016	A recherche	MEN-IGEN	forfait	Nouvelle act	30 000	1	30 000	Non démarrée	-	-	-		
Activité 8.1.1.4	Prendre des Mesures administratives de gestion des flux	ETAT	MEN-Cabinet	CR	Nouvelle act	45 424	1	45 424	Non démarrée	-	-	-		
Activité 8.1.1.5	Mettre en place une commission Mixte de gestion QUANTITATIVE DES FLUX: Orientation des élèves vers les Lycées, FTP, Sup	ETAT	MEN-Cabinet	forfait	Nouvelle act	234 359	1	234 359	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 8.1.1.6	Assurer le Traitement social des enseignants en difficultés	ETAT	DRH de chaque Ministère	forfait	Nouvelle act	116 947	1	116 947	Réalisé	-	-	-	ETAT	Attribution de la DMOSS
Activité 8.1.1.7	Mettre en œuvre des programmes de formation continue	AFD	MEN-DPFC	forfait	Nouvelle act	1 260 000	0,3	378 000	Non démarrée	-	-	-	AFD	IFADEM- PADES: lancement d'un programme de formation de 26000 enseignants à distance en décembre 2018
Activité 8.1.1.8	Renforcer les capacités en GRH (CODIPOST, etc.)	AFD	UCP-C2D EF	forfait	En cours	106 600	1	106 600	Réalisé	106 600	1,00	106 600	AFD	CODIPOST, a été déployé et optimisé tant au niveau régional que central, 140 ordinateurs ont été livrés à 45 IEPP, 36 DREN et 56 établissements secondaires
Activité 8.1.1.9	Mettre en place un système de formation continue du personnel administratif	AFD	MEN-DRH	forfait	En cours	33 292	1	33 292	Réalisé	469	153,00	71 757	AFD	
Activité 8.1.1.10	Renforcer les capacités en gestion financière	AFD	MEN-DRH	forfait	En cours	98 400	1	98 400	Non démarrée	-	-	-	AFD	
Activité 8.1.1.11	Renforcer les capacités de l'encadrement pédagogique	AFD	MEN-DPFC	forfait	En cours	114 062	1	114 062	Réalisé	30 000	7,00	210 000	AFD	07 Antennes Pédagogiques ont été dotés de nouveaux véhicules.
Activité 8.1.1.12	Élaborer des lettres de mission aux DREN et IEEP	A recherche	MEN-IGEN	forfait	Nouvelle programmat	34 803	1	34 803	Non démarrée	-	-	-		le contrat de performance (COP) en cours d'élaboration à l'IGEN

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 8.1.1.13	RENFORCER L'ENCADREMENT DE PROXIMITE ET DU CONTRÔLE: mise en place de pôles régionaux d'inspections	ETAT	MEN-IGEN	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-	ETAT	
Activité 8.1.1.14	Renforcer les activités de l'Inspection Générale	A recherche	MEN-IGEN	forfait	Nouvelle act	101 320	1	101 320	Réalisé	50 000	1,00	50 000	AFD	Élaboration des COP
Activité 8.1.1.15	Former le personnel administratif au niveau central et au niveau déconcentre (C2D)	AFD	MEN-DRH	forfait	Nouvelle act	218 652	1	218 652	Réalisé	218 652	1,00	218 652	AFD	
Activité 8.1.1.16	Développer un plan de contingence ou de réduction des risques du système éducatif national	A recherche	MEN-DELC	h/j/N/S	Nouvelle act	605	30	18 150	Non démarrée	-	-	-		Prise en compte par le Plan national ORSEC
Activité 8.1.1.18	Former les acteurs du milieu scolaire sur la prévention des risques, conflits et catastrophes naturelles	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle act	232 387	1	232 387	Achevé	13 895	1,00	13 895	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 8.1.1.19	Apporter un Appui à la production des annuaires statistiques régionaux	UNICEF	MEN-DSPS	forfait	Nouvelle programmation	29 000	1	29 000	Achevé	3 498	1,00	3 498	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 8.1.1.20	Former les acteurs du système éducatif en gestion de l'urgence (formation et matériel)	UNICEF	MEN-DELC	forfait	En cours	868	1	868	Achevé	927	1,00	927	Prog Edu RCI-UNICEF	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Action8.1.2	Mettre en œuvre des reformes spécifiques au sous-secteur du préscolaire							84 800					17 686		
Activité 8.1.2.2	Mettre en place un comité de réflexion sur les programmes du préscolaire à 2 ans	A recherche	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	67	150	10 050	Non démarrée	-	-	-			
Activité 8.1.2.5	Identifier sur la base de critères des lieux d'implantation des nouvelles écoles maternelles	ETAT	MEN-DSPS	h/j	Nouvelle act	67	250	16 750	Non démarrée	-	-	-			
Activité 8.1.2.6	Élaborer une politique nationale d'encadrement de la petite enfance	UNICEF	MEN-DELC	forfait	En cours	58 000	1	58 000	en cours en retard	17 686	1,00	17 686	Prog Edu RCI-UNICEF	problèmes au plan institutionnel	
Action8.1.3	Mettre en œuvre des reformes spécifiques au sous-secteur du primaire, secondaire et alphabétisation							5 678 074					3 863 009		
Activité 8.1.3.1	Développer une approche de la qualité par les normes	PME	UGP-PAPSE	forfait	Nouvelle act	189 717	1	189 717	Non démarrée	-	-	-	PME	Convention avec l'UNICEF	
Activité 8.1.3.2	Développer une approche de la qualité par des mesures générales d'organisations (temps scolaires, programmes)	ETAT	MEN-DELC	Arrêté	Nouvelle act		1	-	Non démarrée	-	-	-			
Activité 8.1.3.3	Élaborer des outils de suivi de la régularité et la redevabilité du corps enseignants, de même que du suivi de l'assiduité scolaire et des résultats des enfants	A recherche	MEN-DTSI	h/j/N/S	Nouvelle act	137	200	27 400	en cours en retard	7 000	2,00	14 000	AFD	Contrat de performance	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 8.1.3.3	Installer des cellules d'écoute des élèves confrontés à des problèmes spécifiques dans chaque établissement	A recherche	MEN-DELC	coût annuel	Nouvelle act	50 000	1	50 000	Réalisé	14	459,00	6 570	ETAT	681 2502 01 le Centre d'écoute est une structure déconcentrée de la DMOSS
Activité 8.1.3.3	Organiser des activités socio culturelles, artistiques, sportives et festives, en lien avec les APE et les COGES	A recherche	MEN-DVS	coût annuel	Nouvelle act	25 000	1	25 000	Non démarré	-	-	-		Pas de financement
Activité 8.1.3.4	Apporter un Appui à la réforme des collèges (révision curriculum, gestion, orientation fin collège)	AFD	MEN-Cabinet	forfait	Nouvelle act	338 867	0,4	135 547	Réalisé	7 000	7,00	49 000	AFD	12 chantiers de réflexions sous la supervision du CIEP
Activité 8.1.3.6	Former les professeurs de collège sur les compétences sur la vie courante	UNICEF	MEN-DPFC	Enseignant	Nouvelle act	180	1000	180 000	Non démarré	180	-	-	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 8.1.3.7	Élaborer un modèle de collège base 4 inspiré de celui utilisé pour le collège base 2	AFD	UCP-C2D EF	h/j/N/S	Nouvelle act	137	60	8 220	Réalisé	8 220	1,00	8 220	AFD	
Activité 8.1.3.8	Identifier les produits et logiciels adaptés pour les expérimentations virtuelles	A recherche	MEN-DPFC	PM	Nouvelle act		1	-	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.3.9	Acquérir et distribuer des équipements (ordinateurs, vidéoprojecteurs, logiciels)	A recherche	MEN-DPFC	PM	Nouvelle act		10	-	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.3.10	Organier des Ateliers d'élaboration de guides à l'intention des professeurs pour les expérimentations virtuelles	A recherche	MEN-DPFC	h/j	Nouvelle act	67	240	16 080	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 8.1.3.13	Faire baisser le redoublement	A recherche	MEN-IGEN	forfait	Nouvelle act	25 000	1	25 000	En cours	CR			ETAT	
Activité 8.1.3.14	Mettre à disposition le budget des administrations du MEN au niveau central	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	2 171 210	1,02	2 214 634	Réalisé	1 018 385	1,00	1 018 385	ETAT	412 1406 01/ 413 1101 01 à 413 2705 01
Activité 8.1.3.15	Mettre à disposition le Budget des DREN	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	217 072	1,38	299 560	Réalisé	126 213	1,00	126 213	ETAT	
Activité 8.1.3.16	Mettre à disposition le Budget des AAC (assistant administratif et comptable): Appui à la gestion et au contrôle de l'élaboration et l'exécution des budgets)	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	60 382	1,17	70 647	Réalisé	48 058	1,00	48 058	ETAT	
Activité 8.1.3.17	Mettre à disposition le budget des CIO (Centres d'information et d'orientation)	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	75 744	1,2	90 893	Réalisé	42 484	1,00	42 484	ETAT	
Activité 8.1.3.18	Mettre à disposition le Budget des APFC	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	69 205	1,2	83 047	Réalisé	37 301	1,00	37 193	ETAT	
Activité 8.1.3.19	Mettre à disposition le Budget des DDEN	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	19 861	1,35	26 812	Réalisé	15 935	1,00	15 935	ETAT	
Activité 8.1.3.20	Mettre à disposition le crédit centralisé: administrations (pour appuyer le fonctionnement des administrations centrales et déconcentrées: acquisition groupées)	ETAT	MEN-DAF	CR	Nouvelle programmation	2 235 518	1	2 235 518	Réalisé	2 496 950	1,00	2 496 950	ETAT	413 4501 01 DAF-Gestion des Dépenses Centralisées

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Action8.1.4	Mettre en œuvre des reformes spécifiques au sous-secteur du secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle							14 981 441				651 969		
Activité 8.1.4.1	Prendre des textes qui impliquent plus fortement le secteur privé dans la formation	ETAT	METFP-Cabinet	CR	Nouvelle programmation		1	-	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.4.1	Mettre à disposition le Budget de l'administration centrale du METFP	ETAT	METFP-DAF	CR	Nouvelle programmation	13 727 393	1	13 727 393	Réalisé	277 225	1,00	277 225	ETAT	451 Administration générale de la formation professionnelle
Activité 8.1.4.2	Réaliser une Étude sur la disponibilité des matières d'œuvre dans les lycées techniques et la maintenance des équipements	A recherche	METFP-DFPI	h/j/I/S	Nouvelle act	605	20	12 100	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.4.3	Réaliser le Diagnostic de l'état des équipements existants et des modalités de mutualisation entre établissements (Lycées techniques et établissements de formation professionnelle)	A recherche	METFP-DFPI	h/j/I/S	Nouvelle act	605	80	48 400	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.4.5	Assurer l'AUTONOMIE DE GESTION PARTENARIALE DES ETABLISSEMENTS: recherche juridique pour étude des possibilités offertes par le droit existant et de divers scénarios de modifications possibles	ETAT	METFP-DAJ	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarré	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 8.1.4.6	Organiser des Ateliers de concertation avec MINEFI, Trésor et budget sur l'autonomie des établissements	A recherche	METFP-IG	H/J	Nouvelle act	67	200	13 400	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.4.7	Expérimenter dans deux centres sectoriel un modèle de gestion autonome préparé par un projet (régime dérogatoire) démarrage 2018 : Rédaction de TDR de l'expérimentation prévoyant son évaluation	ETAT	METFP-IG	CR	Nouvelle act	1 000	1	1 000	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.4.10	Expérimenter dans quelques centre ordinaires un modèle de gestion autonome (régime dérogatoire) commencement 2017	ETAT	METFP-IG	CR	Nouvelle act		1	-	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.4.12	Procéder à la Réforme de l'IPNETP	AFD	IPNETP	CR	Nouvelle act	1 179 148	1	1 179 148	En cours	1 179 148	0,30	353 744	AFD	
Activité 8.1.4.13	Procéder à la Réforme de l'AGEFOP	ETAT	AGEFOP	CR	Nouvelle programmation		1	-	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.4.14	Procéder à la Reforme du FDFP	ETAT	FDFP	CR	Nouvelle act		1	-	En cours	21 000	1,00	21 000	FDFP	atelier d'élaboration du plan d'activités stratégiques 2018-2022 du Fonds de développement de formation professionnelle (Fdfp) a eu lieu les 7, 8 et 9 mai 2018

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Action 8.1.5	Mettre en œuvre des reformes spécifiques au sous-secteur du secteur de l'enseignement supérieur							26 016 952				27 187 491		
Activité 8.1.5.1	Appliquer effectivement la réforme LMD	ETAT	MESRS-DESUP	CR	Nouvelle programmation		1	-	En cours	CR	-	-	ETAT	
Activité 8.1.5.1	Réviser les textes régissant le Brevet de Technicien Supérieur (BTS) pour l'adapter au système LMD	ETAT	MESRS-DRCRM	CR	Nouvelle programmation		1	-	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.5.2	Réviser le décret portant sur les procédures et mécanismes d'orientation à l'enseignement supérieur	ETAT	MESRS-DRCRM	CR	Nouvelle programmation		1	-	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.5.3	Réviser le décret portant attribution des bourses et secours financiers	ETAT	MESRS-DRCRM	CR	Nouvelle programmation		1	-	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.5.4	Élaborer une politique d'assurance qualité	ETAT	MESRS-DGQE	PM	Nouvelle act		1	-	En cours	CR	-	-	ETAT	
Activité 8.1.5.4	Créer le conseil supérieur de la recherche et du développement technologique	ETAT	MESRS-DGRI	PM	Nouvelle act		1	-	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.5.4	Réviser les décrets organisant les universités et les grandes écoles publiques	ETAT	MESRS-DRCRM	PM	Nouvelle act		1	-	En cours	CR	-	-	ETAT	
Activité 8.1.5.5	Mettre à disposition le Budget de l'administration centrale du MESRS	ETAT	MESRS-DPF	CR	Nouvelle programmation	25 791 024	1	25 791 024	Réalisé	27 187 491	1,00	27 187 491	ETAT	416 Affaires communes de l'enseignement supérieur et de la recherche

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 8.1.5.8	Apporter une Assistance technique pour le développement d'une application de gestion des services des enseignants	A recherche	MESRS-DRH	h/J/I/S	Nouvelle act	605	60	36 300	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.5.9	Organiser une Concertation avec les syndicats sur les règles de partage de service entre des UFR relevant de la même université, sur les décharges horaires et sur le rattrapage des heures de cours non effectuées (mouvements sociaux, mission, voyages d'études, etc.)	A recherche	MESRS-DRH	h/j	Nouvelle act	67	40	2 680	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.1.5.10	Apporter une Assistance technique pour la coordination et le suivi des réformes de l'enseignement supérieur	AFD	MESRS-DGSIP	forfait	Nouvelle act	186 948	1	186 948	Non démarré	-	-	-		
Action 8.1.6	Mettre en œuvre des reformes spécifiques au sous-secteur du secteur de la recherche scientifique et de l'innovation technologique							5 475 862				618 625		
Activité 8.1.6.1	Mettre à disposition le budget de l'Administration Générale de la Recherche et programmes de recherches	ETAT	MESRS-DPF	CR	Nouvelle programmation	5 347 521	1,024	5 475 862	Réalisé	618 625	1,00	618 625	ETAT	471 Administration générale de la recherche
Sous total Produit 8.1								54 149 938				33 134 653		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
PRODUIT8.2: Le système de planification et de suivi-évaluation assure un pilotage efficace et efficient de la mise en œuvre du plan décennal															
Action8.2.1	Développer un système efficace et efficient de planification							303 000				145 789			
Activité 8.2.1.1	Soutenir le processus d'élaboration d'une politique nationale sur l'éducation inclusive.	UNICEF	MEN-DELC	forfait	Nouvelle act	75 000	1	75 000	Non démarré	75 000	-	-	Prog Edu RCI-UNICEF		
Activité 8.2.1.2	Soutenir la production des données statistiques scolaires	UNICEF	MEN-DSPS	forfait	Nouvelle programmation	44 000	1	44 000	Achevée à temps	47 908	1,00	47 908	Prog Edu RCI-UNICEF		
Activité 8.2.1.3	Renforcer le dispositif de collecte des données statistiques du MEN	ETAT	MEN-DSPS	CR	Nouvelle programmation	49 500	1	49 500	Achevée a temps	40 302	1,00	40 302	ETAT	413 4606 01 Direction de la Planification/Production des statistiques scolaires	
Activité 8.2.1.3	Renforcer le dispositif de collecte des données statistiques du MESRS	ETAT	MESRS-DP	CR	Nouvelle programmation	60 000	1	60 000	En cours	15 000	1,00	15 000	ETAT	416 2206 01 Direction de la Planification	
Activité 8.2.1.3	Renforcer le dispositif de collecte des données statistiques de l'ETFP	ETAT	METFP	CR	Nouvelle programmation	3 000	1	3 000	Achevée a temps	11 411	1,00	11 411	ETAT	441 4601 01 DPS/Production annuelle statistique formation professionnelle	
Activité 8.2.1.4	Mettre à jour les Plans de Travail annuel	ETAT	Task Force	CR	Nouvelle programmation	5 000	1	5 000	Achevé	1		5 000	Etat		
	Former des cadres nationaux en GAR et en Gestion des systèmes éducatifs	TRECC	Task Force	Participant	En cours	4 125	4	16 500	Achevé	4 116	4,00	16 462	Fondation Jacobs/TR ECC	Accord de financement par Fonds dépôt entre UNESCO/IPE/PDK et la Fondation Jacobs/TRECC	

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018						
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations	
Activité 8.2.1.5	Former des cadres nationaux en GAR et en Gestion des systèmes éducatifs	A rechercher	Task Force	Participant	Nouvelle programmation	2 500	20	50 000	Achevé	485	20,00	9 707	UNICEF	19 février au vendredi 23 février 2018	
Action 8.2.2	Développer un système efficace et efficient de suivi et évaluation							461 064				184 522			
Activité 8.2.2.1	Évaluer l'expérimentation sur la transition préscolaire-primaire et identification des conditions de mise à l'échelle	A rechercher	MEN-DELC	h/j/i/S	Nouvelle act	605	20	12 100	Non démarré	-	-	-			
Activité 8.2.1.3	Mettre à disposition le budget de fonctionnement de la Task force	ETAT	Task Force	CR	Nouvelle programmation	50 000	1,5	75 000	Achevé		1,00	73 488	État	411170101 Task Force- Secteur Éducation / Formation	
Activité 8.2.2.2	Organiser des Missions et réunions de suivi	A rechercher	Task Force	forfait	Nouvelle act	49 916	1	49 916	Non démarrée	-	-	-	A recherche		
Activité 8.2.2.3	Mettre en place la base de données en ligne de suivi des indicateurs du PSE (DI Monitoring)	UNICEF	Task Force	base	En cours				Achevé	26 715	1,00	26 715	Prog Edu RCI-UNICEF		
Activité 8.2.2.4	Apporter un appui à la finalisation, au suivi et à l'évaluation du Plan Sectoriel Décennal de l'Éducation	UNICEF	Task Force	forfait	Nouvelle act	69 000	1	69 000	Achevé	28 160	1,00	28 160	Prog Edu RCI-UNICEF		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 8.2.2.6	Réaliser l'évaluation des apprentissages des mathématiques et du français au CE1 et au CM2	A recherche	MEN-DVSP	étude	Nouvelle act	45 000	1	45 000	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.2.2.8	Réaliser une étude sur la perception qu'ont les parents des classes passerelles	A recherche	MEN-DAENF	étude	Nouvelle act	20 000	1	20 000	Non démarré	-	-	-		
Activité 8.2.2.10	Développer (conception, validation, diffusion) les outils de collecte relatifs aux indicateurs	A recherche	Task Force	forfait	En cours	70 000	1	70 000	Non démarrée	-	-	-		
Activité 8.2.2.11	Organiser une revue semestrielle du secteur	A recherche	Task Force	Revue	Nouvelle act	11 000	1	11 000	Non démarrée	-	-	-		
Activité 8.2.2.12	Organiser une revue annuelle du secteur	A recherche	Task Force	Revue	Nouvelle act	11 000	1	11 000	Achévé	-	-	-	État	Pré revue avec les différents cabinets
Activité 8.2.2.13	Organiser une revue conjointe avec l'ensemble des acteurs et partenaires du secteur	A recherche	Task Force	Revue	Nouvelle programmation	36 000	1	36 000	Achévé	51 550	1,00	51 550	État, UNICEF, AFD, TRECC, PME	
Activité 8.2.2.14	Renforcer les capacités en SE	A recherche	Task Force	Participant	Nouvelle programmation	3 000	1	3 000	Non démarrée	-	-	-		

					REALISATION 2017	Prévisions 2018			REALISATIONS 2018					
Code PATB	Activités	Sources de financement	Structure responsable	Unité	Statut de l'activité	Coût unitaire en Ko F CFA	Quantité programmée 2018	COÛTS (Ko FCFA) 2018	Statut de mise en œuvre	Coût Unitaire en Ko F CFA	Quantité réalisée	COÛTS REALISES (Ko FCFA) 2018	Sources de financement	Observations
Activité 8.2.2.15	Faire des Publications majeures	A recherche	Task Force	forfait	Nouvelle programmation	9 048	1	9 048	Non démarrée	-	-	-		
Activité 8.2.2.16	Élaborer un plan de communication	UNICEF	Task Force	h/j/i/S	En cours				Achevé	4 609	1,00	4 609	Prog Edu RCI-UNICEF	
Activité 8.2.2.17	Mettre en œuvre le Plan de Communication	A recherche	Task Force	coût annuel	Nouvelle programmation	50 000	1	50 000	Non démarrée	-	-	-		
Sous total Produit 8.2								764 064				330 311		
TOTAL EFFET 8								54 914 002				33 464 965		
TOTAL GENERAL								1 299 004 143				1 101 418 512		

ANNEXE IV : COMITE DE REDACTION

Annexe 4.1 : Équipe de supervision

M. MAMADOU BINATE	Inspecteur Général de l'Éducation Nationale/ Coordonnateur de la Task Force Éducation/ Formation
Prof. SYLLA MOUSSA	Directeur de la Planification du MESRS/ Coordonnateur MESRS de la Task Force Éducation/ Formation

Annexe 4.2 : Coordination de l'équipe technique

M. KOUAKOU Brou Noël	Spécialiste en Économie de l'Éducation à la Task Force Éducation/ Formation
M. MAIGA Seydou	Spécialiste en Suivi et Évaluation du PAPSE/ Appui technique Task Force Éducation/ Formation

Annexe 4.3 : Membre

Prof. NINDJIN Aka Fulgence	Directeur de l'Enseignement Supérieur MESRS/DESUP
Prof. OUATTARA Soro Fatou	Sous-Directrice MESRS/DVI
Mme GROGUHE Rita	Sous-Directrice MESRS/DAJC
M. DAPPAH Yao Kra Basile	Sous-Directeur de la Planification et des statistiques MESRS/DP
Mme BEA Bénédicte	Chef de Service Statistiques MESRS/DP
M. Kouadio KOUMAN	Secrétaire exécutif de la réforme de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle MENETFP/SP-Reforme
M. SEKA BROU Lambert	Coordination Programme CI-UNICEF au MENETFP/DELC
M. SIDIBE Ahmed Yaya	Inspecteur Général de l'Éducation Nationale/ Sous-Directeur MENETFP/DEEP
M. PEH Cherhadam Alain	Chef de service MENETFP/DPS
M. BAGATE Ben Assane	Expert en Suivi-évaluation à la Direction du Contrôle, du Suivi et évaluation (Ministère du plan et développement)
M. ESSOUA Baklenou Emmanuel	Chef de Service Statistiques MENETFP/DSPS
M. ATTAI Aka Germain	Appui administratif Task Force
Mme OUATTARA Bérénice	Économe/ Task Force
M. SOUMAILA Koffi Youssouf	Statisticien/ Assistant Suivi-évaluation du PAPSE